



# RAPPORT ITIE-RDC 2010

## **Rapport ITIE-RDC 2010**

Copyright © ITIE-RDC - Décembre 2012  
Tous droits réservés

---

### **ITIE-RDC**

Boulevard du 30 juin n°1525  
Immeuble ex Shell 2ème niveau  
Tél.: +243 (0) 151 60 789  
Kinshasa/Gombe  
République Démocratique du Congo  
**Site web: [www.itierdc.org](http://www.itierdc.org)**

---

### **Couverture :**

La RDC est engagée à publier dans ses rapports à partir de 2011 les données de 3 secteurs: mines, pétrole et forêts.

Les lignes bleues sur lesquelles sont accrochées les images des 3 secteurs sont plus sombres à la naissance et deviennent de plus en plus transparentes, ce qui traduit le processus de mise en œuvre de l'ITIE en RDC.

Le bleu est la couleur préférée de l'ITIE; il invite comme toujours au rêve, au rêve que les populations des pays membres, grâce à l'ITIE, bénéficieront un jour et en toute justice, de réels revenus du secteur extractif.



Son Excellence, Monsieur  
**Joseph KABILA KABANGE**  
Président de la République Démocratique du Congo  
Initiateur de ITIE en RDC



LISTE DES ABREVIATIONS.....	8
PREFACE.....	9
SOMMAIRE EXECUTIF.....	11-16
<b>1. INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES.....</b>	<b>19</b>
1.1. Qu'est-ce que l'ITIE.....	19
1.2. Etat d'avancement de l'ITIE en RDC.....	19-21
1.3. L'impact de la mise en œuvre de l'ITIE en RDC.....	21-22
<b>2. ETAT DES LIEUX DU SECTEUR EXTRACTIF (PETROLIER ET MINIER) EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO .....</b>	<b>25</b>
2.1. Introduction.....	25
2.2. Régulation du Secteur Minier.....	25
2.3. Entités chargées de la régularisation.....	25
2.4. Droits Miniers.....	26
2.5. Régime fiscal.....	27
2.6. Les Industries extractives en RDC.....	27
<b>3. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE.....</b>	<b>33</b>
3.1. Objectifs de la mission.....	33
3.2. Phases d'exécution de la mission.....	33
<b>4. PRESENTATION DU PERIMETRE.....</b>	<b>35</b>
4.1. Liste des entreprises minières du périmètre.....	35
4.2. Liste des entreprises pétrolières du Périmètre.....	38
4.3. Liste de 60 Entreprises du Périmètre.....	38
4.4. Entités de l'ETAT du Périmètre.....	41
4.5. Flux significatifs des revenus que les entreprises et le Gouvernement ont divulgués.....	41
4.6. Du degré d'agrégation ou de désagrégation des données du rapport ITIE.....	42
<b>5. OBSERVATIONS.....</b>	<b>43</b>
<b>6. RESULTAT DE RAPPROCHEMENT DES DECLARATIONS.....</b>	<b>45</b>
<b>7. RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>65</b>
7.1. Recommandations de l'exercice.....	65
7.2. Suivi des recommandations antérieures.....	67
<b>8. RAPPORT D'ANALYSE DES ECARTS DES DECLARATIONS.....</b>	<b>69</b>
8.1. Tableaux des écarts positifs, supérieur ou égal à USD 100 000, par Régie financière (+ Entreprises Publiques) et par type de flux.....	69-70
8.2. Tableaux des écarts négatifs, supérieur ou égal à USD 100 000, par Régie financière (+ Entreprises Publiques) et par type de flux .....	72
<b>ANNEXES.....</b>	<b>79</b>
Annexe 1 : Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises pétrolières.....	80-82
Annexe 2 : Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises minières en production.....	83-93
Annexe 3 : Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises minières en exploration.....	94-98
Annexe 4 : Liste des Entreprises Extractives en activité en 2010.....	99-104
Annexe 5 : Définition des Flux d'avantage encadrés.....	105-107
Annexe 6 : Le Contrat Chinois.....	108-111
Annexe 7 : SITUATION DES PAIEMENTS DES ENTREPRISES MINIERES PAR NATURE D'IMPÔTS EN 2010 A LA CDI KATANGA-DGI.....	112-117
Annexe 8 : SITUATION DES PAIEMENTS DES ENTREPRISES MINIERES PAR NATURE D'IMPÔTS EN 2010 A LA DGE-DGI.....	118-120

# TABLE DES TABLEAUX

<b>I</b> Exportations en 2010 suivant le rapport de la DGDA.....	36-37
<b>II</b> Ensemble de déclarations des paiements de toutes les entreprises du périmètre rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de l'Etat.....	45-47
<b>III</b> Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur pétrolier rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de l'Etat du même secteur.....	47-48
<b>IV.</b> Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier en production rapprochées avec l'Ensemble de déclarations des recettes de l'Etat du même secteur.....	48-49
<b>V.</b> Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier en exploration rapprochées avec l'Ensemble de déclarations des recettes de l'Etat du même secteur.....	49
<b>VI.</b> Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur pétrolier rapprochées avec l'Ensemble de déclarations des recettes de la DGI du même secteur.....	51
<b>VII.</b> Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur pétrolier rapprochées avec l'Ensemble de déclarations des recettes de la DGRAD du même secteur.....	52
<b>VIII.</b> Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de la DGI du même secteur.....	53-54
<b>IX.</b> Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier rapprochées avec l'Ensemble de déclarations des recettes de la DGRAD du même secteur.....	54-55
<b>X.</b> Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de la DGDA du même secteur.....	56-57
<b>XI. a.</b> Déclarations des Paiements des Entreprises Minières en production à la GECAMINES.....	63
<b>XII. b.</b> Déclarations des Paiements des Entreprises Minières en exploration à la GECAMINES.....	63
<b>XIII. c.</b> Déclarations des Paiements des Entreprises Minières en exploration à la SODIMICO.....	63

# TABLE DES GRAPHIQUES

<b>I.</b> Graphique Synthèse Tableau I.....	50
<b>II.</b> Graphique Synthèse des Tableaux II-III-IV.....	51
<b>III.</b> Déclarations du secteur pétrolier par régie.....	52
<b>IV.</b> Déclarations du secteur minier par régie.....	57
<b>V.</b> Déclarations par régie financière et entreprise publique en USD.....	58

# LISTE DES ABREVIATIONS

AMR	: Avis de Mise en Recouvrement
CPP	: Contrat de Partage de Production
CTB	: Coopération technique Belge
DDI	: Droit de Douane à l'Importation
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation
DSA	: Droit Superficiaire Annuel
FC	: Franc Congolais (CDF: Congolese Democratic Franc)
FOB	: Free On Bord
GCM	: Générale des Carrières et des Mines (GECAMINES)
IBP	: Impôt sur les Bénéfices et Profits
ICAI	: Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur
IGF	: Inspection Générale des Finances
IER	: Impôt Exceptionnel sur la Rémunération des expatriés
IFAC	: International Federation of Accountants.
IM	: Impôt Mobilier
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
KPMG	: Klynveld Peat Marwick Goerdeler (Cabinet d'Audit International)
ISF	: Impôt Spécial Forfaitaire
ITIE	: Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
ISRS	: International Standard on Related Services
MIBA	: Minière de Bakwanga
OCC	: Office Congolais de Contrôle
RDC	: République Démocratique du Congo
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
USD	: United State Dollar



**Par Célestin Vunabandi Kanyamihigo**

Ministre du Plan et de la Mise en œuvre de la  
Révolution de la Modernité  
Président du Comité Exécutif de l'ITIE-RDC

Depuis bientôt dix ans, la République Démocratique du Congo, ce pays vaste et riche en ressources, situé au centre du continent africain est en phase de la reconstruction de ses institutions, de son économie et de son tissu social. Le Gouvernement a entamé le processus qui consiste à remettre le pays sur le chemin de la paix durable, de la stabilité et, il faut le croire, du développement.

Sous l'impulsion du Chef de l'Etat, Président de la République, Son Excellence Joseph Kabila Kabange, le Gouvernement a pris la responsabilité de faire des choix difficiles sur les programmes et mesures à adopter pour créer un environnement capable de remettre le Congo sur la voie du développement. C'est le cas de l'adhésion de la RDC à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives, ITIE en sigle.

L'ITIE est une norme internationale qui nous enseigne comment améliorer la gouvernance dans le secteur extractif notamment l'important secteur minier de notre pays, de collecter et gérer les recettes et rendre compte au public.

Le pays s'est conformé aux Règles de l'ITIE et a produit déjà deux Rapports : 2007 et 2008-2009.

Ce Rapport est le troisième du genre; il porte sur l'année 2010 et est déterminant pour la validation de la RDC à la Conformité à l'ITIE au 1er mars 2013. C'est pourquoi, sur recommandation du Comité Exécutif, notre groupe multipartite, KPMG, l'Administrateur indépendant chargé de rapprocher les paiements déclarés par les Entreprises aux recettes déclarées par l'Etat, a apporté plus de minutie à l'élaboration de ce rapport.

KPMG avait achevé ses travaux dans les délais lui accordés. Le Secrétariat International, pour nous appuyer, avait demandé de passer en revue notre rapport, ce qui ne nous permettait plus de le déposer au plus tard le 31 décembre 2012 comme cela nous était exigé par le Conseil d'Administration. Heureusement que Monsieur Jonas Moberg, Secrétaire Général de l'ITIE internationale et Monsieur Tim Bittiger, Directeur Régional de l'Afrique Francophone, nous ont garanti, lors de leur passage à Kinshasa puis à Lubumbashi, du 12 au 14 décembre 2012, qu'un délai supplémentaire de 15 jours nous était accordé pour déposer la version finale du Rapport ITIE-RDC 2010.

C'est ici l'occasion pour nous, de remercier chaleureusement Madame Clare Short, Présidente de l'ITIE internationale ainsi que les membres du Secrétariat international, Jonas Moberg, Sam Bartlett, Dyveke Rogan, Tim Bittiger, et les autres pour l'attention toute particulière qu'ils ont bien voulu accorder au Rapport de la RDC.

Ce Rapport fournit plus d'informations que les deux précédents, ce qui favorisera, certainement, des débats bien nourris lors de sa dissémination. Ceci nous permettra d'améliorer de plus en plus la méthodologie de reporting et la qualité de données à collecter, ce qui amènera la société civile à s'exprimer dans le sens à aider le Gouvernement à maximiser encore plus de recettes dans le secteur extractif.

L'appropriation de ce Rapport par nos populations ne pourra que nous aider à élever notre sens de rédevabilité pour un Congo meilleur et pour la postérité.



Membres du Gouvernement siégeant au GMP de l'ITIE-RDC expliquant au public le contrat minier chinois au cours d'une matinée de renforcement des capacités de la Société Civile



Equipe du Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC

La réconciliation des paiements et des recettes des entreprises pétrolières et minières relative à la période du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010 a été exécutée par le cabinet d'audit KPMG du 01 août 2012 au 01 décembre 2012.

KPMG a été retenu, comme Administrateur Indépendant pour l'élaboration du 3ème rapport de collecte et de rapprochement de revenus 2010. La sélection a été faite suite à un avis international de sollicitation à manifestation d'intérêt et le contrat de service entre KPMG et l'ITIE – RDC a été signé le 16 Juillet 2012.

Nos travaux de réconciliation ont été réalisés conformément aux Termes de Référence datant d'avril 2012 inclus dans la Demande de Proposition tels qu'approuvés par le Comité Exécutif de l'ITIE – RDC.

Ils ont été effectués en conformité avec les meilleures pratiques internationales en matière d'élaboration de Rapport ITIE et ont été conduits sur la base des normes ISRS (International Standard on Related Services) éditées par l'IFAC (International Federation of Accountants) : la norme ISRS 4400 relative aux « Missions d'examen d'informations financières sur la base de procédures convenues » et la norme ISRS 4410 relative aux « Missions de compilation d'informations financières ». Ces normes impliquent un haut degré d'intégrité, de déontologie et d'éthique, ainsi qu'une grande rigueur dans les procédures destinées à garantir la pertinence, la qualité et l'objectivité des travaux.

Aussi, nos procédures ne sont pas conçues pour repérer la fraude ou de fausses déclarations, mais vise à établir la situation rapprochée des paiements et des encaissements déclarés par les entreprises et par l'Etat.

Nos travaux ont consisté principalement à collecter et rapprocher :

- Les paiements déclarés versés par les Entreprises Extractives du Périmètre à l'Etat pour l'année 2010 ;
- Les revenus déclarés perçus par l'Etat pour l'année 2010 des Entreprises Extractives du même périmètre.

Les travaux de réconciliation ont été réalisés sur la base des modalités et du référentiel ITIE proposés dans le rapport de cadrage d'un expert indépendant, le cabinet Britannique, HART GROUP tel que recommandé par l'Administrateur indépendant du 2ème Rapport ITIE – RDC 2008 – 2009 en date du 01/02/2012. Ces modalités ainsi que le référentiel ont été approuvés par le Comité Exécutif de l'ITIE – RDC.

Les entreprises minières exportatrices du périmètre 2010, tel que reprises dans le point 4 sur la présentation du périmètre du présent rapport, couvrent 95,76% des recettes des exportations réalisées par la République Démocratique du Congo en 2010 suivant les données fournies par la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDGA) dont nous avons apprécié la fiabilité.

En RDC, plusieurs services composent la chaîne de contrôle et de vérification à l'exportation, notamment : la Division des Mines, l'OCC (Office Congolais de Contrôle qui est le laboratoire officiel d'analyses opérant pour le compte de l'État), les laboratoires privés opérant pour le compte des exportateurs, le CEEC (Centre d'Évaluation, d'Expertise et de Certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses), etc. Tous ces services sont institués en GUICHET UNIQUE et au bout de cette chaîne, se trouve la DGDA qui examine la recevabilité des documents présentés et la conformité des produits avec la déclaration souscrite au préalable.

Pour être recevable, un dossier d'exportation doit comprendre sous peine d'irrecevabilité, les pièces ci-après :

- Le bulletin d'analyse d'un laboratoire agréé ;
- Le certificat de vérification à l'exportation (CVE) de l'OCC ;
- La licence d'exportation des biens ;
- Le titre minier autorisant l'exportation délivré par le Ministre des Mines ;
- L'attestation de transport des substances minérales ;
- Le PV de chargement

La déclaration est acceptée puis liquidée au vu de tous ces documents délivrés par plusieurs autres services tant publics que privés agissant chacun dans le cadre de ses attributions respectives. Les certificats émis par les différents services garantissent seuls la qualité et la quantité acceptées par la DGDA qui établit périodiquement des statistiques conséquentes.

Par contre, toutes les entreprises pétrolières, au nombre de 11, en exploration comme en production opérant en République Démocratique du Congo ont été retenues dans le périmètre 2010.

Les deux entreprises FRONTIER et COMISA, ont cessé leurs activités en 2010 en République Démocratique du Congo. N'étant plus opérationnelles à ce jour, les flux des recettes perçues de ces deux entreprises (USD 76 558 396 pour Frontier) et (USD 1 074 837 pour Comisa) ont été déclarés de façon unilatérale par les Régies Financières de l'Etat sur instruction du Comité Exécutif.

Les entreprises publiques ayant signé des partenariats avec certaines entreprises privées notamment SOKIMO, SCMK – Mn et SAKIMA ont été incorporées dans le périmètre.

Il convient de signaler que contrairement au rapport ITIE – RDC pour l'année 2009, les comptoirs n'ont pas été retenus dans le périmètre de déclarations de 2010. Les comptoirs en RDC représentent le secteur de l'exploitation artisanale où il existe beaucoup de fraude et leur contrôle est hors des termes de référence de l'ITIE. La valeur déclarée en 2009, par les comptoirs, s'élevaient à USD 6 203 000 contre USD 513 000 de recettes déclarées perçues par l'Etat. Ce qui en termes de pourcentage rapporté au total du périmètre de 2010, représente respectivement 0,80 % de déclarations de paiement et 0,06% des déclarations de recettes de l'Etat. Ils n'ont pas été retenus dans le périmètre ITIE 2010 du fait de la difficulté à obtenir les informations et du montant non significatif qu'ils représentent.

Limitations aux travaux de réconciliation :

Les déclarations faites par les Régies Financières, de façon unilatérale sur instruction du Comité Exécutif, pour les recettes perçues des sociétés Frontier (USD 76 558 396) et Comisa (USD 1 074 837) ont généré un écart négatif total de USD 77 633 233.

En 2012, lors de la collecte des données, les actifs de ces entreprises avaient été repris par un nouvel acquéreur qui, faute de documents comptables antérieurs, n'a pas pu présenter des déclarations.

### **Principaux constats relatifs aux travaux de réconciliation.**

1. Toutes les Entreprises extractives retenues dans le Périmètre du Rapport ITIE 2010 ont retourné les formulaires de leurs déclarations. La collecte de données a donc été réalisée à 100%. L'implication personnelle des Ministres des Mines, des Hydrocarbures, des Finances et des responsables de la chambre de Mines a été permanente et déterminante dans la réalisation de ce processus. L'exigence 11 a donc bel et bien été respectée et atteinte.
2. Les Régies Financières de l'Etat ont soumis leurs données sous forme de fichiers électroniques suivant le format prédéfini que nous leur avons communiqué. Les informations complémentaires ont été confirmées par courrier signé de l'Autorité habilitée de l'Entité.
3. Exigence 12: Obligation du Gouvernement de s'assurer que les déclarations des entreprises se fondent sur des comptes audités conformément aux normes internationales. Ainsi conformément à cette exigence, sur 60 entreprises prévues pour les travaux de réconciliation :

- Vingt-une (21) entreprises ont soumis les Déclarations Certifiées par un expert indépendant ;
- Vingt-une (21) entreprises ont soumis les Rapports des Auditeurs Indépendants sur les comptes audités au 31 décembre 2010 ;
- sept (7) entreprises n'ayant pas connu d'activités en 2010 (Divine Inspiration, Comisa, Frontier, Miba, Sokimo, Sakima, Société Commerciale La Minière de Kisenge Manganèse « SCMK-Mn ») et Sept (8) entreprises en Joint-venture ( Chabara, Comide, Kansuki, Kimpe, Metalkol, Secakat, Sodifor et Swanmines) ayant effectué uniquement des paiements contractuels (pas-de-porte et royalties) n'ont pas soumis des déclarations certifiées.
- Trois(3) entreprises (Congo Loyal, Bolfast et Congo Dongfang Minerals) ont simplement envoyé une déclaration sur honneur dûment signé par la direction de leurs entreprises.

Le tableau ci-après, donne une synthèse de la situation et indique le poids de chacune des catégories, en pourcentage, sur l'ensemble des déclarations du périmètre des entreprises en 2010 :

N°	Catégories des déclarations	Nombre d'Entreprises	Montant Déclaré en USD	%
1	Déclarations Certifiées	21	465 494 932	60,22
2	Comptes 2010 Audités	21	199 950 046	25,86
3	Sans activités en 2010	7	3 305	0,00
4	JV – paiements contractuels (a)	8	103 425 000	13,38
5	Déclarations sur Honneur	3	4 148 679	0,54

(a) Les JV qui effectuent uniquement des paiements contractuels (par ex. royalties et pas-de-porte) ne disposent pas d'états financiers pouvant nécessiter un audit, elles sont représentées par les cabinets d'avocat conseils.

Il y a lieu de noter qu'il n'existe aucune loi en République Démocratique du Congo qui oblige aux entreprises de faire auditer leurs comptes. Avec l'adhésion de la République Démocratique du Congo à l'OHADA, cette déficience sera comblée. Nous ne pouvons juger de la qualité des différents experts indépendants ayant donné leurs avis et opinions sur les déclarations ainsi que sur les comptes 2010 de toutes ces entreprises. En RDC, il n'existe pas un ordre des experts comptables.

Le tableau ci-après donne la situation intégrale de toutes les déclarations entreprise par entreprise par type de preuve :

N°	Entreprises Pétrolières	PREUVES DE CERTIFICATION DES DECLARATIONS ITIE	PREUVE D'AUDIT DE COMPTE	OBERVATIONS
1	CHEVRONS ODS	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
2	DIVINE INSPIRATION			Pas d'activités en 2010
3	LIREX	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
4	ENERGULF AFRICA LTD		√	Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
5	MUANDA OIL COMPANY (MIOC)	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
6	NESSERGY CONGO SPRL (NESCO)	√		Rapport des Commissaires aux C.
7	PERENCO REP	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
8	SURESTREAM	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
9	TEIKOKU	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
10	OIL OF DR CONGO	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
11	SOCO DRC LTD	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant

N°	Entreprises Minières en Production	PREUVES DE CERTIFICATION DES DECLARATIONS ITIE	PREUVE D'AUDIT DE COMPTE	OBERVATIONS
1	AMCK	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
2	AMC	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
3	BOSS MINING		√	Rapport des Commissaires aux Comptes.
4	CHEMAF		√	Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
5	COMISA			Activités fermées en 2010.
6	CMSK		√	Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
7	FRONTIER			Activités fermées en 2010
8	GECAMINES		√	Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
9	GROUPE BAZANO		√	Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
10	KCC		√	Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
11	MIBA			Pas d'activité 2010
12	MUMI		√	Rapport des Commissaires aux C.
13	RUASHI MINING		√	Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
14	RUBAMIN SPRL		√	Rapport d'audit
15	STL		√	Rapport des Commissaires aux C.
16	SAKIMA			Pas d'activité.
17	SCMK-Mn			Pas d'activité.
18	SEK		√	Rapport des Commissaires aux C.
19	GOLDEN AFRICA R.	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
20	SOMIKA	√		
21	FEZA MINING	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
22	SMKK	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
23	SODIMICO		√	Rapport des Commissaires aux Comptes.
24	SOKIMO			Pas en activités en 2010
25	TFM	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
26	CONGO LOYAL		√	Déclaration sur honneur de l'AG
27	KISANFU		√	Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
28	VOLCANO	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant

N°	Entreprises Minières en Exploration	PREUVES DE CERTIFICATION DES DECLARATIONS ITIE	PREUVE D'AUDIT DE COMPTE	OBERVATIONS
1	ASHANTI GOLD	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
2	BARBADOS		√	Rapport d'audit consolidé du Groupe.
3	BOLFAST		√	Déclaration sur l'honneur
4	CONGO DONGFANG MINERALS		√	Déclaration sur l'honneur
5	CLUFF MINING		√	Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
6	COMIDE		√	Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
7	DE BEERS	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant
8	KALUMINES	√		Rapport des Commissaires aux C.
9	KIBALI GOLD		√	Rapport d'audit consolidé du Groupe.
10	KINSEDA	√		Rapport de l'Auditeur Externe Indépendant

Suite du tableau à la page15

Suite du tableau de la page 14

N°	Entreprises Minières en Exploration	PREUVES DE CERTIFICATION DES DECLARATIONS ITIE	PREUVE D'AUDIT DE COMPTE	OBERVATIONS
11	LUGUSHWA		√	Rapport d'audit consolidé du Groupe.
12	NAMOYA		√	Rapport d'audit consolidé du Groupe.
13	TWANGIZA		√	Rapport d'audit consolidé du Groupe.
14	CHABARA			JV sans activité significative nécessitant un audit mais ayant effectué des paiements contractuels importants.
15	KANSUKI			
16	KIMPE			
17	METALKOL			
18	SEKAKAT			
19	SODIFOR			
20	SWANMINES			
21	SICOMINES			Pas en activité.

4. Exigence 13: Obligation du Gouvernement de s'assurer que ses déclarations se fondent sur des comptes audités conformément aux normes internationales.
5. Les comptes des Régies n'ont pas été contrôlés, conformément à l'Exigence 13, pour 2010, par la Cour des Comptes, organe qui est légalement habilité à le faire dans ses prérogatives. Les comptes des régies ayant été déposés, sous forme agrégés, auprès de la Cour des comptes, cette dernière s'est donc retrouvée dans l'impossibilité de désagréger leurs mouvements en vue de les rapprocher aux données communiquées à l'ITIE. Pour contourner cette difficulté et, à la demande du Comité Exécutif de l'ITIE RDC, le Ministre des Finances a chargé l'Inspection Générale des Finances (IGF) de procéder à la certification des déclarations des Régies.

L'Inspection Générale des Finances a été créée par l'Ordonnance présidentielle N°087-323 du 15 Septembre 1987 qui définit l'IGF comme un service de contrôle et d'audit supérieur et lui confère une compétence générale et supérieure en matière de contrôle des finances et des biens publics; ce contrôle tient tout autre en état, excepté ceux de l'Assemblée Nationale et de la Cour des Comptes.

La démarche de l'IGF a principalement consisté à rapprocher les encaissements déclarés par les Régies Financières (DGI, DGDA et DGRAD) et ceux nivelés dans le Compte Général du Trésor Public. L'IGF a pu obtenir une assurance raisonnable selon laquelle les paiements des industries extractives du périmètre de certification pour l'exercice 2010 tels que déclarés dans les relevés produits par les Régies reflètent fidèlement la situation desdits paiements pour la DGI et la DGDA tandis qu'elle a exprimé des réserves sur les déclarations de la DGRAD dont la clarté n'est pas rassurante.

L'attestation de l'Inspecteur Général des Finances, transmises au Comité Exécutif, est tenue disponible au Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC et peut être consultée sur le site [www.itierdc.org](http://www.itierdc.org).

Nous indiquons dans le tableau ci-après la situation de certification des 3 Régies financières de l'Etat :

N°	REGIES FINANCIERES	PREUVES DE CERTIFICATION DES DECLARATIONS ITIE	PREUVE D'AUDIT DE COMPTE	OBERVATIONS
1	DGI		√	Lettre de certification de l'IGF
2	DGRAD		√	Lettre de certification de l'IGF
3	DGDA		√	Lettre de certification de l'IGF

6. Le Contrat Chinois – le Comité Exécutif qui avait levé l’option de ne pas inclure les flux inhérents à ce contrat dans le périmètre de l’ITIE 2010 a cependant chargé le Secrétariat Technique de préparer une annexe insérée dans le présent rapport qui devrait donner des plus amples informations sur ce dernier. Nous avons donc repris ce document en annexe comme tel que préparé par le Secrétariat Technique de l’ITIE RDC.
7. Les premiers rapprochements ont révélé d’importants écarts entre les montants des paiements déclarés par les Entreprises Extractives retenues dans le périmètre et les montants des recettes perçues par les Régies financières de l’Etat. Par la suite, nous avons pu traiter plusieurs écarts aussi bien au niveau des déclarations des Entreprises qu’au niveau des déclarations de l’Etat sur base des pièces justificatives probantes renvoyées par les parties. Les écarts qui sont repris dans ce rapport sont ceux qui n’ont pas pu être analysés en raison de l’absence du détail ou le défaut de déclaration. Par arrêté ministériel n°002/CAB/MIN/PL.SMRM/ST/2013 du 08 Janvier, il a été créé une commission permanente chargée de l’analyse des écarts des rapports de l’ITIE qui devra poursuivre le travail de clarification de tous les écarts non résolus à l’émission de ce rapport.
8. Les déclarations des paiements et des encaissements se sont faits dans leur monnaie de réalisation, soit en Franc Congolais (FC) et/ou en Dollars Américains(USD). Pour faciliter la compréhension, nous avons retenu de présenter tous les montants, agrégés, en USD. Ainsi, tous les paiements et encaissements libellés en FC ont été convertis en USD au taux moyen annuel de la Banque Centrale en 2010 pour 1USD/906,9575. Les déclarations des paiements et des encaissements dans leur monnaie de réalisation, sous forme désagrégée, sont donc reprises dans les annexes.
9. Pour toutes les entreprises du Périmètre ITIE – RDC 2010, après résolution de certains écarts, la synthèse générale de la réconciliation se présente ainsi :
  - Les Entreprises ont déclaré avoir payé à l’Etat : USD 773 021 963.
  - Les Régies Financières ont déclaré avoir perçu des entreprises : USD 875 938 727.

Ces rapprochements indiquent :

- Un écart positif de : USD 13 360 092.
- Un écart Négatif de : USD 116 276 824. Dont USD 38 043 591 sur les déclarations des entreprises et de l’Etat et, USD 77 633 233 sur les déclarations unilatérales de l’Etat : Frontier et Comisa.

Les données sur tous les paiements et toutes les recettes par Régies Financières et pour toutes les entreprises sont donc analysées en détails dans la partie 6 – Résultat de rapprochement des déclarations du présent rapport.

### **Opinion de l’Administrateur Indépendant sur les tableaux de réconciliation des flux de paiement et de revenus :**

Nous estimons que nos travaux fournissent une base raisonnable à l’opinion exprimée ci-après :

Les tableaux de réconciliation des flux des paiements et des encaissements sont le reflet de la consolidation des fiches détaillées remises par les entreprises et les Régies Financières. Ils consolident les déclarations établies sous la responsabilité des entreprises et des Régies Financières retenues dans le périmètre conformément aux formulaires de déclaration convenus, au titre de l’année 2010.

Kinshasa, le 11 janvier 2013

  
Jean-Yves PARANT

Directeur Associé KPMG / Administrateur Indépendant ITIE-RDC 2010

**KPMG Congo-R.D.C**  
Immeuble BCDC 7ème Niveau  
Boulevard du 30 Juin  
B.P. : 7226 Kinshasa / Gombe  
Tél. : (+243) 990010020  
(+243) 990010021  
E-mail : [tfashngabo@kpmg.cd](mailto:tfashngabo@kpmg.cd)



République Démocratique du Congo

**RAPPORT ITIE-RDC**

**2010**

---





## 1. QU'EST-CE QUE L'ITIE

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, ITIE en sigle, est une norme de référence internationale visant à instaurer la transparence au sein du secteur extractif. Elle instaure un mécanisme de publication des informations qui sont susceptibles de contribuer à la lutte contre la corruption dans les industries extractives. Elle favorise une meilleure prise de conscience du public au sujet des taxes et des revenus. Son but est de réduire la corruption et d'aider les populations qui vivent dans des pays riches en ressources naturelles à bénéficier de leur exploitation.

L'initiative vise donc une meilleure transparence par la publication régulière des Rapports sur les paiements et les recettes issus du secteur extractif. L'un des objectifs de l'ITIE est de favoriser une meilleure gestion des ressources extractives. Ceci est réalisé à travers une coalition tripartite Gouvernement-Entreprises-Société civile.

L'ITIE exige que les gouvernements publient ce qu'ils perçoivent aux titres d'impôts, taxes, redevances et autres droits de la part des entreprises extractives et que les entreprises publient ce qu'elles versent aux gouvernements. Ces chiffres sont rapprochés dans les Rapports ITIE et diffusés parmi le grand public. Cette disposition permet aux parties prenantes et au grand public de bénéficier d'une meilleure connaissance de la contribution (réelle ou potentielle) du secteur extractif au Budget de l'Etat.

L'ITIE dispose d'une méthodologie robuste mais flexible qui garantit le maintien d'une norme globale dans les différents pays mettant en œuvre ce processus. Le Conseil d'Administration de l'ITIE et le Secrétariat International sont les garants de cette méthodologie. Cependant, chaque pays doit élaborer son propre plan de travail pour la mise en œuvre. L'ITIE, en un mot, est une norme développée à l'échelle internationale qui favorise la transparence des revenus à l'échelle locale.

### 1.2. ETAT D'AVANCEMENT DE L'ITIE EN RDC

#### Première phase de février 2005 à juin 2009

La République Démocratique du Congo adhère à l'ITIE en 2005

Constat

- Organisation complexe de près de 70 membres peu adaptée à la prise de décision,
- Membres venant d'horizons divers aux objectifs

## 1.2. ETAT D'AVANCEMENT DE L'ITIE EN RDC

contradictoires et souvent éloignés des objectifs principaux de l'ITIE,

- Contexte politique de transition.
- Difficultés de financement

### Solution

- La Banque Mondiale, pour aider le pays à procéder à la mise en œuvre du processus, diligente une mission d'un Consultant (Ghislain PASTRE) pour mettre en place une structure et un plan d'actions ITIE adaptés aux contraintes particulières de la RDC et selon un échéancier orienté vers une validation comme « pays conforme » en mars 2010.

### Résultats

1. Décret du Premier Ministre en juillet 2009, créant le Comité National de l'ITIE qui comprend 2 organes : le Comité Exécutif, organe de décision et le Secrétariat Technique, organe d'exécution.

Le Comité Exécutif est composé de :

9 représentants de la Composante Gouvernement

- Ministre du Plan : Président
- Ministre des Mines : 1er V/ Président
- Ministre de l'Environnement : 2e V/Prés.
- Ministre des Hydrocarbures : membre
- Ministre des Finances : membre
- Ministre du Budget : membre
- Conseiller Principal du Chef de l'Etat
- 2 Directeurs de Cabinet Adjoints du Premier Ministre

4 représentants de la Composante Entreprise

4 représentants de la Société Civile

2. Le Chef de l'Etat nomme par Ordonnance présidentielle le Coordonnateur National de l'ITIE

### Deuxième phase de juillet 2009 à août 2011

- La Banque Mondiale accorde un fond MDTF de 500.000 USD à l'ITIE-RDC en 2010,
- Le Pays publie le 1er rapport afférent à l'exercice 2007 en mars 2010 et obtient le statut intermédiaire de « Pays Proche de la Conformité » mais le Rapport exigé pour améliorer la mise en œuvre n'est pas publié dans le délai,
- Le deuxième rapport (2008-2009) est publié en 2011 et est invalidé.





## 1.2. ETAT D'AVANCEMENT DE L'ITIE EN RDC

### Troisième phase de juillet 2009 à août 2011

- Le Gouvernement évalue en septembre 2011 le processus de mise en œuvre de l'ITIE en RDC et opère une réorganisation des structures et élabore un nouveau plan d'actions,
- Le pays est soumis à une nouvelle validation pour 18 mois (01/09/2011 au 01/03/2013) et doit publier un autre rapport au plus tard le 31/12/2012.

### Quatrième phase de septembre 2011 à ce jour

- Le Premier Ministre écrit à l'ITIE internationale une lettre d'intention engageant la RDC dans la continuité de la mise en œuvre du processus.
- Le Chef de l'Etat nomme par ordonnance présidentielle un nouveau Coordonnateur.
- Les Entreprises du secteur extractif acceptent de soutenir financièrement la mise en œuvre de l'ITIE en RDC.
- Le Gouvernement débloque des fonds nécessaires au titre de sa contribution au fonctionnement du Comité National de l'ITIE-RDC.
- La Banque Mondiale désigne une autre TTL (Technical Team Leader), Mme Brigitte qui apporte un appui substantiel à la mise en œuvre de l'ITIE RDC.
- Le Projet PROMINES pourvoit financièrement au fonctionnement du Secrétariat Technique
- La GIZ recrute un Consultant pour déterminer le périmètre du rapport ITIE-RDC 2010 et prend en charge plusieurs activités du Plan d'actions.
- La CTB paie la facture du Conciliateur du Rapport 2010
- Le Validateur est recruté et débute ses travaux en décembre 2012.

## 1.3. L'IMPACT DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ITIE EN RDC

- Adhésion totale et massive des parties prenantes à l'utilisation de l'ITIE comme outil obligatoire de la rédevabilité.

Exemple : 80% d'entreprises réclament les formulaires de déclaration bien avant la campagne de sensibilisation ; Deux régions financières, la DGI et la DGDA ont automatisé le formulaire de déclaration, ce qui leur permet de fournir les données dans un temps record ;

- L'arrêté ministériel « Kabwelulu » rendant obligatoire la déclaration à l'ITIE dans tout le secteur minier
- Réquisition d'information du Procureur Général de la République sur les écarts des rapports précédents

### 1.3. L'IMPACT DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ITIE EN RDC

- Divers groupements des organisations de la Société Civile, même ceux qui ne sont pas impliqués dans les ressources naturelles évaluent trimestriellement le processus de mise en œuvre de l'ITIE en RDC et dressent des recommandations pour améliorer la mise en œuvre du processus ;
- L'émission automatique des quittances par la DGI comme preuve commune des entreprises et de la DGI à fournir à l'ITIE au titre de justificatif de paiement et de recette
- Comme résultat de la vulgarisation de l'ITIE dans les régions les plus reculées de l'arrière pays, certaines organisations de la société civile des provinces à faible activité extractive sont en pourparlers avec les autorités politiques pour l'application de la norme ITIE partout ailleurs
- Le Gouvernement a divulgué publiquement les informations sur le contrat chinois jadis considéré comme opaque
- Forte cohésion entre la Société civile et le Gouvernement favorisée par les réunions mensuelles du Comité Exécutif
- Les parlementaires s'approprient l'ITIE et le Rapport 2010 sera présenté en séance plénière de l'Assemblée Nationale
- Le Chef de l'Etat présentera personnellement le Rapport ITIE-RDC 2010 au public dans une cérémonie solennelle à Lubumbashi.





République Démocratique du Congo

**RAPPORT ITIE-RDC**

**2010**

---



## 2.1. Introduction

Le Rapport du Cabinet Hart Group, chargé de définir le périmètre, cité ci-haut, a bien traité de l'état des lieux du secteur extractif. Nous reprenons in extenso sa description pour permettre au lecteur de mieux comprendre le contour du secteur extractif de la RDC au sujet duquel le présent rapport a été produit.

La RDC est en phase de lever plusieurs obstacles qui freinent son développement et, elle est engagée dans plusieurs réformes tendant à l'amélioration du climat des affaires. Il est certain que le secteur extractif est susceptible de contribuer le plus rapidement à la croissance nationale, d'où l'adhésion de la RDC à l'ITIE et à l'OHADA.

Le rapport de la mission de détermination du Périmètre 2010 effectuée en RDC du 21 mai au 8 juin 2012 par le Cabinet britannique Hart Group et adopté par le Comité Exécutif fournit d'importantes informations du secteur extractif de la RDC que nous reprenons presque entièrement dans le présent rapport.

## 2.2. Régulation du secteur minier

### a. Cadre actuel

Le Code Minier, le Règlement Minier associé à celui-ci, et le Code des Investissements sont les principaux cadres légaux qui guident le secteur minier de la République Démocratique du Congo (RDC). Le Code Minier et le Règlement Minier ont été formulés en 2002 et 2003 respectivement, avec l'aide de la Banque Mondiale, pour établir la base d'un processus transparent et efficace.

### b. Révisitation des contrats Miniers

La décision du Gouvernement de la RDC à relire les contrats a conduit à la fixation des obligations fiscales : le pas-de porte a été créé, les royalties ont été systématisées et il y a eu plus de lucidité dans l'interprétation des contrats.

### c. Publication des contrats

Dans un but d'amélioration de la transparence, un décret du Premier Ministre daté du 20 mai 2011 porte obligation de publier tout contrat conclu entre l'État ou toute société de l'État et des investisseurs privés, nationaux ou étrangers, et ayant pour objet la recherche ou l'exploitation des ressources naturelles, qui incluent les ressources minières, pétrolières et forestières .

La publication des contrats établit un lien certain avec l'ITIE. Il devient plus aisé de connaître les flux significatifs contenus dans les contrats publiés avec leur taux et la périodicité à intégrer dans les périmètres des rapports ITIE.

## 2.3. Entités chargées de la réglementation

Les principales entités administratives chargées de la réglementation des activités minières en RDC conformément au Code Minier sont :

- Le Président de la République, qui peut promulguer des réglementations minières pour la mise en œuvre du Code Minier, et qui exerce ses pouvoirs par Ordonnance prise de sa propre initiative ou sur la proposition du Ministre des Mines, après

consultation de la Direction de Géologie ou du Cadastre Minier ;

- Le Ministre des Mines, qui a, entre autres pouvoirs, juridiction sur l'octroi, le refus et l'annulation des droits miniers, et qui exerce ses pouvoirs par arrêté ;
- Le Cadastre Minier, qui est une entité publique, sous tutelle du Ministre des Mines et du Ministre des Finances, est chargé de la gestion des procédures administratives relatives à la demande et à l'enregistrement des droits miniers, ainsi qu'au retrait, à l'annulation et à l'expiration de ces droits ;
- La Direction des Mines, chargée de l'inspection et de la surveillance des activités minières en matière de sécurité, santé, pratiques de travail, production, transport, ventes et questions sociales;
- La Direction de la Protection de l'Environnement Minier, qui est dotée de pouvoirs concernant la définition et la mise en œuvre des réglementations minières sur la protection environnementale et l'évaluation technique du plan d'atténuation et de réhabilitation, l'étude d'impact environnemental et le plan de gestion environnementale
- Le CEEC (Centre d'Évaluation, d'Expertise et de Certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses), qui délivre les certificats pour les expéditions de diamants bruts, certificats requis aux termes du Processus de Kimberley [Kimberley Process Certification Scheme].

#### 2.4. Droits miniers

Le titre de propriété des ressources minérales

du sol et du sous-sol est réservé à l'État. Les titulaires de droits de surface n'ont pas de droits sur les ressources minières situées dans la superficie couverte par leurs droits de surface. Les parties privées peuvent obtenir des permis de recherches ou d'exploitation non artisanale relatifs à un ou plusieurs minéraux spécifiques pour lesquels elles peuvent présenter une demande conformément à une procédure spécifique. Les titulaires de droits de surface sont en droit d'être dédommagés par un opérateur minier, mais il n'existe pas de système spécial concernant la question des droits miniers dans les superficies couvertes par des droits de surface.

La superficie minière maximale pour laquelle un permis de recherches ou d'exploitation peut être octroyé est de 400 km<sup>2</sup>, et la superficie minière maximale qui peut être accordée à une personne et ses sociétés affiliées est de 20 000 km<sup>2</sup>.

Selon la Loi foncière No. 73-021 du 20 juillet 1973, le sol est la propriété exclusive, inaliénable et imprescriptible de l'État. L'État peut octroyer des droits de surface à des parties privées ou publiques, lesquels droits doivent être distingués des droits miniers étant donné que les droits de surface ne donnent pas le droit d'exploiter les substances minérales du sol ou du sous-sol et, inversement, un droit minier ne confère aucun droit d'occupation de la surface.

Toutefois, sous réserve des droits éventuels des tiers sur la surface concernée, le titulaire d'un droit d'exploitation minière a, sur autorisation du Gouverneur de la province concernée, et

sur les conseils de l'Administration des Mines, le droit d'occuper, à l'intérieur de son périmètre minier, les terrains nécessaires à ses activités et aux activités industrielles associées, y compris la construction d'installations industrielles et d'habitations, d'utiliser l'eau, de creuser des canaux et des canalisations, et d'établir des moyens de communication et de transport de toute nature.

Cependant, toute occupation du terrain privant les ayants-droit de la jouissance de la surface, ou toute modification rendant la terre impropre à la culture, entraînera l'obligation pour le titulaire des droits miniers de verser une indemnité équitable. Le titulaire de droits miniers est aussi responsable des dommages causés aux occupants du sol par les travaux, même autorisés, exécutés dans le cadre de ses activités minières. Le Code Minier prévoit des recours judiciaires et arbitraux en cas de litiges.

## 2.5. Régime fiscal

Depuis la révisitation des contrats, il a été supprimé certaines taxes et redevances qui, jadis, étaient versées en tantièmes au niveau des provinces. Toutefois, il peut être retracé, pour le secteur minier au Katanga une commission versée au guichet unique de la DGDA au titre des frais des services rendus (FSR) dont l'on prélève 1% pour le compte de la province. Aussi, il est reconnu qu'en 2010, la taxe sur la voirie, à raison de 50 USD la tonne a été prélevée par le Gouvernement provincial sur l'ensemble des opérateurs économiques sans distinction des secteurs. Egalement la Province du Katanga avait instaurée une taxe

de 60 USD par tonne sur l'exportation des concentrés.

Le régime fiscal imposé aux entreprises du secteur minier et des comptoirs est défini par:

- Le Code Minier
- Le Règlement Minier
- Le Code des Investissements
- Des arrêtés interministériels<sup>1</sup>

Les provinces imposent également des édits qui peuvent être importants. Ces édits sont mentionnés là où ils sont matériels fixant les taux de droits, de taxes et de redevances à percevoir à l'initiative du Ministère des Mines.

Comme une proportion significative des opérations minières se font en coopération avec des entreprises publiques, des conditions particulières peuvent exister dans les contrats et conventions miniers, y compris la définition des pas de porte et des royalties payables à ces entreprises.

Le secteur des hydrocarbures est réglementé par des conventions ou contrats entre l'État congolais et les partenaires.

## 2.6. Les industries extractives en RDC

### A. Secteur minier

La République démocratique du Congo possède des richesses minières extrêmement importantes. Un rapport de la Banque Mondiale<sup>2</sup> donne une vue d'ensemble du

<sup>1</sup> Arrêtés interministériels No. 249/CAB.MIN/MINE/01/2010 et No 042/CAB/MIN/FINANCES/2010 du 5 mai 2010 et N°458/CAB.MIN/MINE/01/2011 et No 304/CAB.MIN/FINANCES/2011 du 14 novembre 2011

<sup>2</sup> République démocratique du Congo ; La bonne gouvernance dans le secteur minier comme facteur de croissance, Banque Mondiale, mai 2008

secteur en 2008. La plupart des aspects mentionnés dans ce rapport sont toujours d'actualité.

### a. Secteur minier industriel

La RDC possède une large gamme de ressources minières dont les principales sont le cuivre et le cobalt. L'activité principale est localisée au Katanga. À une certaine période, la RDC était le quatrième producteur mondial de cuivre et fournissait 55 % de la production mondiale de cobalt.

Historiquement, l'or a été exploité au Katanga, au nord de la région de L'ITURI, dans la ceinture aurifère de Kilo- Moto située dans la partie nord-est du pays. La production d'or était contrôlée par les grandes sociétés du Portefeuille de l'État et le Congo était classé parmi les quinze premiers producteurs mondiaux.

Les deux types de diamant (industriel et de joaillerie) sont présents dans les deux Kasai. Le Congo était le plus grand producteur mondial de diamant industriel.

L'étain a été trouvé en quantités considérables à Manono, au Katanga. Le manganèse, le zinc, le wolfram (tungstène), le tantale, le charbon et le fer étaient produits en quantités plus ou moins importantes. En plus de tout cela, la RDC produisait 60 % de l'uranium fourni dans le monde.

Depuis l'accession du pays à l'indépendance, l'activité minière est restée la principale activité industrielle du pays. La République démocratique du Congo (alors appelée Zaïre) avait nationalisé en 1967 toutes les entreprises

publiques (par exemple la Gécamines) et/ou acquis des parts majoritaires dans certaines sociétés minières (MIBA). Malgré toutes leurs richesses minières, ces sociétés d'État étaient devenues de moins en moins performantes. Les autres activités de service telles que les transports, l'énergie et les télécommunications étaient également devenues problématiques et avaient cessé de fournir de bons services aux activités minières.

Le secteur minier de la RDC a donc été longtemps dominé par plusieurs grandes entreprises publiques. Ces entreprises opéraient virtuellement comme des gouvernements dans un gouvernement : – gérant des écoles, des plantations pour la production des aliments à l'intention de leurs employés, des hôpitaux, des centres sociaux, des infrastructures de transport, d'approvisionnement en eau et des centrales énergétiques pour la province. En particulier, au Katanga, l'UMHK (Union minière du Haut-Katanga), devenue ensuite la Générale des Mines et des Carrières (GECAMINES) avait le monopole sur les ressources de cuivre et de cobalt. Cependant, au milieu de la décennie 70, les bénéfices de la GECAMINES n'ont pas été utilisés pour réinvestir et maintenir la qualité des équipements ni la gestion des mines. Ceci a eu pour effet de moins en moins d'efficacité et des pertes, ce qui a empêché l'industrie minière de pourvoir aux besoins de développement du pays. Cette utilisation des fonds d'entreprises minières de l'État pour renforcer d'autres budgets n'est pas unique au Congo. La nationalisation de l'industrie du cuivre en Zambie et l'utilisation des mines de nickel et de zinc au Kosovo par l'administration serbe de Milosevic ont mené aux mêmes résultats. Cependant, au Chili, la CODELCO

(également entreprise publique) a été gérée de manière plus commerciale et a produit des bénéfices pour le pays.

Le secteur minier industriel compte actuellement un grand nombre d'opérateurs privés originaires de nombreux pays du monde. L'intérêt manifesté par ces entreprises, en faveur des recherches ou de l'exploitation minières ou même de partenariat avec les entreprises publiques, promettent un avenir très intéressant pour le secteur, potentiellement un atout énorme pour l'économie congolaise. Cependant, on ne peut pas négliger l'influence des sociétés étatiques, devenues entreprises commerciales (mais toujours avec un actionnaire : l'État), dans le secteur et c'est pour cela que la section ci-après est consacrée à ces entreprises.

### **b. Entreprises publiques**

Les entreprises publiques dominaient le secteur minier de la RDC depuis l'indépendance. Cependant, depuis les années 80 ces entreprises ont été confrontées à des difficultés liées entre autres au sous-investissement, à la mauvaise gestion et à la destruction de l'outil de production du fait des guerres et des conflits sociaux. Pour permettre de relancer les activités, le gouvernement avait permis aux entreprises de conclure des contrats de partenariat qui pouvaient leur apporter la capacité technique et financière requise. Ces contrats ont été critiqués aussi bien par l'opinion nationale qu'internationale, bien qu'il faille souligner qu'à l'époque de la signature de la plupart de ces contrats, la RDC était l'objet de conflits et de guerres qui ne facilitaient pas l'investissement.

La Constitution de la République en son article 9 déclare : « L'État exerce une souveraineté permanente notamment sur le sol, le sous-sol, les eaux et les forêts, sur les espaces aérien, fluvial, lacustre et maritime congolais ainsi que sur la mer territoriale congolaise et sur le plateau continental ».

En exécution du programme du gouvernement élu en 2006, il a été décidé de procéder à la révisitation des contrats miniers signés par les entreprises publiques et d'économie mixte. Les conclusions de cette révisitation et de la renégociation des contrats sont présentées dans un rapport transmis par lettre du Ministre des Mines N° CAB.MIN/MINES/02/0225/2012 datée du 23 mars 2012<sup>3</sup>.

Les entreprises concernées par cette révisitation sont :

- La Gécamines (28 partenariats),
- L'Entreprise Minière de Kisenge Manganèse « EMK-Mn », devenue Société commerciale La Minière de Kisenge Manganèse « SCMK-Mn » (2 partenariats),
- La Minière de Bakwanga (MIBA) (6 partenariats),
- L'OKIMO, devenue SOKIMO (9 partenariats),
- La SAKIMA (6 partenariats),
- La SODIMICO (6 partenariats).

Le gouvernement a décidé que les entreprises publiques seraient transformées en entreprises commerciales, avec l'État comme actionnaire. L'objectif final semble être de pouvoir laisser entrer des actionnaires privés à terme dans le capital de ces entreprises.

<sup>3</sup> Rapport final du processus de révisitation et de renégociation des contrats miniers ; République Démocratique du Congo, Ministère des Mines, Cabinet du Ministre ; Éditions du CEPAS ; novembre 2011.

### c. Mines artisanales

En août 2010, le Président de la République Joseph Kabila Kabange, tenant compte de l'exploitation illicite, illégale et mafieuse des substances minérales dans la partie EST de la République Démocratique du Congo avait décidé de suspendre l'exploitation minière dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et Maniema puisque cette exploitation, loin de profiter à la population, l'appauvrisait et alimentait les groupes armés.

Pour rappel, les paiements effectués à l'Etat par les Comptoirs d'achat des matières premières de toute la partie EST avaient été captés dans le 2e rapport ITIE-RDC 2008-2009. 23 comptoirs de l'EST étaient répertoriés dont 20 du Nord Kivu et 3 du Sud Kivu et avaient participé au rapport 2008-2009. Pour ce qui est de la valeur totale des paiements effectués par ces 23 comptoirs à l'Etat, celle-ci représentait 7% de l'ensemble des déclarations du secteur minier sur deux ans, 2008 et 2009 soit 17 252 208 USD sur 252 187 187 USD ; la moyenne annuelle est de 8 626 104 USD.

L'autorisation d'exploitation accordée de nouveau par le Chef de l'Etat, loin de favoriser une exploitation apaisée des ressources dans cette partie du pays, continue d'alimenter les groupes armés et rend les frontières très perméables empêchant la traçabilité des données à collecter dans le cadre de l'ITIE.

Quoi qu'il en soit, à la réouverture de l'exploitation minière artisanale en mars 2011, dans les provinces de l'Est, l'on a constaté que tous les comptoirs avaient disparu d'abord,

puisque plusieurs acheteurs se sont tournés ailleurs pendant la période d'inactivité de leurs fournisseurs, ensuite, parce que le Ministère des Mines avait ordonné que les comptoirs se transforment en unités de transformation, ce qui a été difficile à accomplir par l'ensemble des comptoirs.

L'ensemble de tous ces motifs n'a pas permis au Comité Exécutif d'autoriser la collecte des données du secteur artisanal.

### B. Secteur des hydrocarbures

La production d'hydrocarbures, concentrée dans la province du Bas-Congo, en 2009 et en 2010 était de l'ordre de 25.000 bbl/j.

La production pétrolière on shore (environ 10 000 bbl/j en 2009) est assurée par l'opérateur Perenco-Rep.

La production pétrolière offshore (environ 15 000 bbl/j) est assurée par l'opérateur Muanda International Oil Company Ltd (filiale du Groupe Perenco), pour son compte et celui de ses partenaires, Teikoku et Chevron ODS.

Une petite part de gaz associé à la production pétrolière est par ailleurs utilisée pour la production d'électricité (autour d'1 MWh) ; le reste du gaz associé est torché ou réinjecté.

Des activités d'exploration continuent d'être menées dans la province du Bas-Congo par diverses entreprises dont Soco, Surestream ou encore Energulf.

L'exploration dans le Graben Albertine (province Orientale) attire par ailleurs un nombre croissant d'entreprises, depuis 2006, et des permis d'exploration viennent encore d'être attribués récemment. Enfin, la zone dite

de la cuvette centrale (provinces de l'Équateur, du Kasai occidental et du Kasai oriental) suscite l'intérêt de certaines entreprises depuis 2011.

Vu le nombre restreint d'entreprises dans le secteur, mais le potentiel énorme qui pourrait s'en dégager, toutes les entreprises du secteur devront être incluses dans le rapport ITIE.

### C. Secteur forestier

Le Comité Exécutif s'est résolu d'introduire dans son prochain rapport les données relatives au secteur forestier.

De même, les statistiques de production, d'exportation et de commercialisation seront désormais publiées à travers les rapports ITIE pour que l'outil ITIE devienne à la fois un modèle favorisant la gouvernance dans le pays et une référence. L'introduction du

secteur forêt dans les rapports ITIE-RDC laisserait voir, par comparaison des apports au trésor, l'importance des mines, du pétrole et du bois.

### D. Des perceptions au niveau de la Province du Katanga

Deux édits du Gouverneur de la Province du Katanga l'un créant la taxe provinciale d'intervention en matière de réhabilitation des infrastructures urbaines de voirie et drainage ainsi que des routes d'intérêt provincial et l'autre instituant la taxe incitative à la création des unités locales de transformation des concentrés. Il nous revient que les entreprises minières ont versé à la Direction des Recettes du Katanga un montant de 25 921 854 \$US au titre de cette dernière qui n'est pas capté systématiquement dans le présent Rapport puisque le Comité Exécutif n'avait pas prévu un formulaire à ce sujet.





## OBJECTIFS DE LA MISSION ET PHASES D'EXECUTION

### 3.1. Objectifs de la mission

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITIE en République Démocratique du Congo dont les règles exigent une publication régulière des rapports.

Nos diligences ont été effectuées en accord avec les Normes Internationales d'Audit, notamment aux normes ISRS(International Standard on Related Services) et plus précisément la norme n°4400 relative aux « missions d'examen d'informations financières sur la base de procédures convenues » le code d'Ethique IFAC(International Federation of Accountants) ainsi qu'aux principes adoptés par l'ITIE.

Le référentiel des Flux Financiers retenus pour le rapport ITIE – RDC 2010 ainsi que le périmètre des entreprises et des régies financières de l'Etat à prendre en compte pour l'élaboration de ce rapport ont été définis par le Comité Exécutif National se basant sur le conseil du Cabinet Hart Group recruté pour déterminer ce périmètre( Le rapport de ce cabinet est disponible sur le site [www.itierdc.org](http://www.itierdc.org)) et relève de sa propre responsabilité.

Suivant les termes de référence pour le Rapport ITIE – RDC 2010, le travail de réconciliation des paiements et des recettes des secteurs pétroliers et miniers pour l'Exercice 2010, s'articulent autour des points suivants :

- L'élaboration des formulaires de collecte des déclarations des paiements des entreprises et des recettes de l'Etat sur base des modèles consentis par les parties et adoptés par le Comité Exécutif ;
- La distribution et la collecte des

formulaires;

- Les travaux de rapprochement entre les flux des paiements effectués par les entreprises extractives avec les revenus perçus par les régies financières ou toutes autres personnes morales rentrant dans le champ de réconciliation ;
- L'identification et le traitement des écarts ;
- La formulation de recommandations ;
- La rédaction du rapport.

### 3.2. Phases d'exécution de la mission

La mission a été réalisée en trois phases :

- La première phase qui s'est déroulée entre le 19 et le 31 juillet 2012, a été consacrée à la discussion sur le Cadre référentiel proposé par le Cabinet Hart Group et à l'harmonisation des points de vu ;
- La deuxième phase s'est déroulée du 07 au 15 août 2012 et a consisté à la transmission des formulaires de déclaration aux Régies Financières et à toutes les entreprises du périmètre qui ont retourné ces déclarations entre le 10 et le 30 août 2012 ;
- La troisième phase s'est déroulée du 1er septembre au 15 octobre 201 et a été consacrée aux travaux de rapprochement et des analyses des écarts.

L'objectif global de ce rapport est d'aider le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et les différentes parties prenantes à renforcer et à améliorer la transparence et la gouvernance dans le secteur des ressources naturelles. Aussi nos procédures ne sont pas conçues pour repérer la fraude ou de fausses déclarations, mais visent à établir la situation rapprochée des paiements et des encaissements tels que reçus des déclarants.





## PRESENTATION DU PERIMETRE

Par périmètre, il faut entendre une délimitation du nombre des entreprises retenues sur base d'un ou de plusieurs critères objectifs pour participer à la déclaration des paiements effectués à l'Etat dans un rapport ITIE.

Si pour plusieurs pays membres de l'ITIE, il est aisé de définir leurs périmètres du fait de l'existence d'un nombre très limité des entreprises extractives, la question reste épineuse pour la RDC qui compte au plus de 500 entreprises qui détiennent des permis de recherche ou d'exploitation et dont 150 sont en activité soit d'exploration ou de production.

Comme indiqué dans le sommaire exécutif, le Cabinet Hart Group, à la demande du groupe multipartite, a produit un rapport sur le cadrage du périmètre. La difficulté de saisir le critère fondamental de choix des entreprises est vraiment perceptible à la lecture du rapport de Hart Group. De toutes les façons, toutes les entreprises listées par le cabinet Hart Group,

approuvées par le groupe multipartite, ont été retenues dans le périmètre de ce rapport. Cependant, à cette liste dressée par le Comité Exécutif, il a été ajouté 8 entreprises en Joint-venture qui avaient effectué des paiements très significatifs au titre de flux contractuels à l'Etat en 2010. Il en a été de même aussi pour SOKIMO, entreprise publique ayant vendu des actifs et des parts sociales en 2010.

### 4.1. Liste des entreprises minières du périmètre

Pour confirmer la sélection des entreprises minières du périmètre, les données des exportations desdites entreprises par rapport à l'ensemble des exportations de la RDC telle que renseignées par la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) en 2010, indiquent que l'ensemble des entreprises du périmètre ont réalisé 95,67% du volume total des exportations de la RDC en 2010 tel que le démontre le tableau ci-dessous :

**Tableau I: Exportations en 2010 suivant le rapport de la DGDA**

N°	NIF	ENTREPRISES	Secteur	FOB	FOB (USD)	%
1	A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING (TFM)	Minier	1 125 659 093 011,00	1 241 137 642,07	
2	A0704687D	RUASHI MINING sprl	Minier	465 900 782 366,00	513 696 377,58	
3	A0905972C	BOSS MINING	Minier	440 801 564 457,00	486 022 293,72	
4	A0701041Q	K.C.C (Kamoto Copper Compagny)	Minier	400 751 430 852,00	441 863 517,15	
5	A0704867Z	MUTANDA MINE	Minier	284 882 174 923,00	314 107 524,25	
6	A0700357X	GROUPEMENT POUR LE TRAITEMENT DU TERRIL DE LUBUMBASHI	Minier	262 548 449 982,00	289 482 638,36	
7	A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA SPRL	Minier	173 951 282 623,00	191 796 509,34	
8	A0905460W	FRONTIER S.P.R.L	Minier	167 899 171 460,00	185 123 527,24	
9	A0701147F	GECAMINES EXPLOITATION	Minier	154 254 728 286,00	170 079 334,79	
10	A0704865X	SOMIKA SPRL	Minier	137 529 486 809,00	151 638 292,65	
11	A0704877K	C.M.S.K sprl	Minier	121 389 570 751,00	133 842 623,00	

Suite du tableau I à la page 36

Suite du tableau I de la page 35

**Tableau I: Exportations en 2010 suivant le rapport de la DGDA**

N°	NIF	ENTREPRISES	Secteur	FOB	FOB (USD)	%
12	A0712822W	STE CONGO DONGFANG INTER MINING	Minier	102 125 579 100,00	112 602 386,66	
13	A0814445L	GROUPE BAZANO	Minier	84 981 954 521,00	93 700 040,54	
14	A0811710N	CONGO LOYAL	Minier	79 943 736 576,00	88 144 964,43	
15	A0811711P	STE VOLCANO MINING SPRL	Minier	62 836 290 322,00	69 282 508,08	
16	A0906511N	COMISA SPRL	Minier	59 763 676 755,00	65 894 682,78	
17	A0906442N	FEZA MINING	Minier	40 059 402 056,00	44 168 995,85	
18	A0704693K	BOLFAST COMPAGNY	Minier	39 520 313 137,00	43 574 603,15	
19	A0814806D	RUBAMIN SPRL	Minier	38 337 182 737,00	42 270 098,36	
20	A0800394N	AMCK (ANVIL MINING KINSEVERE)	Minier	26 012 888 371,00	28 681 485,48	
21	A0700172W	ANVIL MINING	Minier	19 513 582 537,00	21 515 432,13	
22	A0905363Q	SODIMICO S.A.R.L.	Minier	9 535 635 535,00	10 513 872,52	
23	A0811093S	STE GOLDEN AFRICA RESSOURCES SPRL	Minier	6 718 037 069,00	7 407 223,68	
<b>Total Exportations Entreprises minières du périmètre</b>				<b>4 304 916 014 236,00</b>	<b>4 746 546 573,83</b>	<b>85,41%</b>
24	A1003235D	STE MINING MINERAL RESOURCES SPRL	Minier	33 034 790 206,00	36 423 746,65	
25	A0906719P	JIAXING	Minier	32 309 165 291,00	35 623 681,70	
26	A0900939G	HUACHIN SPRL	Minier	20 872 000 025,00	23 013 206,27	
27	A0814803A	METAL MINES	Minier	19 024 612 139,00	20 976 299,48	
28	A0704870C	EXACO SPRL	Minier	15 166 904 988,00	16 722 839,81	
29	A0815188T	CIMCO	Minier	14 060 278 987,00	15 502 687,82	
30	A0814843T	COTA MINING	Minier	11 986 952 667,00	13 216 664,14	
31	A0700483J	DCP S.A.R.L	Minier	11 476 033 897,00	12 653 331,49	
32	A0906631T	STE ROQ MINING SPRL	Minier	8 188 081 814,00	9 028 076,63	
33	A0704858P	KAMOTO METAL PROCESSING	Minier	6 164 428 062,00	6 796 821,31	
34	A0905251T	MAGMA MINERAL	Minier	4 030 185 143,00	4 443 631,75	
35	A0900811S	MEHUL MINING	Minier	3 296 313 956,00	3 634 474,55	
36	A0812082S	ETS PANJU	Minier	3 138 185 486,00	3 460 124,08	
37	A1102624Q	STE GLOBAL MINING COMPANY SPRL	Minier	2 186 701 454,00	2 411 029,68	
38	A0906727Y	KAMOTO OPERATING LIMITED	Minier	1 886 369 238,00	2 079 887,14	
39	A0714791L	SMK (SOCIETE MINIERE DE KOLWEZI)	Minier	1 699 915 786,00	1 874 305,89	
40	A0814788J	STE MJM SPRL	Minier	882 938 403,00	973 516,84	
41	A0905446F	SADRC MINING SPRL	Minier	545 580 868,00	601 550,64	
42	AUTRES	KINGAMYAMBO MUSONOI TAILI(KMT SARL)	Minier	416 997 325,00	459 776,04	
43	A1101761C	CEPRODEV SPRL	Minier	283 906 989,00	313 032,30	
<b>Total Exportations Entreprises minières hors du périmètre</b>				<b>190 650 342 724,00</b>	<b>210 208 684,23</b>	<b>3,78%</b>

Suite du tableau I à la page 37

Suite du tableau I de la page 36

**Tableau I: Exportations en 2010 suivant le rapport de la DGDA**

N°	NIF	ENTREPRISES	Secteur	FOB	FOB (USD)	%
44	A0701284E	MIOC	Pétrolier	161 437 325 791	177 998 777,00	
45	A0701287H	PERENCO	Pétrolier	114 949 108 638	126 741 450,00	
46	A0703938P	TEIKOKU	Pétrolier	104 431 725 638	115 145 115,00	
47	A0703937N	LIREX	Pétrolier	94 890 020 307	104 624 550,00	
48	A0703905D	CHEVRON ODS	Pétrolier	68 838 718 190	75 900 710,00	
<b>Total Exportations Entreprises pétrolières du périmètre</b>				<b>544 546 898 563,00</b>	<b>600 410 602,00</b>	<b>10,80%</b>
<b>Total général des Exportations</b>				<b>5 040 113 255 523,00</b>	<b>5 557 165 860,06</b>	

Le tableau ci-dessus indique que toutes les exportations des secteurs minier et pétrolier s'élevaient à 534 695 7175,83 USD et que les entreprises du périmètre couvrent 96,21 % de ces exportations.

Observons que la plupart des entreprises ayant exporté en 2010 n'étaient pas en production mais avaient racheté leurs produits auprès des artisans. En d'autres termes,

ces entreprises n'effectuent généralement pas des paiements significatifs au trésor public, raison pour laquelle on ne les retrouve pas sur la liste des entreprises ayant déclaré à l'ITIE pour 2010.

Donc, après analyse du tableau des exportations ci-dessus, la liste des entreprises du périmètre est la suivante :

1. AMC	9. COMISA	17. RUASHI MINING
2. AMCK	10. CONGO LOYAL	18. RUBAMIN
3. BAZANO	11. FEZA MINING	19. SODIMICO
4. BOLFAST	12. FRONTIER	20. SOMIKA
5. BOSS MINING	13. GECAMINES	21. STL
6. CDM	14. GOLDEN AFRICA R;	22. TFM
7. CHEMAF	15. KCC	23. VOLCANO
8. CMSK	16. MUMI	

A cette liste l'on ajoute les entreprises minières qui ont déjà déclaré à l'ITIE dans les premiers rapports. Il s'agit de :

24. ASHANTI GOLD	28. KALUMINES	32. MIBA
25. BARBADOS	29. KIBALI GOLD	33. SEK
26. CLUFF MINING	30. KINSEDA	
27. DE BEERS RDC	31. METALKOL	

Aussi, les entreprises en joint venture ayant effectué des paiements significatifs au titre de pas-de-porte sont incorporés à la liste du périmètre :

34. CHABARA	39. NAMOYA	43. SODIFOR
35. COMIDE	40. SEKAT	44. SODIMIKA
36. KANSUKI	41. SICOMINES	45. SWANMINES
37. KISANFU	42. SMKK	46. TWANGIZA
38. LUGUSHWA		

N'ont pas été oubliées, les entreprises qui n'ont pas effectué une déclaration ponctuelle, faute d'activités mais le Rapport Hart Group les avait cernées puisqu'elles sont en partenariat avec d'autres entreprises privées.

47. SAKIMA	48. SCMK-Mn	49. SOKIMO
------------	-------------	------------

#### 4.2. Liste des entreprises pétrolières du périmètre

Toutes les 11 entreprises pétrolières en production et en exploration dans la région du Bas Congo et dans la Province Orientale dans le Graben Albertine ont été retenues dans le périmètre. Il s'agit de :

50. CHEVRON	54. TEIKOKU	58. OIL OF DRC
51. LIREX	55. DIVINE	59. SOCO
52. MIOC	56. ENRGULF	60. SURESTREAM
53. PERENCO	57. NESSERGY	

#### 4.3. Liste de 60 Entreprises du Périmètre ITIE-RDC 2010

Légende : NIF (Nouveau Identifiant Fiscal) ; M. Production (Minière en production) ; M. Exploration (Minière en exploration) ; P. Production (Pétrolière en production) ; P. Exploration (Pétrolière en exploration).

N°	NIF	NOM USUEL	RAISON SOCIALE	PHASE
1	A0700172W	AMC	ANVIL MINING CONGO SARL	M. PRODUCTION
2	A0800394N	AMCK	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	M. PRODUCTION
3	A0700152Z	ASHANTI GOLD	ASHANTI GOLDFIELDS KILO	M. EXPLORATION
4	A0901048A	BARBADOS	AFRICAN MINERALS (BARBADOS) LTD	M. EXPLORATION
5	A0814445L	BAZANO	GROUPE BAZANO	M. PRODUCTION
6	A0704693K	BOLFAST	BOLFAST COMPANY	M. EXPLORATION
7	A0905972C	BOSS MINING	BOSS MINING SPRL	M. PRODUCTION
8	A0712822W	CDM	CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING	M. EXPLORATION
9	-	CHABARA	Société d'Exploitation Minière de Chabara SPRL	M. EXPLORATION
10	A0708211J	CHEMAF	CHEMICAL OF AFRICA SPRL	M. PRODUCTION
11	A0703905D	CHEVRON	CHEVRON ODS LIMITED (ex ODS LIMITED)	P. PRODUCTION

Suite de la liste à la page 39

Suite de la liste de la page 38

N°	NIF	NOM USUEL	RAISON SOCIALE	PHASE
12	A0906857P	CLUFF MINING	CLUFF MINING CONGO SPRL	M. EXPLORATION
13	A0704877K	CMSK	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	M. PRODUCTION
14	A0704695M	COMIDE	LA CONGOLAISE DES MINES ET DE DEVELOPPEMENT***	M. EXPLORATION
15	A0906511N	COMISA	COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA*	M. PRODUCTION
16	A0811710N	CONGO LOYAL	CONGO LOYAL WILL MINING	M. PRODUCTION
17	A0700186L	DE BEERS	SOCIETE DE BEERS RDC EXPLORATION	M. EXPLORATION
18	A0906982A	DIVINE	DIVINE INSPIRATION GROUP (PTY) Ltd	P. EXPLORATION
19	A0909587G	ENRGULF	ENERGULF AFRICA Ltd	P. EXPLORATION
20	A0906442N	FEZA MINING	FEZA MINING	M. PRODUCTION
21	A0905460W	FRONTIER	FRONTIER*	M. PRODUCTION
22	A0701147F	GECAMINES	GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES	M. PRODUCTION
23	A0811093S	GOLDEN AFRICA	GOLDEN AFRICA RESSOURCES Sprl	M. PRODUCTION
24	A0906707B	KALUMINES	KASANTO LUPOTO MINES	M. EXPLORATION
25	A1009299U	KANSUKI	KANSUKI Mining SPRL ***	M. EXPLORATION
26	A0701041Q	KCC	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	M. PRODUCTION
27	A0702049L	KIBALI GOLD	KIBALI GOLDMINES SPRL	M. EXPLORATION
28	A1007484X	SODIMIKA	KIMPE MABAYA KAPAPA (SODIMIKA) ***	M. EXPLORATION
29	A0704875H	KICC	KINSEDA COPPER COMPANY SARL	M. EXPLORATION
30	A1004150Y	KISANFU	KISANFU MINING SPRL	M. PRODUCTION
31	A0703937N	LIREX	SOCIETE LIREX	P. PRODUCTION
32	A0700163L	LUGUSHWA	SOCIETE LUGUSHWA MINING S.A.R.L	M. EXPLORATION
33	A1007580B	METALKOL	CO.DE TRAITEMENT DES REJETS DE KINGAMYAMBO Sarl ***	M. EXPLORATION
34	A0700201C	MIBA	MINIERE DE BAKWANGA	M. PRODUCTION
35	A0701284E	MIOC	MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY	P. PRODUCTION
36	A0704867Z	MUMI	MUTANDA MINING	M. PRODUCTION
37	A0700153A	NAMOYA	SOCIETE NAMOYA MINING S.A.R.L	M. EXPLORATION
38	A0812843U	NESSERGY	NESSERGY CONGO Sprl (NESCO)	P. EXPLORATION
39	A1103150M	OIL OF DRC	OIL OF DRC (Foxwhelp Congo sprl + CAPRIKAT DRC)	P. EXPLORATION
40	A0701287H	PERENCO	PERENCO REP	P. PRODUCTION
41	A0704687D	RUASHI MINING	RUASHI MINING	M. PRODUCTION
42	A0814806D	RUBAMIN	RUBAMIN	M. PRODUCTION
43	A1105861J	SAKIMA	SOCIETE AURIFERE DU KIVU ET DE MANIEMA	M. EXPLORATION
44	A0811080D	SCMK-Mn	SOCIETE COMMERCIALE LA MINIERE DE KISENGE MANGANESE	M. PRODUCTION

Suite de la liste à la page 40

Suite de la liste de la page 39

N°	NIF	NOM USUEL	RAISON SOCIALE	PHASE
<b>PRODUCTION</b>				
45	A1003235D	SEKAT	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA EXPLORATION	M. PRODUCTION
46	A0811655D	SEK	SOCIETE D'EXPLOITATION DE KIPOYI	M. PRODUCTION
47	A1007960P	SICOMINES	LA SINO CONGOLAISE DES MINES	M. EXPLORATION
48	A0811578U	SMKK	SOCIETE MINIERE DE KABOLELA ET DE KIPESE	M. PRODUCTION
49	A0700383A	SOCO	SOCO EXPLORATION & PRODUCTION DRC	P. EXPLORATION
50	A1007789D	SODIFOR	JVCO SODIFOR (SODIFOR) ***	M. EXPLORATION
51	A0905363Q	SODIMICO	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	M. PRODUCTION
52	A0805833A	SOKIMO	SOCIETE DE KILO-MOTO**	M. PRODUCTION
53	A0704865X	SOMIKA	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	M. PRODUCTION
54	A0700357X	STL	SOCIETE DE TRAITEMENT DU TERRIL DE LUBUMBASHI	M. PRODUCTION
55	A0706875G	SURESTREAM	SURESTREAM RDC SARL	P. EXPLORATION
56	A0708266T	SWANMINES	SWANMINES SPRL***	M. EXPLORATION
57	A0703938P	TEIKOKU	TEIKOKU OIL DRC	P. PRODUCTION
58	A0810758D	TFM	TENKE FUNGURUME MINING	M. PRODUCTION
59	A0700073N	TWANGIZA	SOCIETE TWANGIZA MINING S.A.R.L	M. EXPLORATION
60	A0811711P	VOLCANO	SOCIETE VOLCANO	M. PRODUCTION

\* Les entreprises FRONTIER et COMISA ayant changé de propriétaire, le nouvel acquéreur n'était pas à même de déclarer à l'ITIE pour la simple raison qu'il n'était pas en possession des documents comptables de l'ancien propriétaire et aussi à cause de l'accord tripartite Etat Congolais – First Quantum – ENRC qui indique que le nouvel acquéreur bénéficiait d'un dégrèvement total du passif fiscal hérité. Pour plus de transparence, le Comité Exécutif a jugé bon d'incorporer dans le présent rapport les déclarations unilatérales des recettes de l'Etat perçues de ces 2

entreprises.

\*\*Entreprise publique ayant perçu un paiement de 7 375 000 \$US de KIBALI GOLDMINES au titre de vente d'actifs et de rente mensuelle.

\*\*\* Entreprises en Joint Venture ayant versé aux entreprises publiques un montant de 146 753 370 \$US au titre de pas-de-porte.

En définitive, le périmètre retenu comporte au total 60 entreprises regroupées de la manière suivante :

• Entreprises Pétrolières	: 11
• Entreprises Minières en Production	: 29
• Entreprises Minières en Exploration	: 20

#### 4.4. Entités de l'Etat du Périmètre

1. DGI,	4. GECAMINES,	7. SCMK-Mn
2. DGRAD,	5. MIBA,	8. SODIMICO
3. DGDA	6. SOKIMO	9. SAKIMA

#### 4.5. Des flux significatifs des revenus que les entreprises et le gouvernement ont divulgués <sup>4</sup>

N°	Type de flux financiers	Percepteur	ASSUJETIS		
			Entreprises Pétrolières	Eses minières production	Eses minières exploration
1	Avis de Mise en Recouvrement (AMR) A et B	DGI			
2	Impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés (IER)	DGI			
3	Impôt mobilier (IM)	DGI			
4	Impôt professionnel sur les rémunérations (IPR)	DGI			
5	Impôt spécial forfaitaire	DGI			
6	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur (ICAI)	DGI			
7	Impôt sur les bénéfices et profits (IBP)	DGI			
8	Droits et taxes à l'importation	DGDA			
9	Bonus de signature ou de production	DGRAD			
10	Dividendes versées à l'Etat	DGRAD			
11	Droits superficiaires annuels par carré	DGRAD			
12	Marge distribuable (Profit-Oil Etat Puissance Publique)	DGRAD			
13	Participation (Profit-Oil Etat associé)	DGRAD			
14	Redevances minières	DGRAD			
15	Royalties pour les pétroliers	DGRAD			
16	Taxe de statistique	DGRAD			
17	Taxe rémunératoire	DGRAD			
18	Dividendes versées aux entreprises publiques	Entreprises publiques			
19	Pas-de-porte versés aux entreprises publiques	Entreprises publiques			
20	Royalties payées aux entreprises minières publiques.	Entreprises publiques			

4. Les explications au sujet de chaque flux de ce tableau se trouvent dans les annexes du présent rapport.

#### 4.6. Du degré d'agrégation ou de désagrégation des données du rapport ITIE.

Il est établi que si le degré de désagrégation est faible, la probabilité d'erreur devient forte. Par conséquent, il sera plus difficile d'évaluer les écarts. Ainsi, dans ce rapport, des précautions ont été prises pour que les données soient désagrégées le plus possible afin de permettre un traitement aisé des écarts.



## OBSERVATIONS

### Observation 1 : Collecte de données

La collecte de données a été réalisée à 100%. Toutes les entreprises extractives ainsi que toutes les Régies financières retenues dans le Périmètre du Rapport ITIE 2010 ont complété leurs formulaires de déclaration dans le meilleur délai.

### Observation 2 : Données désagrégées

Tous les paiements significatifs, versés par les entreprises du périmètre aux Régies financières et toutes les recettes significatives, reçues par les Régies financières de la part des entreprises du périmètre ont été captés dans les tableaux de données désagrégées dans la monnaie de leur réalisation en Dollars américains (USD) ou en Francs Congolais (CDF). Toutefois, dans les tableaux des synthèses, tous les paiements en CDF ont été convertis en USD au taux de 1USD/906,9575 pour mieux rendre compréhensible les déclarations sous forme agrégée.

Les données désagrégées captées paiement par paiement selon les flux financiers du périmètre sont reprises dans les annexes au présent rapport.

### Observation 3 : Entreprises publiques

La GECAMINES, la SODIMICO et la SOKIMO sont des entreprises publiques. Elles ont reçu des paiements au titre de « pas-de-porte » et de « royalties » de la part des entreprises en joint venture. Bien qu'elles soient aussi soumises à la déclaration des paiements à

l'Etat, elles sont assimilées à l'Etat-associé pour les paiements qu'elles perçoivent. C'est pourquoi ces entreprises se retrouvent parfois rangées avec les Régies financières comme percevant des paiements des autres entreprises.

### Observation 4 : Séparation des encaissements pour le compte du trésor public de ceux des Régies

Il était convenu que la DGRAD renseigne dans ses déclarations distinctement les recettes du Trésor Public des pénalités indiquées sur le « bon à payer » qui sont généralement réparties entre la régie et le trésor. Etant donné que les entreprises qui avaient suggéré cette façon de captage ne l'ont pas fait, il serait malvenu de le faire du côté de la DGRAD au risque de voir augmenter les écarts.

### Observation 5 : Déclarations de FRONTIER et COMISA

Les entreprises FRONTIER et COMISA qui ont fermé en 2010 avaient effectué un certain nombre de paiements suffisamment significatifs à l'Etat Congolais. Après de longs procès qui s'en étaient suivis entre l'Etat Congolais et ces entreprises, le nouvel acquéreur a convenu avec l'Etat Congolais le dégrèvement total du passif fiscal.

Toutefois, l'Etat congolais, par l'entremise des Régies Financières, a déclaré unilatéralement à l'ITIE les recettes perçues en 2010 de ces deux entreprises.





# RESULTATS DE RAPPROCHEMENT DES DECLARATIONS

Nous présentons ci-dessous le résultat détaillé des travaux de réconciliation ainsi que les écarts relevés entre les montants payés par les Entreprises Extractives et les montants perçus par les Régies Financières de l'Etat.

## NOTE

<b>Etat</b>	:	Lorsque l'on parle des recettes de l'Etat dans le présent rapport, le substantif « Etat » globalise les Régies financières, la DGI, la DGRAD et la DGDA. Quant aux Entreprises Publiques qui perçoivent également certaines recettes, elles sont assimilées à l'Etat dit « Etat Associé ».
<b>Paiements</b>	=	Tous les paiements significatifs, versés par les Entreprises à l'Etat, au titre de l'exploitation pétrolière et minière.
<b>Recettes</b>	=	Toutes les recettes significatives, reçues par l'Etat de la part des Entreprises pétrolières et minières.
<b>Ecart Positif</b>	=	Ecart qui se dégage lorsque les Déclarations des Entreprises sont supérieures à celles de l'Etat lors du rapprochement paiement par paiement.
<b>Ecart Négatif</b>	=	Ecart qui se dégage lorsque les Déclarations de l'Etat sont supérieures à celles des Entreprises lors du rapprochement paiement par paiement.
<b>TOF</b>	=	Tableau des Opérations Financières de l'Etat. Le TOFE 2010 tel que présenté par le Ministère des Finances et la Banque Centrale du Congo ne fait pas ressortir de manière claire les recettes du secteur extractif. Toutefois, les recettes courantes de la DGDA, de la DGI et de la DGRAD mentionnées dans ce tableau pour l'ensemble des exportations, tous secteurs confondus, sont de l'ordre de 2 199 187 000 000 CDF, au taux de 1USD = 906 CDF soit 2 427 358 720 USD. Les déclarations à l'ITIE-2010 du secteur minier sont de l'ordre de 548 638 253 USD qui représentent 22,6% du TOFE.

**Tableau II: Ensemble de déclarations des paiements de toutes les entreprises du périmètre rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de l'Etat en en USD**

N°	NIF	Noms usuels	Secteur	Totalité des déclarations des Eses	Totalité des déclarations de l'ETAT	Ecart positif	Ecart négatif	Taux / recettes Etat
1	A0701284E	MIOC	P	113 490 768	113 477 918	12 850	0	14,21%
2	A0810758D	TFM	M	97 773 875	102 389 096	3 928 219	8 543 441	12,83%
3	A0703938P	TEIKOKU	P	79 855 125	79 855 126	0	1	10,00%
4	A0701041Q	KCC	M	61 770 682	69 959 885	893 792	9 082 995	8,76%
5	A1007580B	METALKOL	M	60 000 000	60 000 000	0	0	7,52%
6	A0703937N	LIREX	P	46 283 543	46 282 472	1 105	0	5,80%
7	A0701287H	PERENCO	P	46 852 777	45 435 603	1 417 174	0	5,69%

M = Mines      P= Pétrole

Suite du tableau II à la page 46

Suite du tableau II de la page 45

**Tableau II: Ensemble de déclarations des paiements de toutes les entreprises du périmètre rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de l'Etat en en USD**

N°	NIF	Noms usuels	Secteur	Totalité des déclarations des Eses	Totalité des déclarations de l'ETAT	Ecart positif	Ecart négatif	Taux / recettes Etat
8	A0704867Z	MUMI	M	36 503 938	36 329 872	986 869	812 803	4,55%
9	A0703905D	CHEVRON	P	33 053 210	33 053 182	30	2	4,14%
10	A0905972C	BOSS MINING	M	29 138 527	32 066 458	60 215	2 988 146	4,02%
11	A1007789D	SODIFOR	M	30 000 000	30 000 000	0	0	3,76%
12	A0704687D	RUASHI	M	19 040 675	24 018 378	448 799	5 426 502	3,01%
13	A0800394N	AMCK	M	16 582 652	15 570 175	1 093 808	81 331	1,95%
14	A0701147F	GECAMINES	M	12 893 245	13 090 522	2 161 768	2 359 045	1,64%
15	A0708211J	CHEMAF	M	8 782 420	11 732 246	51 722	3 001 548	1,47%
16	A0814445L	BAZANO	M	10 340 570	11 711 938	14 442	1 385 810	1,47%
17	A0700152Z	ASHANTI	M	9 795 423	9 792 282	3 191	50	1,23%
18	A0702049L	KIBALI	M	9 363 555	9 363 555	0	0	1,17%
19	A1103150M	OIL OF DRC	P	8 501 998	8 500 000	1 998	0	1,06%
20	A0704865X	SOMIKA	M	5 472 360	8 136 435	11 972	2 676 047	1,02%
21	A1009299U	KANSUKI	M	7 500 000	7 500 000	0	0	0,94%
22	A0704877K	CMSK	M	4 341 551	4 924 465	167 087	750 000	0,62%
23	A0700357X	STL	M	2 872 489	2 402 825	505 870	36 206	0,30%
24	A0712822W	CDM	M	2 478 558	2 400 759	106 296	28 496	0,30%
25	A0704875H	KINSEDA	M	2 308 332	2 319 102	49 407	60 177	0,29%
26	A0811710N	CLWM SPRL	M	1 649 058	2 125 247	0	476 189	0,27%
27	A0802327P	SECAKAT	M	3 000 000	2 000 000	1 000 000	0	0,25%
28	A704695M	COMIDE	M	1 750 000	1 750 000	0	0	0,22%
29	A0708266T	SWANMINES Sprl	M	1 600 000	1 600 000	0	0	0,20%
30	A0811578U	S.M.K.K	M	1 105 586	1 105 586	0	0	0,14%
31	A0814806D	RUBAMIN	M	967 217	1 103 467	84 545	220 795	0,14%
32	A0811711P	VOLCANO	M	1 059 068	1 086 204	4	27 140	0,14%
33	SANS NIF	CHABARA	M	1 000 000	1 000 000	0	0	0,13%
34	A0901048A	BARBAROS	M	888 114	991 048	0	102 934	0,12%
35	A0906442N	FEZA MINING	M	711 656	872 038	57 263	217 644	0,11%
36	A0700172W	AMC	M	897 490	862 887	39 385	4 782	0,11%
37	A0906707B	KALUMINES	M	486 079	510 399	47 021	71 341	0,06%
38	A0700383A	SOCO	P	504 494	506 088	0	1 594	0,06%
39	A0905363Q	SODIMICO	M	288 063	433 200	4 649	149 786	0,05%
40	A1007484X	SODIMIKA	M	325 000	325 000	0	0	0,04%
41	A0811655D	SEK	M	374 664	320 985	63 128	9 450	0,04%
42	A0700186L	DE BEERS	M	299 137	307 509	0	8 373	0,04%

M = Mines P= Pétrole

Suite du tableau III à la page 47

Suite du tableau II de la page 46

**Tableau II: Ensemble de déclarations des paiements de toutes les entreprises du périmètre rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de l'Etat en en USD**

N°	NIF	Noms usuels	Secteur	Totalité des déclarations des Eses	Totalité des déclarations de l'ETAT	Ecart positif	Ecart négatif	Taux / recettes Etat
43	A1004150Y	KISANFU	M	275 045	274 706	339	0	0,03%
44	A0706875G	SURESTREAM	P	183 008	183 008	0	0	0,02%
45	A0811093S	G.A.R SPRL	M	273 220	163 353	136 604	26 737	0,02%
46	A0700073N	TWANGIZA	M	155 787	155 987	0	200	0,02%
47	A0906857P	CLUMING	M	109 618	115 775	0	6 157	0,01%
48	A0704693K	BOLFAST	M	21 063	107 539	1 091	87 567	0,01%
49	A0700163L	LUGUSHWA	M	45 793	45 946	0	154	0,01%
50	A0700153A	NAMOYA	M	40 001	40 148	0	147	0,01%
51	A0909587G	ENERGUL	P	8 092	7 079	1 013	0	0,00%
52	A0812843U	Nessergy	P	5 131	0	5 131	0	0,00%
53	A0700201C	MIBA	M	3 305	0	3 305	0	0,00%
54	A0906982A	DIVINE OIL	P	0	0	0	0	0,00%
55	A1105861J	SAKIMA	M	0	0	0	0	0,00%
56	A0811080D	SICOMINES	M	0	0	0	0	0,00%
57	A1007960P	SCMK-Mn	M	0	0	0	0	0,00%
58	A0805833A	SOKIMO	M	0	0	0	0	0,00%
<b>Sous total (Déclarations Entreprises + Etat)</b>				<b>773 021 962</b>	<b>798 305 493</b>	<b>13 360 092</b>	<b>38 643 590</b>	<b>100,00%</b>
59	A0905460W	FRONTIER SPRL	M	0	76 558 396	0	76 558 396	98,62%
60	A0906511N	COMISA	M	0	1 074 837	0	1 074 837	1,38%
<b>Sous total (Déclaration unilatérale de l'Etat)</b>				<b>0</b>	<b>77 633 233</b>	<b>0</b>	<b>77 633 233</b>	<b>100,00%</b>
<b>Total Général</b>				<b>773 021 962</b>	<b>875 938 726</b>	<b>13 360 092</b>	<b>116 276 823</b>	

M = Mines P= Pétrole

**Tableau III: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur pétrolier rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de l'Etat du même secteur en USD**

N°	NIF	Entreprises	Totalité des Déclarations Entreprises	Totalité des Déclarations Etat	Ecart positif	Ecart négatif	Taux / recettes Etat
1	A0701284E	MIOC	113 490 768	113 477 918	12 850	0	34,67%
2	A0703938P	TEIKOKU	79 855 125	79 855 126	0	1	24,40%
3	A0703937N	LIREX	46 283 543	46 282 472	1 105	0	14,14%
4	A0701287H	PERENCO	46 852 777	45 435 603	1 417 174	0	13,88%
5	A0703905D	CHEVRON	33 053 210	33 053 182	30	2	10,10%

Suite du tableau IV à la page 48

Suite du tableau IV de la page 47

**Tableau III: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur pétrolier rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de l'Etat du même secteur en USD**

N°	NIF	Entreprises	Totalité des Déclarations Entreprises	Totalité des Déclarations Etat	Ecart positif	Ecart négatif	Taux / recettes Etat
6	A1103150M	OIL OF DRC	8 501 998	8 500 000	1 998	0	2,60%
7	A0700383A	SOCO	504 494	506 088	0	1 594	0,15%
8	A0706875G	SURESTREAM	183 008	183 008	0	0	0,06%
9	A0909587G	ENERGUL	8 092	7 079	1 013	0	0,00%
10	A0812843U	Nessergy	5 131	0	5 131	0	0,00%
11	A0906982A	DIVINE OIL	0	0	0	0	0,00%
<b>Total général</b>			<b>328 738 146</b>	<b>327 300 475</b>	<b>1 439 301</b>	<b>1 597</b>	<b>100,00%</b>

**Tableau IV: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier en production rapprochées avec l'Ensemble de déclarations des recettes de l'Etat du même secteur en USD**

N°	NIF	Nom usuel	Déclarations Entreprises	Déclarations de l'Etat	Ecart positif	Ecart négatif	Taux / recettes Etat
1	A0810758D	TFM	97 773 875	102 389 096	3 928 219	8 543 441	24,48%
2	A0905460W	FRONTIER SPRL	0	76 558 396	0	76 558 396	18,30%
3	A0701041Q	KCC	61 770 682	69 959 885	893 792	9 082 995	16,72%
4	A0704867Z	MUMI	36 503 938	36 329 872	986 869	812 803	8,68%
5	A0905972C	BOSS MINING	29 138 527	32 066 458	60 215	2 988 146	7,67%
6	A0704687D	RUASHI	19 040 675	24 018 378	448 799	5 426 502	5,74%
7	A0800394N	AMCK	16 582 652	15 570 175	1 093 808	81 331	3,72%
8	A0701147F	GECAMINES	12 893 245	13 090 522	2 161 768	2 359 045	3,13%
9	A0708211J	CHEMAF	8 782 420	11 732 246	51 722	3 001 548	2,80%
10	A0814445L	BAZANO	10 340 570	11 711 938	14 442	1 385 810	2,80%
11	A0704865X	SOMIKA	5 472 360	8 136 435	11 972	2 676 047	1,95%
12	A0704877K	CMSK	4 341 551	4 924 465	167 087	750 000	1,18%
13	A0700357X	STL	2 872 489	2 402 825	505 870	36 206	0,57%
14	A0811710N	CLWM SPRL	1 649 058	2 125 247	0	476 189	0,51%
15	A0811578U	S.M.K.K	1 105 586	1 105 586	0	0	0,26%
16	A0814806D	RUBAMIN	967 217	1 103 467	84 545	220 795	0,26%
17	A0811711P	VOLCANO	1 059 068	1 086 204	4	27 140	0,26%
18	A0906511N	COMISA	0	1 074 837	0	1 074 837	0,26%
19	A0906442N	FEZA MINING	711 656	872 038	57 263	217 644	0,21%
20	A0700172W	AMC	897 490	862 887	39 385	4 782	0,21%
21	A0905363Q	SODIMICO	288 063	433 200	4 649	149 786	0,10%
22	A0811655D	SEK	374 664	320 985	63 128	9 450	0,08%
23	A1004150Y	KISANFU	275 045	274 706	339	0	0,07%

Suite du tableau IV à la page 49

Suite du tableau IV de la page 48

**Tableau IV: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier en production rapprochées avec l'Ensemble de déclarations des recettes de l'Etat du même secteur en USD**

N°	NIF	Nom usuel	Déclarations Entreprises	Déclarations de l'Etat	Ecart positif	Ecart négatif	Taux / recettes Etat
24	A0811093S	G.A.R SPRL	273 220	163 353	136 604	26 737	0,04%
25	A0700201C	MIBA	3 305	0	3 305	0	0,00%
26	A1105861J	SAKIMA	0	0	0	0	0,00%
27	A1007960P	SICOMINES	0	0	0	0	0,00%
28	A0811080D	SCMK-Mn	0	0	0	0	0,00%
29	A0805833A	SOKIMO	0	0	0	0	0,00%
<b>Total général</b>			<b>313 117 358</b>	<b>418 313 204</b>	<b>10 713 784</b>	<b>115 909 631</b>	<b>100,00%</b>

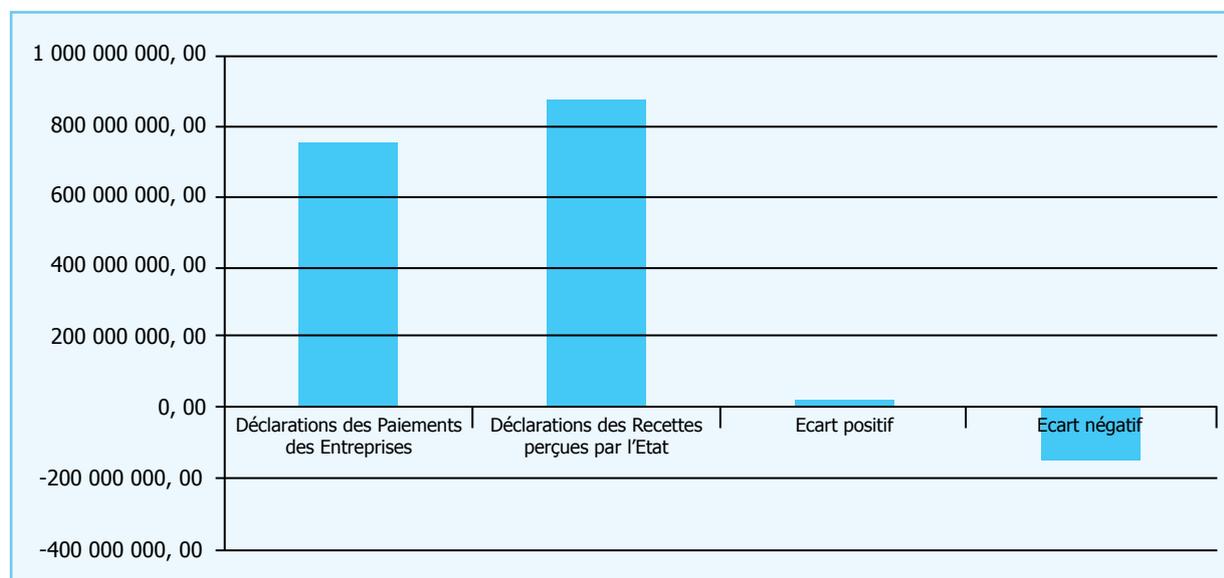
**Tableau V: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier en exploration rapprochées avec l'Ensemble de déclarations des recettes de l'Etat du même secteur en USD**

N°	NIF	Nom usuel	Déclarations Entreprises	Déclarations de l'Etat	Ecart positif	Ecart négatif	Taux / recettes Etat
1	A1007580B	METALKOL	60 000 000	60 000 000	0	0	46,04%
2	A1007789D	SODIFOR	30 000 000	30 000 000	0	0	23,02%
3	A0700152Z	ASHANTI	9 795 423	9 792 282	3 191	50	7,51%
4	A0702049L	KIBALI	9 363 555	9 363 555	0	0	7,18%
5	A1009299U	KANSUKI	7 500 000	7 500 000	0	0	5,75%
6	A0712822W	CDM	2 478 558	2 400 759	106 296	28 496	1,84%
7	A0704875H	KINSEDA	2 308 332	2 319 102	49 407	60 177	1,78%
8	A0802327P	SEKAT	3 000 000	2 000 000	1 000 000	0	1,53%
9	A704695M	COMIDE	1 750 000	1 750 000	0	0	1,34%
10	A0708266T	SWANMINES Sprl	1 600 000	1 600 000	0	0	1,23%
11	SANS NIF	CHABARA	1 000 000	1 000 000	0	0	0,77%
12	A0901048A	BARBAROS	888 114	991 048	0	102 934	0,76%
13	A0906707B	KALUMINES	486 079	510 399	47 021	71 341	0,39%
14	A1007484X	SODIMIKA	325 000	325 000	0	0	0,25%
15	A0700186L	DE BEERS	299 137	307 509	0	8 373	0,24%
16	A0700073N	TWANGIZA	155 787	155 987	0	200	0,12%
17	A0906857P	CLUMING	109 618	115 775	0	6 157	0,09%
18	A0704693K	BOLFAST	21 063	107 539	1 091	87 567	0,08%
19	A0700163L	LUGUSHWA	45 793	45 946	0	154	0,04%
20	A0700153A	NAMOYA	40 001	40 148	0	147	0,03%
<b>Total général</b>			<b>131 166 459</b>	<b>130 325 049</b>	<b>1 207 006</b>	<b>365 596</b>	<b>100,00%</b>

**Synthèse I:** Ensemble de déclarations des paiements de toutes les Entreprises du périmètre et les déclarations des recettes de l'Etat en USD (Tableau II).

	Déclarations des Paiements des Entreprises	Déclarations des Recettes de l'Etat perçues des Entreprises	Ecart Positif	Ecart Négatif
<b>Sous total (Déclarations Entreprises + Etat)</b>	<b>773 021 962</b>	<b>798 305 493</b>	<b>13 360 092</b>	<b>38 643 590</b>
<b>Sous total (Déclaration unilatérale de l'Etat)</b>	<b>0</b>	<b>77 633 233</b>	<b>0</b>	<b>77 633 233</b>
<b>Total Général</b>	<b>773 021 963</b>	<b>875 938 727</b>	<b>13 360 092</b>	<b>116 276 824</b>

**Graphique I: Synthèse Tableau II**



**Synthèse II:** Ensemble de déclarations des paiements des entreprises du périmètre par secteur en USD (Tableaux III-IV-V).

	Total des déclarations des Paiements des Entreprises	Taux par rapport au Total des paiements des entreprises	Total des déclarations des Recettes l'Etat perçues des Entreprises	Taux par rapport au Total des recettes de l'Etat
<b>Déclarations Secteur pétrolier</b>	<b>328 738 146</b>	<b>43%</b>	<b>327 300 475</b>	<b>37%</b>
<b>Déclarations Secteur minier</b>	<b>444 283 817</b>	<b>57%</b>	<b>548 638 253</b>	<b>63%</b>
<b>Total général des montants des déclarations</b>	<b>773 021 963</b>	<b>100%</b>	<b>875 938 727</b>	<b>100%</b>

Graphique II: Synthèse des Tableaux III-IV-V

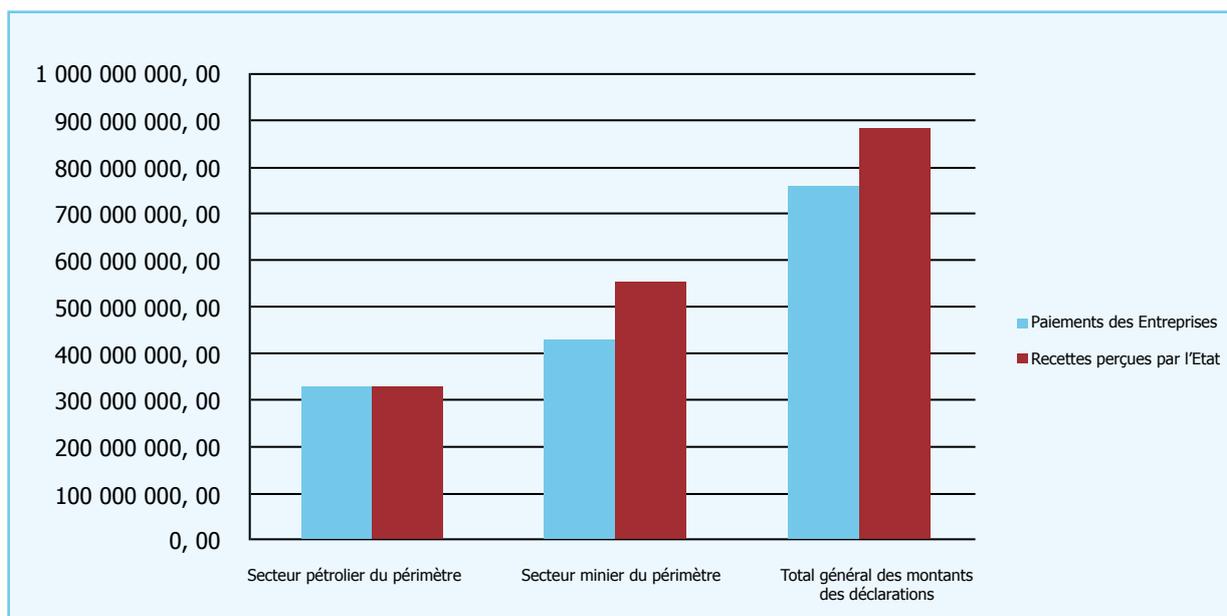
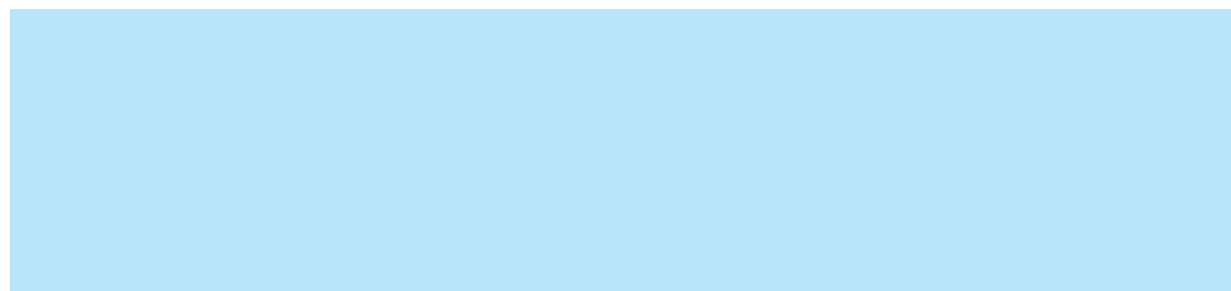


Tableau VI: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur pétrolier rapprochées avec l' Ensemble de déclarations des recettes de la DGI du même secteur un USD

N°	NIF	Enterprises	Déclarations Entreprises	Déclarations DGI	Ecart positif	Ecart négatif	Taux/ Recettes DGI
1	A0701284E	MIOC	32 463 957	32 451 107	12 850	0	27,60%
2	A0703937N	LIREX	26 847 650	26 846 578	1 071	0	22,84%
3	A0701287H	PERENCO	25 604 626	25 603 140	1 487	0	21,78%
8	A0703938P	TEIKOKU	22 204 933	22 204 934	0	1	18,89%
4	A0703905D	CHEVRON	10 270 684	10 270 686	0	2	8,74%
5	A0706875G	SURESTREAM	174 954	174 954	0	0	0,15%
6	A0909587G	ENERGUL	7 079	7 079	0	0	0,01%
7	A0700383A	SOCO	2 863	4 457	0	1 594	0,00%
9	A0812843U	Nessergy	5 131	0	5 131	0	0,00%
10	A0906982A	DIVINE OIL	0	0	0	0	0,00%
11	A1103150M	OIL OF DRC	0	0	0	0	0,00%
<b>Total général</b>			<b>117 581 877</b>	<b>117 562 935</b>	<b>20 539</b>	<b>1 597</b>	<b>100,00%</b>



**Tableau VII: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur pétrolier rapprochées avec l'Ensemble de déclarations des recettes de la DGRAD du même secteur en USD**

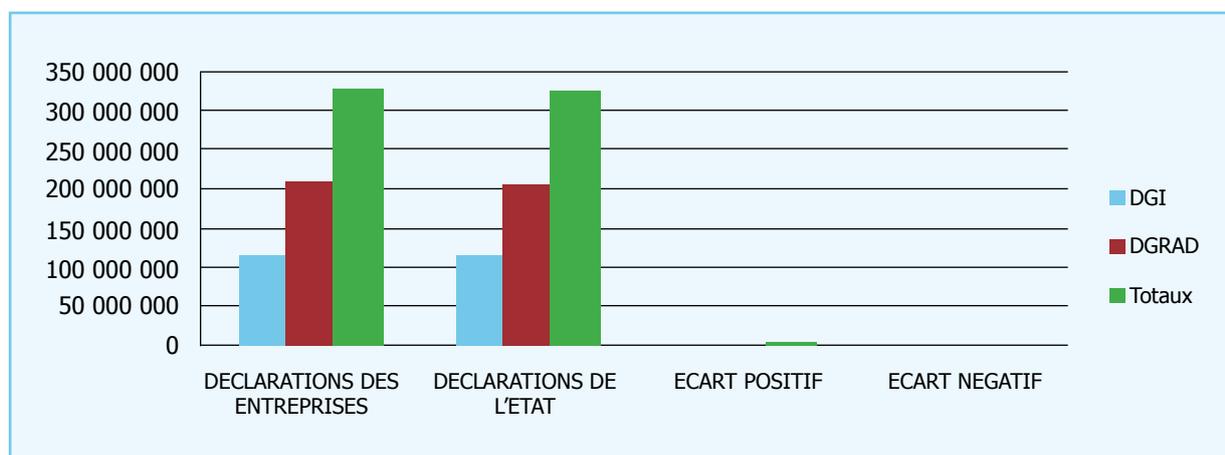
N°	NIF	Entreprise	Déclarations Entreprises	Déclarations DGRAD	Ecart positif	Ecart négatif	Taux/ Recettes DGRAD
1	A0701284E	MIOC	81 026 811	81 026 811	0	0	38,63%
2	A0703938P	TEIKOKU	57 650 192	57 650 192	0	0	27,49%
3	A0703905D	CHEVRON	22 782 526	22 782 496	30	0	10,86%
4	A0701287H	PERENCO	21 248 151	19 832 463	1 415 687	0	9,46%
5	A0703937N	LIREX	19 435 894	19 435 893	34	0	9,27%
6	A1103150M	OIL OF DRC	8 501 998	8 500 000	1 998	0	4,05%
7	A0700383A	SOCO	501 631	501 631	0	0	0,24%
8	A0706875G	SURESTREAM	8 054	8 054	0	0	0,00%
9	A0812843U	Nessergy	0	0	0	0	0,00%
10	A0906982A	DIVINE OIL	0	0	0	0	0,00%
11	A0909587G	ENERGUL	1 013	0	1 013	0	0,00%
<b>Totaux</b>			<b>211 156 269</b>	<b>209 737 540</b>	<b>1 418 762</b>	<b>0</b>	<b>100,00%</b>

**Note:** Aucun droit n'est perçu par la DGDA dans le secteur pétrolier.

**Synthèse III: Déclarations de l'ensemble des entreprises du secteur pétrolier par Régie (Tableaux VI-VII)**

TYPE D'ENTREPRISES	REGIES	DECLARATIONS DES ENTREPRISES	DECLARATIONS DE L'ETAT	ECART POSITIF	ECART NEGATIF
Pétrolières	DGI	117 581 877	117 562 935	20 539	1 597
	DGRAD	211 156 269	209 737 540	1 418 762	0
<b>Totaux</b>		<b>328 738 146</b>	<b>327 300 475</b>	<b>1 439 301</b>	<b>1 597</b>

**Graphique III: Déclarations du secteur pétrolier par régie**



**Tableau VIII: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de la DGI du même secteur en USD**

N°	NIF	Enterprises	Déclarations Entreprises	Déclarations DGI	Ecart positif	Ecart négatif	Taux/ Recettes DGI
1	A0905460W	FRONTIER	0	76 523 853	0	76 523 853	41,38%
2	A0810758D	TFM	40 341 787	38 465 610	1 876 177	0	20,80%
3	A0701041Q	KCC	13 138 524	13 133 378	6 026	880	7,10%
4	A0704867Z	MUMI	10 102 568	10 090 733	12 002	167	5,46%
5	A0905972C	BOSS MINING	7 783 100	7 918 119	1 365	136 384	4,28%
6	A0814445L	BAZANO	6 297 720	6 342 346	4 804	49 430	3,43%
7	A0704687D	RUASHI	6 332 603	6 020 803	448 174	136 374	3,26%
8	A0701147F	GECAMINES	5 582 906	5 481 553	101 353	0	2,96%
9	A0800394N	AMCK	4 981 035	4 962 726	53 617	35 308	2,68%
10	A0708211J	CHEMAF	2 984 972	3 037 870	51 722	104 620	1,64%
11	A0700357X	STL	2 366 725	2 402 825	107	36 206	1,30%
12	A0704865X	SOMIKA	2 236 024	2 282 943	11 308	58 227	1,23%
13	A0704877K	CMSK	1 112 883	1 112 883	0	0	0,60%
14	A0702049L	KIBALI	884 077	884 077	0	0	0,48%
15	A0700172W	AMC	820 317	818 598	6 501	4 782	0,44%
16	A0906511N	COMISA	0	728 669	0	728 669	0,39%
17	A0704875H	KINSEDA	558 955	619 131	0	60 177	0,33%
18	A0712822W	CDM	579 982	608 473	5	28 496	0,33%
19	A0901048A	BARBAROS	463 052	542 647	0	79 595	0,29%
20	A0906707B	KALUMINES	439 058	510 399	0	71 341	0,28%
21	A0700152Z	ASHANTI	467 435	464 294	3 191	50	0,25%
22	A0811710N	CLWM SPRL	323 296	404 223	0	80 928	0,22%
23	A0811655D	SEK	346 042	308 208	47 284	9 450	0,17%
24	A0700186L	DE BEERS	299 137	307 509	0	8 373	0,17%
25	A0700073N	TWANGIZA	155 787	155 987	0	200	0,08%
26	A0905363Q	SODIMICO	132 001	132 009	9	17	0,07%
27	A0906857P	CLUMING	109 618	115 775	0	6 157	0,06%
28	A0811711P	VOLCANO	107 336	110 776	0	3 440	0,06%
29	A0704693K	BOLFAST	21 063	107 539	1 091	87 567	0,06%
30	A1004150Y	KISANFU	91 293	91 293	0	0	0,05%
31	A0906442N	FEZA MINING	105 032	85 029	34 885	14 882	0,05%
32	A0811093S	G.A.R SPRL	44 390	51 658	0	7 268	0,03%
33	A0700163L	LUGUSHWA	45 793	45 946	0	154	0,02%
34	A0700153A	NAMOYA	40 001	40 148	0	147	0,02%
35	A0814806D	RUBAMIN	122 558	38 012	84 545	0	0,02%
36	A0811578U	S.M.K.K	501	501	0	0	0,00%
37	A0700201C	MIBA	0	0	0	0	0,00%
38	A0805833A	SOKIMO	0	0	0	0	0,00%
39	A0811080D	SCMK-Mn	0	0	0	0	0,00%
40	A1105861J	SAKIMA	0	0	0	0	0,00%

Suite du tableau VIII à la page 54

Suite du tableau VIII de la page 53

**Tableau VIII: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de la DGI du même secteur en USD**

N°	NIF	Enterprises	Déclarations Entreprises	Déclarations DGI	Ecart positif	Ecart négatif	Taux/ Recettes DGI
41	A1007960P	SICOMINES	0	0	0	0	0,00%
42	SANS NIF	CHABARA	0	0	0	0	0,00%
43	A704695M	COMIDE	0	0	0	0	0,00%
44	A1009299U	KANSUKI	0	0	0	0	0,00%
45	A1007580B	METALKOL	0	0	0	0	0,00%
46	A0802327P	SECAKAT	0	0	0	0	0,00%
47	A1007789D	SODIFOR	0	0	0	0	0,00%
48	A1007484X	SODIMIKA	0	0	0	0	0,00%
49	A0708266T	SWANMINES	0	0	0	0	0,00%
<b>Total général</b>			<b>109 417 568</b>	<b>184 946 543</b>	<b>2 744 165</b>	<b>78 273 141</b>	<b>100,00%</b>

**Tableau IX: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier rapprochées avec l'Ensemble de déclarations des recettes de la DGRAD du même secteur en USD**

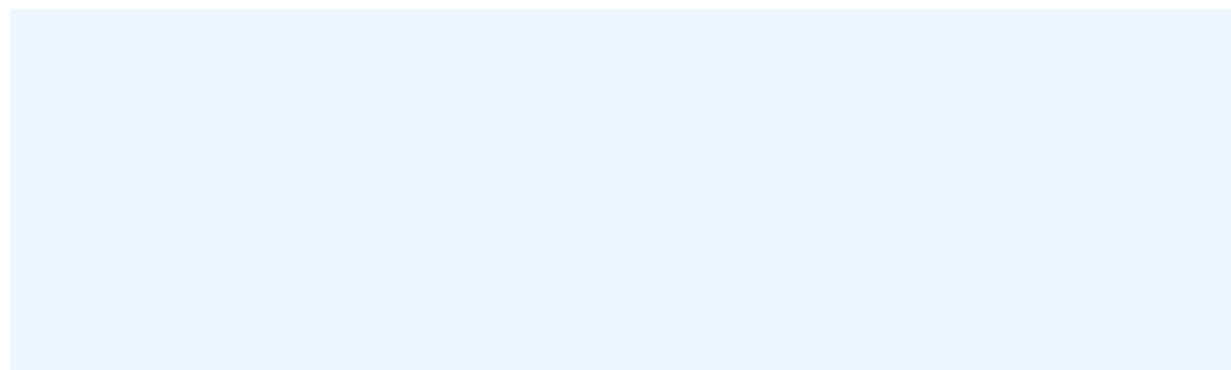
N°	NIF	Entreprise	Déclarations Entreprises	Déclarations DGRAD	Ecart positif	Ecart négatif	Taux/ Recettes DGRAD
1	A0810758D	TFM	29 003 610	26 951 568	2 052 042	0	26,02%
2	A0905972C	BOSS MINING	15 161 833	15 251 208	58 793	148 168	14,72%
3	A0701041Q	KCC	9 642 937	11 099 038	374 976	1 831 077	10,72%
4	A0700152Z	ASHANTI	9 327 988	9 327 988	0	0	9,01%
5	A0704687D	RUASHI	6 927 469	7 431 980	625	505 136	7,18%
6	A0704867Z	MUMI	6 443 808	5 869 444	974 866	400 501	5,67%
7	A0701147F	GECAMINES	4 401 951	4 678 481	2 060 415	2 336 945	4,52%
8	A0708211J	CHEMAF	2 828 910	4 363 471	0	1 534 561	4,21%
9	A0704865X	SOMIKA	2 914 842	4 032 824	664	1 118 646	3,89%
10	A0814445L	BAZANO	2 168 366	2 761 112	9 638	602 384	2,67%
11	A0800394N	AMCK	2 022 550	2 053 283	15 290	46 023	1,98%
12	A0704877K	CMSK	2 048 663	1 981 042	67 621	0	1,91%
13	A0712822W	CDM	1 898 577	1 792 286	106 291	0	1,73%
14	A0702049L	KIBALI	1 104 478	1 104 478	0	0	1,07%
15	A0811711P	VOLCANO	951 732	975 428	4	23 701	0,94%
16	A0814806D	RUBAMIN	698 388	916 332	0	217 944	0,88%
17	A0811710N	CLWM SPRL	664 432	801 243	0	136 812	0,77%
18	A0906442N	FEZA MINING	547 515	750 277	0	202 762	0,72%
19	A0901048A	BARBAROS	425 062	448 401	0	23 339	0,43%
20	A0906511N	COMISA	0	346 168	0	346 168	0,33%

Suite du tableau IX à la page 49

Suite du tableau IX de la page 54

**Tableau IX: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier rapprochées avec l'Ensemble de déclarations des recettes de la DGRAD du même secteur en USD**

N°	NIF	Entreprise	Déclarations Entreprises	Déclarations DGRAD	Ecart positif	Ecart négatif	Taux/ Recettes DGRAD
21	A0905363Q	SODIMICO	116 413	265 617	566	149 770	0,26%
22	A1004150Y	KISANFU	183 752	183 413	339	0	0,18%
23	A0811093S	G.A.R SPRL	88 560	108 028	0	19 468	0,10%
24	A0811578U	S.M.K.K	55 085	55 085	0	0	0,05%
25	A0811655D	SEK	28 622	12 777	15 845	0	0,01%
26	A0905460W	FRONTIER	0	12 677	0	12 677	0,01%
27	A0700073N	TWANGIZA	0	0	0	0	0,00%
28	A0700153A	NAMOYA	0	0	0	0	0,00%
29	A0700163L	LUGUSHWA	0	0	0	0	0,00%
30	A0700172W	AMC	0	0	0	0	0,00%
31	A0700186L	DE BEERS	0	0	0	0	0,00%
32	A0700201C	MIBA	0	0	0	0	0,00%
33	A0700357X	STL	0	0	0	0	0,00%
34	A0704693K	BOLFAST	0	0	0	0	0,00%
35	A0704875H	KINSENDA	49 378	0	49 378	0	0,00%
36	A0805833A	SOKIMO	0	0	0	0	0,00%
37	A0906707B	KALUMINES	47 021	0	47 021	0	0,00%
38	A0906857P	CLUMING	0	0	0	0	0,00%
39	A0811080D	SCMK-Mn	0	0	0	0	0,00%
40	A1105861J	SAKIMA	0	0	0	0	0,00%
41	A1007960P	SICOMINES	0	0	0	0	0,00%
42	SANS NIF	CHABARA	0	0	0	0	0,00%
43	A704695M	COMIDE	0	0	0	0	0,00%
44	A1009299U	KANSUKI	0	0	0	0	0,00%
45	A1007580B	METALKOL	0	0	0	0	0,00%
46	A0802327P	SEKAT	0	0	0	0	0,00%
47	A1007789D	SODIFOR	0	0	0	0	0,00%
48	A1007484X	SODIMIKA	0	0	0	0	0,00%
49	A0708266T	SWANMINES	0	0	0	0	0,00%
<b>Total général</b>			<b>99 751 941</b>	<b>103 573 649</b>	<b>5 834 373</b>	<b>9 656 081</b>	<b>100,00%</b>



**Tableau X: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de la DGDA du même secteur en USD**

N°	NIF	Entreprise	Déclarations Entreprises	Déclarations DGRAD	Ecart positif	Ecart négatif	Taux/ Recettes DGRAD
1	A0701041Q	KCC	11 276 430	18 527 469	0	7 251 039	26,17%
2	A0810758D	TFM	6 960 618	15 504 058	0	8 543 441	21,90%
3	A0704867Z	MUMI	10 978 225	11 390 360	0	412 134	16,09%
4	A0905972C	BOSS MINING	2 312 035	5 015 629	0	2 703 594	7,08%
5	A0704687D	RUASHI	827 647	4 612 639	0	3 784 992	6,51%
6	A0800394N	AMCK	4 579 068	3 554 167	1 024 901	0	5,02%
7	A0708211J	CHEMAF	1 968 538	3 330 905	0	1 362 367	4,70%
8	A0701147F	GECAMINES	2 908 388	2 930 488	0	22 100	4,14%
9	A0814445L	BAZANO	1 874 484	2 608 480	0	733 996	3,68%
10	A0704865X	SOMIKA	321 495	1 820 669	0	1 499 174	2,57%
11	A0811710N	CLWM SPRL	661 331	919 780	0	258 450	1,30%
12	A0704877K	CMSK	344 823	304 126	40 697	0	0,43%
13	A0814806D	RUBAMIN	146 271	149 123	0	2 851	0,21%
14	A0700172W	AMC	77 172	44 289	32 883	0	0,06%
15	A0906442N	FEZA MINING	59 109	36 732	22 378	0	0,05%
16	A0905363Q	SODIMICO	39 649	35 574	4 075	0	0,05%
17	A0905460W	FRONTIER	0	21 867	0	21 867	0,03%
18	A0811093S	G.A.R SPRL	140 271	3 667	136 604	0	0,01%
19	A0700201C	MIBA	3 305	0	3 305	0	0,00%
20	A0700357X	STL	505 764	0	505 764	0	0,00%
21	A0805833A	SOKIMO	0	0	0	0	0,00%
22	A0811578U	S.M.K.K	0	0	0	0	0,00%
23	A0811655D	SEK	0	0	0	0	0,00%
24	A0811711P	VOLCANO	0	0	0	0	0,00%
25	A0906511N	COMISA	0	0	0	0	0,00%
26	A1004150Y	KISANFU	0	0	0	0	0,00%
27	A0811080D	SCMK-Mn	0	0	0	0	0,00%
28	A1105861J	SAKIMA	0	0	0	0	0,00%
29	A1007960P	SICOMINES	0	0	0	0	0,00%
30	A0901048A	BARBAROS	0	0	0	0	0,00%
31	A0700152Z	ASHANTI	0	0	0	0	0,00%
32	A0704693K	BOLFAST	0	0	0	0	0,00%
33	A0906857P	CLUMING	0	0	0	0	0,00%
34	SANS NIF	CHABARA	0	0	0	0	0,00%
35	A0712822W	CDM	0	0	0	0	0,00%
36	A704695M	COMIDE	0	0	0	0	0,00%
37	A1009299U	KANSUKI	0	0	0	0	0,00%
38	A0906707B	KALUMINES	0	0	0	0	0,00%

Suite du tableau X sur la page 57

Suite du tableau X de la page 57

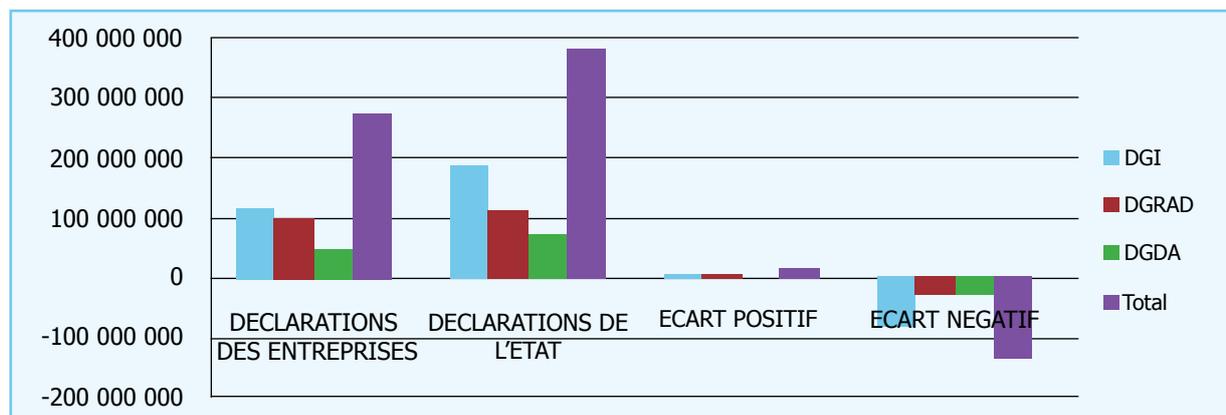
**Tableau X: Ensemble de déclarations de paiements de toutes les entreprises du périmètre du secteur minier rapprochées avec l'ensemble de déclarations des recettes de la DGDA du même secteur en USD**

N°	NIF	Entreprise	Déclarations Entreprises	Déclarations DGRAD	Ecart positif	Ecart négatif	Taux/ Recettes DGRAD
39	A0702049L	KIBALI	0	0	0	0	0,00%
40	A0704875H	KINSEDA	0	0	0	0	0,00%
41	A1007580B	METALKOL	0	0	0	0	0,00%
42	A0700186L	DE BEERS	0	0	0	0	0,00%
43	A0802327P	SEKAKAT	0	0	0	0	0,00%
44	A1007789D	SODIFOR	0	0	0	0	0,00%
45	A1007484X	SODIMIKA	0	0	0	0	0,00%
46	A0708266T	SWANMINES	0	0	0	0	0,00%
47	A0700163L	LUGUSHWA	0	0	0	0	0,00%
48	A0700153A	NAMOYA	0	0	0	0	0,00%
49	A0700073N	TWANGIZA	0	0	0	0	0,00%
<b>Total général</b>			<b>45 984 623</b>	<b>70 810 021</b>	<b>1 770 607</b>	<b>26 596 005</b>	<b>100,00%</b>

**Synthèse IV: Déclarations de l'ensemble des entreprises du secteur minier par Régie (Tableaux VIII-IX-X).**

Type d'Entreprises	Regies	Déclarations des entreprises	Déclarations de l'Etat	Ecart positif	Ecart négatif
Minières	DGI	109 417 568	184 946 543	2 744 165	78 273 141
	DGRAD	99 751 941	103 573 649	5 834 373	9 656 081
	DGDA	45 984 623	70 810 021	1 770 607	26 596 005
<b>Totaux</b>		<b>255 154 132</b>	<b>359 330 214</b>	<b>10 349 145</b>	<b>114 525 227</b>

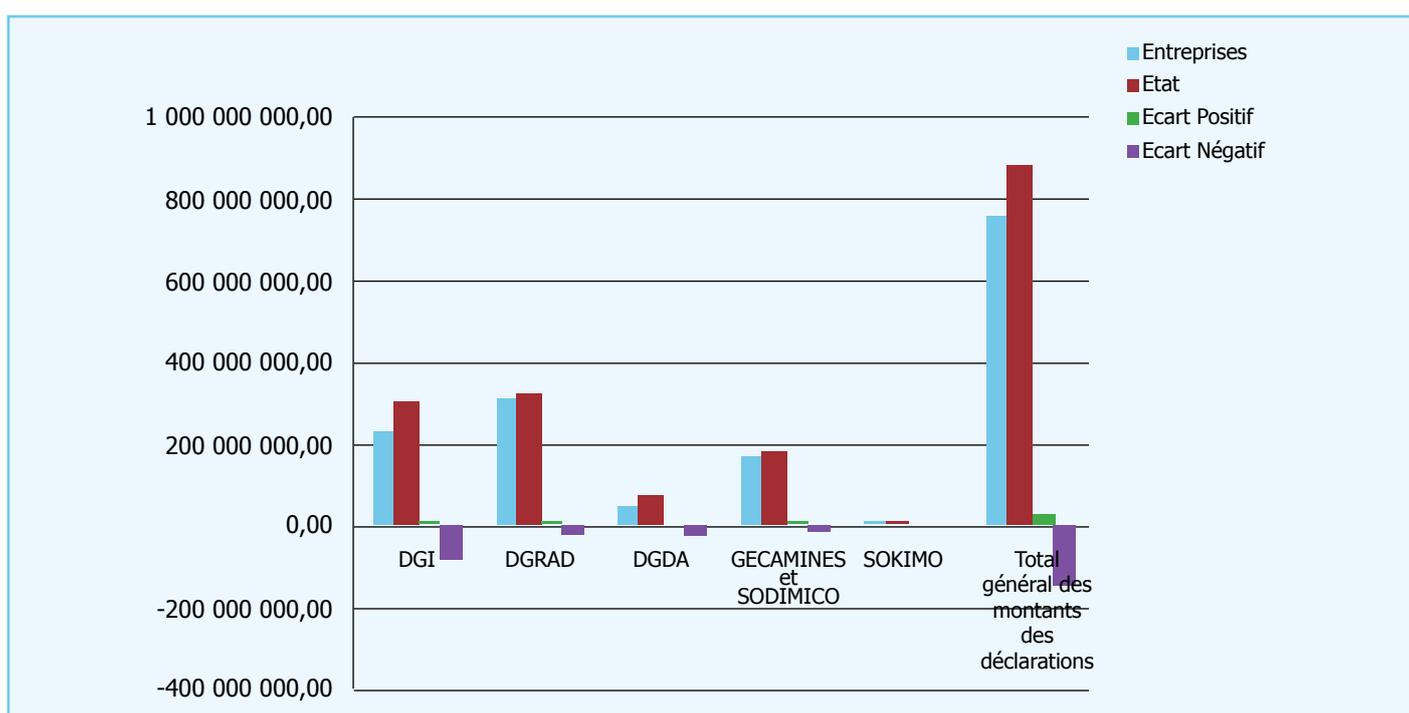
**Graphique IV: Déclarations du secteur minier par régie**



Synthèse V: Déclarations par Régie Financière et Entreprise publique en USD

	Montants des déclarations des Paiements des Entreprises	% par rapport aux paiements des entreprises	Montants des déclarations des Recettes significatives de l'Etat perçues des Entreprises	% par rapport aux recettes de l'Etat	Ecart Positif	Ecart Négatif
Déclarations des paiements et des recettes à la DGI	226 999 445	29%	302 509 478	35%	2 764 705	78 274 738
Déclarations des paiements et des recettes à la DGRAD	310 908 210	40%	313 311 189	36%	7 253 135	9 656 081
Déclarations des paiements et des recettes à la DGDA	45 984 623	6%	70 810 021	8%	1 770 607	26 596 005
Déclarations des paiements et des recettes des pas-de-porte des Entreprises en JV à la GECAMINES et à la SODIMICO	181 754 685	24%	181 933 039	21%	1 571 646	1 750 000
Déclarations des paiements et des recettes des ventes des actifs et la rente de l'Entreprise KIBALI à la SOKIMO	7 375 000	1%	7 375 000	1%	0	0
<b>Total général des montants des déclarations</b>	<b>773 021 963</b>	<b>100%</b>	<b>875 938 727</b>	<b>100%</b>	<b>13 360 092</b>	<b>116 276 824</b>

Graphique V: Déclarations par régie financière et entreprise publique en USD



**Synthèse VI: Déclarations par type d'entreprises et par Régies et Entreprises publiques en USD**

TYPE D'ENTREPRISES	REGIES ET ENTREPRISES PUBLIQUES	DECLARATIONS DES ENTREPRISES	DE L'ETAT DECLARATIONS	ECART POSITIF	ECART NEGATIF
Pétrolières	DGI	117 252 297	117 231 758	20 539	0
	DGI	329 580	331 177	0	1 597
	DGRAD	211 156 269	209 737 540	1 418 762	0
<b>Totaux</b>		<b>328 738 146</b>	<b>327 300 475</b>	<b>1 439 301</b>	<b>1 597</b>
Minières en production	DGI	74 040 722	71 300 844	2 739 878	0
	DGI	31 312 890	109 243 773	0	77 930 884
	DGDA	5 749 161	3 978 555	1 770 607	0
	DGDA	40 235 462	66 831 467	0	26 596 005
	DGRAD	44 732 168	39 100 485	5 631 683	0
	DGRAD	42 167 269	51 800 012	0	9 632 743
<b>Totaux</b>		<b>238 237 673</b>	<b>342 255 136</b>	<b>10 142 168</b>	<b>114 159 631</b>
Minières en exploration	DGI	2 021 492	2 017 205	4 287	0
	DGI	2 042 464	2 384 721	0	342 257
	DGRAD	12 427 442	12 224 752	202 689	0
	DGRAD	425 062	448 401	0	23 339
<b>Totaux</b>		<b>16 916 459</b>	<b>17 075 078</b>	<b>206 977</b>	<b>365 596</b>
Minières en production	GECAMINES	74 879 685	74 308 068	571 616	0
	GECAMINES	0	1 750 000	0	1 750 000
<b>Totaux</b>		<b>74 879 685</b>	<b>76 058 068</b>	<b>571 616</b>	<b>1 750 000</b>
Minières en exploration	GECAMINES	74 850 000	73 850 000	1 000 000	0
	SODIMIKO	32 025 000	32 024 971	30	0
	SOKIMO	7 375 000	7 375 000	0	0
<b>Totaux</b>		<b>114 250 000</b>	<b>113 249 971</b>	<b>1 000 030</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>773 021 963</b>	<b>875 938 727</b>	<b>13 360 092</b>	<b>116 276 824</b>

**Synthèse VII: Déclarations par Régies, par Entreprises publiques et par flux financiers en USD**

REGIES ET ENTREPRISES PUBLIQUES	FLUX FINANCIERS	DECLARATIONS ENTREPRISES	DECLARATIONS ETAT	ECART POSITIF	ECART NEGATIF
DGI	IBP	123 121 441	194 665 032	23 351	71 566 943
	IPR	58 980 060	63 975 728	594 608	5 590 275
	ICAI	16 973 240	15 751 451	1 869 239	647 450
	IM	4 118 409	3 918 483	200 068	142
	AMR A	15 889 622	16 045 737	66 026	222 140
	AMR B	7 916 673	8 153 047	11 413	247 788
<b>Totaux</b>		<b>226 999 445</b>	<b>302 509 478</b>	<b>2 764 705</b>	<b>78 274 738</b>

Suite de la synthèse 6 à la page 60

Suite de la synthèse 6 de la page 59

**Synthèse VIII: Déclarations par Régies, par Entreprises publiques et par flux financiers en USD**

REGIES ET ENTREPRISES PUBLIQUES	FLUX FINANCIERS	DECLARATIONS ENTREPRISES	DECLARATIONS ETAT	ECART POSITIF	ECART NEGATIF
DGDA	DDI	45 984 623	70 810 021	1 770 607	26 596 005
<b>Totaux</b>		<b>45 984 623</b>	<b>70 810 021</b>	<b>1 770 607</b>	<b>26 596 005</b>
DGRAD	Droits superficiels annuels par carré	13 592 451	14 049 043	172 552	629 145
	Redevance Minière	71 168 684	74 923 317	3 167 067	6 921 700
	Pénalités	14 556 683	14 572 305	2 089 615	2 105 237
	Royalties	31 788 903	30 373 215	1 415 721	0
	Taxe de statistique	3 987 430	3 987 430	0	0
	Dividendes	9 329 265	8 924 126	405 138	0
	Bonus de permis d'exploitation	2 501 998	2 500 000	1 998	0
	Bonus signature initiale	6 499 975	6 499 975	0	0
	Redevances superficiaire sur permis d'exploration	10 723	9 710	1 013	0
	Marges distribuable	121 165 488	121 165 458	30	0
	Participation	36 306 610	36 306 610	0	0
<b>Totaux</b>		<b>310 908 210</b>	<b>313 311 189</b>	<b>7 253 135</b>	<b>9 656 081</b>
GECAMINES	PAS-DE-PORTE	129 003 370	129 753 370	1 000 000	1 750 000
	ROYALTIES	20 726 315	20 154 698	571 616	0
<b>Totaux</b>		<b>149 729 685</b>	<b>149 908 068</b>	<b>1 571 616</b>	<b>1 750 000</b>
SODIMICO	PAS-DE-PORTE	30 750 000	30 749 971	30	0
	ROYALTIES	1 275 000	1 275 000	0	0
<b>Totaux</b>		<b>32 025 000</b>	<b>32 024 971</b>	<b>30</b>	<b>0</b>
SOKIMO	VENTE DES ACTIFS ET PART SOCIAL	3 175 000	3 175 000	0	0
	RENTES EMNSUELLES	4 200 000	4 200 000	0	0
<b>Totaux</b>		<b>7 375 000</b>	<b>7 375 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTALGENERAL</b>		<b>773 021 963</b>	<b>875 938 727</b>	<b>13 360 092</b>	<b>116 276 824</b>

**Synthèse IX: Déclarations par type d'entreprises, par Régie et Entreprise publique et par flux financier en USD**

SECTEUR	REGIES ET ENTREPRISES PUBLIQUES	FLUX FINANCIERS	DECLARATIONS ENTREPRISES	DECLARATIONS ETAT	ECART POSITIF	ECART NEGATIF
Pétrolières	DGI	IBP	113 609 196	113 609 059	137	0
		IPR	2 424 001	2 407 719	17 876	1 594
		AMR A	1 215 788	1 213 362	2 427	1
		AMR B	332 893	332 795	100	2
<b>Totaux</b>			<b>117 581 877</b>	<b>117 562 935</b>	<b>20 539</b>	<b>1 597</b>
Minières en production	DGI	IBP	9 512 245	81 055 973	23 215	71 566 943
		IPR	53 286 590	58 150 722	575 641	5 439 772
		ICAI	16 973 240	15 751 451	1 869 239	647 450
		IM	4 118 409	3 918 483	200 068	142
		AMR A	14 114 104	14 169 927	60 408	116 232
		AMR B	7 349 024	7 498 062	11 308	160 346
<b>Totaux</b>			<b>105 353 612</b>	<b>180 544 618</b>	<b>2 739 878</b>	<b>77 930 884</b>
Minières en exploration	DGI	IPR	3 269 469	3 417 287	1 091	148 909
		AMR A	559 731	662 448	3 191	105 908
		AMR B	234 756	322 190	5	87 440
<b>Totaux</b>			<b>4 063 956</b>	<b>4 401 926</b>	<b>4 287</b>	<b>342 257</b>
2	DGDA	DDI	45 984 623	70 810 021	1 770 607	26 596 005
<b>Totaux</b>			<b>45 984 623</b>	<b>70 810 021</b>	<b>1 770 607</b>	<b>26 596 005</b>
Pétrolières	DGRAD	Royalties	31 788 903	30 373 215	1 415 721	0
		Taxe de statistique	3 987 430	3 987 430	0	0
		Dividendes	8 895 142	8 895 142	0	0
		Bonus de permis d'exploitation	2 501 998	2 500 000	1 998	0
		Bonus signature initiale	6 499 975	6 499 975	0	0
		Redevances superficielle sur permis d'exploration	10 723	9 710	1 013	0
		Marges distribuables	121 165 488	121 165 458	30	0
		Participation	36 306 610	36 306 610	0	0
<b>Totaux</b>			<b>211 156 269</b>	<b>209 737 540</b>	<b>1 418 762</b>	<b>0</b>

Suite de la synthèse 7 à la page 62

Suite de la synthèse 7 de la page 61

**Synthèse X: Déclarations par type d'entreprises, par Régie et Entreprise publique et par flux financier en USD**

SECTEUR	REGIES ET ENTREPRISES PUBLIQUES	FLUX FINANCIERS	DECLARATIONS ENTREPRISES	DECLARATIONS ETAT	ECART POSITIF	ECART NEGATIF
Minières en production	DGRAD	Droits superficiels annuels par carré	2 638 523	3 168 176	76 154	605 806
		Redevance Minière	69 498 579	73 359 502	3 060 776	6 921 700
		Pénalités	14 328 212	14 343 833	2 089 615	2 105 237
		Dividendes	434 123	28 985	405 138	0
<b>Totaux</b>			<b>86 899 437</b>	<b>90 900 496</b>	<b>5 631 683</b>	<b>9 632 743</b>
Minières en exploration	DGRAD	Droits superficiels annuels par carré	10 953 927	10 880 867	96 398	23 339
		Redevance Minière	1 670 105	1 563 814	106 291	0
		Pénalités	228 471	228 471	0	0
<b>Totaux</b>			<b>12 852 504</b>	<b>12 673 153</b>	<b>202 689</b>	<b>23 339</b>
Minières en production	GECAMINES	PAS-DE-PORTE	54 153 370	55 903 370	0	1 750 000
		ROYALTIES	20 726 315	20 154 698	571 616	0
<b>Totaux</b>			<b>74 879 685</b>	<b>76 058 068</b>	<b>571 616</b>	<b>1 750 000</b>
Minières en exploration	GECAMINES	PAS-DE-PORTE	74 850 000	73 850 000	1 000 000	0
<b>Totaux</b>			<b>74 850 000</b>	<b>73 850 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>
Minières en exploration	SODIMICO	PAS-DE-PORTE	30 750 000	30 749 971	30	0
		ROYALTIES	1 275 000	1 275 000	0	0
<b>Totaux</b>			<b>32 025 000</b>	<b>32 024 971</b>	<b>30</b>	<b>0</b>
Minières en exploration	SOKIMO	VENTE DES ACTIFS ET PART SOCIAL	3 175 000	3 175 000	0	0
		RENTES EMNSUELLES	4 200 000	4 200 000	0	0
<b>Totaux</b>			<b>7 375 000</b>	<b>7 375 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTALGENERAL</b>			<b>773 021 963</b>	<b>875 938 727</b>	<b>13 360 092</b>	<b>116 276 824</b>

**Tableau XI: a. Déclarations des Paiements des Entreprises Minières en production à la GECAMINES**

N°	NIF	Entreprises	Déclarations Entreprises	Déclarations de l'ETAT	Ecart positif	Ecart négatif	Taux de paiements
1	A0701041Q	KCC	27 712 791	27 200 000	512 790	0	36%
2	A0810758D	TFM	21 467 860	21 467 860	0	0	28%
3	A0704867Z	MUMI	8 979 336	8 979 336	0	0	12%
4	A0704687D	RUASHI	4 952 957	5 952 957	0	1 000 000	8%
5	A0800394N	AMCK	5 000 000	5 000 000	0	0	7%
6	A0905972C	BOSS MINING	3 881 559	3 881 502	57	0	5%
7	A0704877K	CMSK	835 182	1 526 413	58 769	750 000	2%
8	A0811578U	S.M.K.K	1 050 000	1 050 000	0	0	1%
9	A0708211J	CHEMAF	1 000 000	1 000 000	0	0	1%
<b>Total général</b>			<b>74 879 685</b>	<b>76 058 068</b>	<b>571 616</b>	<b>1 750 000</b>	<b>100%</b>

**Tableau XII: b. Déclarations des Paiements des Entreprises Minières en exploration à la GECAMINES**

N°	NIF	Entreprises	Déclarations Entreprises	Déclarations de l'ETAT	Ecart positif	Ecart négatif	Taux de paiements
1	A1007580B	METALKOL	60 000 000	60 000 000	0	0	81%
2	A1009299U	KANSUKI	7 500 000	7 500 000	0	0	10%
3	A0802327P	SEKAT	3 000 000	2 000 000	1 000 000	0	3%
4	A704695M	COMIDE	1 750 000	1 750 000	0	0	2%
5	A0708266T	SWANMINES Sprl	1 600 000	1 600 000	0	0	2%
6	SANS NIF	CHABARA	1 000 000	1 000 000	0	0	1%
<b>Total général</b>			<b>74 850 000</b>	<b>73 850 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>

**Tableau XIII: c. Déclarations des Paiements des Entreprises Minières en exploration à la SODIMICO**

N°	NIF	Entreprises	Déclarations Entreprises	Déclarations de l'ETAT	Ecart positif	Ecart négatif	Taux de paiements
1	A1007789D	SODIFOR	30 000 000	30 000 000	0	0	94%
2	A0704875H	KINSEDA	1 700 000	1 699 971	30	0	5%
3	A1007484X	SODIMIKA	325 000	325 000	0	0	1%
<b>Total général</b>			<b>32 025 000</b>	<b>32 024 971</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>





# RECOMMANDATIONS

## 7.1. Recommandations de l'exercice

### 7.1.1. Définition du seuil de matérialité

Il importe de définir le seuil de matérialité de manière très claire et simple pour permettre aux entreprises et aux Régies financières de s'accorder aisément sur les flux à déclarer pour les prochains rapports.

Aussi, un seuil de matérialité simplement bien défini aidera à élargir le périmètre afin d'intégrer de plus en plus d'entreprises dans le processus ITIE.

### 7.1.2. Utilisation du Nouvel Identifiant Fiscal (NIF)

Le Nouvel Identifiant Fiscal (NIF) doit devenir le seul élément d'identification des entreprises du périmètre et de suivi de toutes les transactions du secteur extractif et de différents rapports avec les administrations publiques.

### 7.1.3. Régularité de publication des rapports

Le pays doit fournir un effort pour réduire le décalage entre l'année de publication du rapport et l'année la plus récente des données contenues dans le rapport. Pour obtenir la note 1 qui est la meilleure note de la Commission de validation, la RDC devra produire au 30 décembre 2013 le rapport portant sur l'année 2012. Il y a possibilité de publier un rapport jumelé 2011 et 2012.

Ainsi, les données les plus récentes impacteront les débats et elles pourront servir de référence au budget national.

### 7.1.4. Automatisation du système de collecte des données.

Si l'informatisation des formulaires dans 2 régies financières a sensiblement amélioré la collecte des données et réduit le temps de retour des formulaires auprès de l'Administrateur indépendant, il n'a pas été le cas pour la DGRAD où la saisie est encore manuelle. Ceci a rendu difficile l'assemblage des données et surtout leur collecte et leur traitement.

Nous recommandons que le Gouvernement accélère l'informatisation complète de la DGRAD.

### 7.1.5. Du contrat chinois

Le Comité Exécutif devra redoubler d'effort pour obtenir le maximum de données chiffrées se rapportant aux diverses transactions dans le cadre du contrat chinois pour traduire un haut niveau de compréhension tendant à plus de transparence autour de cette convention. Pour répondre à l'Exigence 9f, l'ITIE-RDC devra publier en annexe au présent rapport des éléments clairs concernant les sommes perçues, leur utilisation dans les projets mine et infrastructures. Ceci éviterait au Secrétariat international et à la Commission de validation de donner un avis négatif sur cette question au risque d'annihiler tous les efforts consentis par le pays dans la mise en œuvre du processus ITIE en RDC.

### 7.1.6. De l'omission des paiements significatifs

Le Comité Exécutif devra se pencher de

manière particulière à ce que tous les paiements significatifs soient captés de façon exhaustive pour l'année du Rapport. Il en est de même des flux que les entreprises qui exportent sans être productrices mais qui sont astreintes à d'autres obligations fiscales. Le Gouvernement devra veiller au moment de la définition du périmètre que toutes les entreprises de chaque secteur soient retracées par les services techniques des ministères concernés.

#### **7.1.7. Des preuves d'encaissement à la Banque Centrale du Congo (BCC)**

Pour plus de transparence, il est recommandable que toutes les déclarations de Régies Financières soient accompagnées des preuves d'encaissement de la Banque Centrale du Congo (BCC).

#### **7.1.8. Séparation des déclarations des recettes du Trésor public de celles de services rendus et des pénalités.**

Pour réduire sensiblement les écarts, il est nécessaire que le Comité Exécutif élabore des formulaires des déclarations établissant une distinction nette entre les paiements destinés au Trésor public de ceux rémunérant les services rendus et les pénalités revenant aux Régies.

#### **7.1.9. Prise en compte des taxes provinciales**

Nous recommandons la prise en compte des

taxes provinciales liées à l'activité extractive pour les prochains exercices.

#### **7.1.10. De l'amélioration dans la réduction des écarts**

Lors de la réconciliation des flux entre les différentes déclarations de paiements effectués par les entreprises du périmètre et reçus par les régies financières, nous avons constaté que les écarts relevés étaient principalement dus aux faits suivants:

- Mauvaise identification des flux à reporter;
- Absence de détail ou défaut de déclaration de certaines entreprises ;
- Discordance dans la classification de certains flux par les entreprises minières, en joint-venture et publiques « Etat Associé » ;
- Lenteur dans la transmission des explications sur les écarts

Nous recommandons, lors des prochains ateliers préparatoires de la mission ITIE 2011, les actions suivantes :

- Mettre un accent particulier sur la définition des différents flux financiers.
- Faire participer aux ateliers les personnes qui seront parties prenantes dans le processus de collecte de données et de remplissages des formulaires
- Sensibiliser les responsables pour qu'ils accordent une attention soutenue aux analyses des écarts leur transmis et y réserver une suite le plus rapidement possible.

## 7.2. Suivi des recommandations antérieures

Référence	Détails de la recommandation	Application
1. Définition du périmètre pour le secteur des hydrocarbures	L'élaboration du périmètre des prochains Rapports ITIE mériterait de prendre en compte l'ensemble des entreprises en exploration du secteur des hydrocarbures. Cette démarche permettrait de limiter le risque d'omission de paiements significatifs de la part des entreprises en exploration, comme par exemple le bonus de signature.	Réalisée
2. Organisation d'ateliers de sensibilisation	En complément de la recommandation précédente, nous encourageons, dans la perspective de l'élaboration des prochains Rapports ITIE, l'organisation d'ateliers de sensibilisation au renseignement des formulaires à l'attention de toutes les parties déclarantes, en particulier les régies financières. Ces rencontres, conduites idéalement lors de la mission d'analyses préliminaires de l'Administrateur indépendant et en présence de ce dernier, réuniraient l'ensemble des entreprises et des régies et permettraient de favoriser la pleine appropriation de l'exercice déclaratif par chacune des parties prenantes.	Réalisée
3. Réglementation de l'obligation de participation à l'ITIE	Compte tenu de retards importants constatés dans le renvoi des formulaires de déclarations, notamment de la part des régies financières, l'adoption d'un arrêté gouvernemental précisant l'obligation de répondre aux questions du Gouvernement en vue de la production des Rapports ITIE contribuerait probablement à éviter le cumul des retards qui ont été préjudiciables à la conduite du processus ITIE en République Démocratique du Congo.	Réalisée
4. Considération attentive de la Phase d'analyses préliminaires	Afin de réaliser des travaux de rapprochement de qualité, réalisés conformément aux meilleures pratiques internationales d'Administration indépendante, les préalables suivants mériteraient d'être scrupuleusement considérés à l'avenir : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Discussions poussées entre l'Administrateur indépendant et le Comité Exécutif du Référentiel des revenus et des entreprises à prendre en compte dans les Futurs Rapports ITIE ;</li> <li>• Définition de formulaires de déclarations adaptés ;</li> <li>• Sensibilisation des régies financières et des entreprises aux modalités de déclarations.</li> </ul>	Réalisée
5. Recours à une assistance technique expérimentée dans la Phase de préparation	Au-delà des préalables préconisés ci-dessus, et du support qu'il doit attendre de l'Administrateur indépendant, le Secrétariat technique gagnerait sans doute à s'appuyer, notamment dans la Phase de préparation du Rapport ITIE, sur une assistance technique internationale expérimentée et au fait : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des pratiques de l'industrie extractive (modalités contractuelles usuelles ; ordres de grandeur usuels) ;</li> <li>• Des principaux pré-requis méthodologiques de l'élaboration d'un Rapport ITIE ;</li> <li>• Des complexités du secteur minier de la République Démocratique du Congo et des sources d'information disponibles.</li> </ul>	Réalisée



Un écart est perçu comme étant la différence de valeur matérielle entre les paiements déclarés par les Entreprises et les recettes déclarées par les Régies financières ainsi que les entreprises publiques. Ces recettes devraient correspondre à ces paiements à peu près à 100%, sinon il se dégage un écart répertorié partout dans les tableaux de réconciliation.

Le traitement des écarts sous ce chapitre se rapporte aux différences qui se dégagent entre les « paiements » et les « recettes » pour une valeur égale ou supérieure à 0,01% du total de déclarations des paiements des entreprises du périmètre qui se chiffrent à 773 021 963 USD. En d'autres termes, tout écart de plus 100 000 USD ou 90.000.000 CDF est concerné par cette analyse.

Afin d'évaluer le niveau des déclarations à l'ITIE, nous avons estimé opportun de les comparer au TOFE, malheureusement, celui-ci n'était pas à mesure d'être désagrégé comme nous le souhaitions. Par conséquent, nous avons collecté tous les paiements des impôts directs et indirects effectués en 2010

à la DGI provenant des secteurs des mines et des hydrocarbures auprès de la DGI.

Le tableau reçu de la DGI se trouve annexé dans ce rapport au chapitre des Annexes.

La leçon à tirer est que la DGI a déclaré avoir perçu des entreprises pétrolières en production un montant de 114 538 490 USD tandis que la totalité des déclarations de la DGI à l'ITIE s'élèvent à 117 562 935 USD; ce qui représente un taux de 102,64 %. Le surplus de pourcentage est celui des entreprises pétrolières en explorations dont la DGI n'a pas mention.

Quant aux déclarations à l'ITIE des revenus perçus par la DGI au titre d'impôts directs et indirects des entreprises minières, en production et en exploration, ceux-ci s'élèvent à 184 946 543 USD. Le tableau en annexe, établi par la DGI, indique que la DGI a perçu 196 599 652 USD. Le taux de déclaration de la DGI à l'ITIE couvre 94,07% de l'ensemble des recettes perçues par la DGI du secteur minier.

## 8.1. Tableaux des écarts positifs, supérieur ou égal à USD 100 000, par Régie financière (+ Entreprises Publiques) et par type de flux

NIF	Raison Sociale	REGIES	FLUX	SOCIETES	ETAT	ECART
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	DGI	IPR	4 187 676	3 885 167	302 509
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	DGI	IM	381 849	236 184	145 665
A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	DGI	ICAI	7 338 544	5 536 859	1 801 684
	<b>Sous-Total DGI</b>			<b>11 908 068</b>	<b>9 658 210</b>	<b>2 249 858</b>
A0700357X	SOCIETE DE TRAITEMENT DE TERRIL DE LUBUMBASHI	DGDA	DDI	505 764	0	505 764
A0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	DGDA	DDI	4 579 068	3 554 167	1 024 901
A0811093S	GOLDEN AFRICAN RESOURCES SPRL	DGDA	DDI	140 271	3 667	136 604
	<b>Sous-Total DGDA</b>			<b>5 225 103</b>	<b>3 557 833</b>	<b>1 667 269</b>
A0704867Z	MUTANDA MINING	DGRAD	Redevance Minière	3 620 402	2 645 536	974 866

Suite du tableau à la page 70

Suite du tableau de la page 69

**8.1. Tableaux des écarts positifs, supérieur ou égal à USD 100 000, par Régie financière (+ Entreprises Publiques) et par type de flux**

NIF	Raison Sociale	REGIES	FLUX	SOCIETES	ETAT	ECART
A0712822W	CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING	DGRAD	Redevance Minière	1 670 105	1 563 814	106 291
A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	DGRAD	Redevance Minière	29 003 610	26 951 568	2 052 042
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	DGRAD	Pénalités	2 757 270	2 382 294	374 976
A0701147F	GECAMINES	DGRAD	Pénalités	1 655 842	0	1 655 842
A0701147F	GECAMINES	DGRAD	Dividendes	431 718	27 146	404 572
	<b>S/Total DGRAD</b>			<b>39 138 947</b>	<b>33 570 358</b>	<b>5 568 589</b>
A0802327P	Société d'Exploitation de la Cassitérite au Katanga	GECAMINES	PAS-DE-PORTE	3 000 000	2 000 000	1 000 000
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	GECAMINES	ROYALTIES	7 712 791	7 200 000	512 790
	<b>S/total GECAMINES</b>			<b>10 712 791</b>	<b>9 200 000</b>	<b>1 512 790</b>
<b>Total général</b>				<b>66 984 909</b>	<b>55 986 401</b>	<b>10 998 506</b>

**Note :** *Tout au long des travaux de rapprochement, nous avons consulté en permanence les parties pour tenter de résoudre les écarts. Dans plusieurs cas un consensus se dégagait sur certaines divergences qui se réglait sur base des preuves complémentaires présentées les uns et les autres. Les écarts qui subsistent dans ce tableau n'ont pu être résolus soit les réponses n'ont pas été transmises et/ou les éléments de réponse sont arrivés en retard mais indiqués dans les commentaires sur l'écart y afférent.*

**8.1.1. Notes explicatives des écarts – positifs, ≥ 100.000 Usd pour les flux DGI pour les entreprises reprises ci-dessous :**

ENTREPRISE	FLUX	Montant	Supports des Ecart
1. RUASHI MINING SPRL	IPR	<b>302 509</b>	Récépissés n° 43421, 46096 déclarés par RM, non retracés dans les déclarations de la DGI.+
	IM	<b>145 665</b>	Récépissé n°1957 non retracé dans les déclarations de la DGI.
2. TENKE FUNGURUME (TFM).	ICAI	<b>1 801 684</b>	ICA 1 799 787 USD payé par TFM le 15 Janvier 2010 à Fungurume non retracé à la DGE Kinshasa. Paiement à vérifier auprès de CDI Katanga.

**8.1.2. Notes explicatives des écarts – positifs ≥ 100.000 usd pour les flux dgda pour les entreprises reprises ci-dessous :**

ENTREPRISE	FLUX	Montant	Supports des Ecart
1. SOCIETE DE TRAITEMENT DE TERRIL DE LUBUMBASHI	Droits, Taxes et Redevances à l'Importation	<b>505 764</b>	Perceptions non transmises par la DGDA. Elle a plutôt transmis les perceptions reçues de la société « GROUPEMENT POUR LE TRAITEMENT DU TE ».

Suite de la Note à la page 71

Suite de la Note de la page 70

**8.1.2. Notes explicatives des écarts – positifs  $\geq$  100.000 usd pour les flux dgda pour les entreprises reprises ci-dessous :**

ENTREPRISE	FLUX	Montant	Supports des Ecart
2 ANVIL MINING COMPANY KATANGA	Droits, Taxes et Redevances à l'Importation	<b>1 024 901</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>15 quittances déclarées par l'AMCK et la DGDA présentent un écart négatif de 9.534.560 CDF (10.512,69 \$).</li> <li>257 quittances déclarées par AMCK non retracées à la DGDA représentant un montant total de 1.536.424.604,68 CDF (1.694.042,46 \$)</li> <li>107 quittances déclarées par la DGDA non retracées par AMCK représentant un montant total de 1.026.980.709 CDF (1.132.336,09 \$).</li> </ul>
3 GOLDEN AFRICAN RESOURCES SPRL	Droits, Taxes et Redevances à l'Importation	<b>136 604</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>7 quittances déclarées par GOLDEN non retracées à la DGDA représentant un montant total de 127.219.726 CDF (140.271 \$)</li> <li>23 quittances déclarées par la DGDA non retracées par GOLDEN représentant un montant total de 3.325.737 CDF (3.667 \$).</li> </ul>

**8.1.3. Notes explicatives des écarts – positifs  $\geq$  100.000 pour les flux dgrad pour les entreprises reprises ci-dessous :**

ENTREPRISE	FLUX	Montant	Supports des Ecart
1. MUTANDA MINING (MUMI)	REDEVANCE MINIERE	<b>974 866</b>	62 Notes de Perception déclarées payées par MUMI mais non enregistrées comme recettes à la DGRAD, en cours d'investigation.
2 CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING	Droits Superficiaires Annuels /carré	<b>106 291</b>	Notes de perception n°1954479, 1965594, 1938900, 2133899, 2330817, 2362264, 2325569, 1953123, 1947198, 2347198, 637915, 2330071, 2320632, 2350691 déclarées par CONGO DONFGANG non reprises dans les déclarations de la DGRAD.
3 TENKE FUNGURUME (TFM).	REDEVANCE MINIERE	<b>2 052 042</b>	79 Notes de perception déclarées payées par TFM n'ont pas été retracées dans les déclarations de la DGRAD, par contre 7 Notes de perception déclarées payées par DGRAD n'ont pu être retracées dans les déclarations de TFM.
4 KAMOTO COOPER COMPANY (KCC)	PENALITES	<b>374 976</b>	Note de Perception numéro 2655255 de USD 367 718,88 déclarée avoir été payée par KCC non déclarée en recette par la DGRAD.
5 GECAMINES	PENALITES	<b>1 655 842</b>	BON A PAYER numéros 045, 003, 013, 046, 006, 031 et 024 totalisant le montant des pénalités payées par la GCM mais non déclarées par la DGRAD.
	DIVIDENDES	<b>404 572</b>	Note de Perception n°E0955287, E063380, E195816, E321152, E321190, E326176, E255051, E255080 non reprises dans les déclarations de la DGRAD.

## 8.2. Tableaux des écarts négatifs, supérieur ou égal à USD 100 000, par Régie financière (+ Entreprises Publiques) et par type de flux

NIF	Raison Sociale	REGIES	FLUX	SOCIETES	ETAT	ECART
A0905972C	BOSS MINING	DGI	ICAI	272 780	387 103	114 323
A0906511N	COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA	DGI	IPR	0	677 043	677 043
A0905460W	FRONTIER SPRL	DGI	IBP	0	71 538 111	71 538 111
A0905460W	FRONTIER SPRL	DGI	IPR	0	4 623 861	4 623 861
A0905460W	FRONTIER SPRL	DGI	ICAI	0	361 881	361 881
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	DGI	AMR B	155 606	259 561	103 954
	<b>S/Total DGI</b>			<b>428 387</b>	<b>77 847 560</b>	<b>77 419 173</b>
A0905972C	BOSS MINING	DGDA	DDI	2 312 035	5 015 629	2 703 594
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	DGDA	DDI	1 968 538	3 330 905	1 362 367
A0811710N	CONGO LOYAL WILL MINING	DGDA	DDI	661 331	919 780	258 450
A0814445L	GROUPE BAZANO SPRL	DGDA	DDI	1 874 484	2 608 480	733 996
A0704867Z	MUTANDA MINING	DGDA	DDI	10 978 225	11 390 360	412 134
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	DGDA	DDI	827 647	4 612 639	3 784 992
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	DGDA	DDI	11 276 430	18 527 469	7 251 039
A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	DGDA	DDI	321 495	1 820 669	1 499 174
A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	DGDA	DDI	6 960 618	15 504 058	8 543 441
	<b>S/Total DGDA</b>			<b>37 180 803</b>	<b>63 729 990</b>	<b>26 549 187</b>
A0905972C	BOSS MINING	DGRAD	Redevance Minière	10 824 089	10 972 257	148 168
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	DGRAD	Redevance Minière	2 828 910	3 467 309	638 399
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	DGRAD	Pénalités	0	827 457	827 457
A0906511N	COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA	DGRAD	Droits superficiels annuels par carré	0	346 168	346 168
A0811710N	CONGO LOYAL WILL MINING	DGRAD	Redevance Minière	435 616	553 254	117 637
A0906442N	FEZA MINING	DGRAD	Redevance Minière	547 515	650 054	102 539
A0701147F	GECAMINES	DGRAD	Redevance Minière	234 699	2 545 092	2 310 393
A0814445L	GROUPE BAZANO SPRL	DGRAD	Redevance Minière	1 109 645	1 460 169	350 525
A0814445L	GROUPE BAZANO SPRL	DGRAD	Pénalités	1 011 398	1 263 257	251 860
A0704867Z	MUTANDA MINING	DGRAD	Pénalités	2 819 318	3 219 819	400 501
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	DGRAD	Redevance Minière	6 555 068	7 060 204	505 136
A0814806D	RUBAMIN SPRL	DGRAD	Pénalités	0	140 000	140 000
A0905363Q	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	DGRAD	Droits superficiels annuels par carré	114 008	263 778	149 770

Suite du Tableau à la page 73

Suite du Tableau de la page 72

### 8.1.4. Notes explicatives des écarts – positifs $\geq$ 100.000 pour les flux Gécamines pour l'entreprise reprise ci-dessous :

NIF	Raison Sociale	REGIES	FLUX	SOCIETES	ETAT	ECART
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	DGRAD	Redevance Minière	6 869 312	8 699 878	1 830 565
A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	DGRAD	Redevance Minière	2 665 490	3 416 915	751 425
A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	DGRAD	Pénalités	244 815	612 036	367 221
	<b>S/Total DGRAD</b>			<b>36 259 882</b>	<b>45 497 646</b>	<b>9 237 765</b>
A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	GECAMINES	PAS-DE-PORTE	0	750 000	750 000
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	GECAMINES	PAS-DE-PORTE	0	1 000 000	1 000 000
	<b>S/Total GECAMINES</b>			<b>0</b>	<b>1 750 000</b>	<b>1 750 000</b>
<b>Total général</b>				<b>73 869 071</b>	<b>188 825 196</b>	<b>114 956 125</b>

### 8.2.1. Notes explicatives des écarts – négatifs $\geq$ 100.000 pour les flux dgi pour les entreprises reprises ci-dessous :

ENTREPRISE	FLUX	Montant	Supports des Ecart
1. BOSS MINING	ICAI	<b>114 323</b>	Quittance n°29015 du 10/08/2010 de USD 114 323,00 déclarée comme recette par la DGI mais non déclarée comme paiement par BOSS MINING. Résultat d'analyse attendu.
2. COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA	IPR	<b>677 043</b>	Déclaration unilatérale sans contre partie.
3. FRONTIER SPRL	IBP	<b>677 043</b>	Déclaration unilatérale sans contre partie.
	IPR	<b>71 538 111</b>	Déclaration unilatérale sans contre partie.
	ICAI	<b>4 623 861</b>	Déclaration unilatérale sans contre partie.
4. RUASHI MINING SPRL	AMR B	<b>103 954</b>	L'écart du aux erreurs de saisie des données déclarées en milliers lieu et place de million en CDF.

### 8.2.2. Notes explicatives des écarts – négatifs $\geq$ 100.000 pour les flux dgda pour les entreprises reprises ci-dessous :

ENTREPRISE	FLUX	Montant	Supports des Ecart
1. BOSS MINING	Droits, Taxes et Redevances à l'Importation	<b>2 703 594</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>26 quittances déclarées par BOSS MINING et la DGDA présentent un écart positif de 32.775 CDF (400 \$).</li> <li>65 quittances déclarées par BOSS MINING non retracées à la DGDA représentant un montant total de 99.092.120 CDF (109.258 \$)</li> <li>479 quittances déclarées par la DGDA non retracées par BOSS MINING représentant un montant total de 2.551.499.993 CDF (2.813.252 \$).</li> </ul>

Suite de la note à la page 74

Suite de la note de la page 73

**8.2.2. Notes explicatives des écarts – négatifs  $\geq$  100.000 pour les flux dgda pour les entreprises reprises ci-dessous :**

ENTREPRISE	FLUX	Montant	Supports des Ecarts
2. CHEMICAL OF AFRICA	Droits, Taxes et Redevances à l'Importation	<b>1 362 367</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>89 quittances déclarées par CHEMAF et la DGDA présentent un écart positif de 181.968.965 CDF (200.637 \$).</li> <li>129 quittances déclarées par CHEMAF non retracées à la DGDA représentant un montant total de 152.441.109 CDF (168.080 \$)</li> <li>565 quittances déclarées par la DGDA non retracées par CHEMAF représentant un montant total de 1.426.869.102 CDF (1.573.248 \$).</li> </ul>
3. CONGO LOYAL WILL MINING	Droits, Taxes et Redevances à l'Importation	<b>258 450</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>23 quittances déclarées par CLWM et la DGDA présentent un écart positif de 27.991 CDF (31 \$).</li> <li>38 quittances déclarées par CLWM non retracées à la DGDA représentant un montant total de 25.476.615 CDF (28.090 \$)</li> <li>316 quittances déclarées par la DGDA non retracées par CLWM représentant un montant total de 261.242.918 CDF (288.043 \$).</li> </ul>
4. GROUPE BAZANO SPRL	Droits, Taxes et Redevances à l'Importation	<b>733 996</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>9 quittances déclarées par GB et la DGDA présentent un écart positif de 1.413.515 CDF (1.559 \$).</li> <li>14 quittances déclarées par GB non retracées à la DGDA représentant un montant total de 49.390.699 CDF (54.458 \$)</li> <li>37 quittances déclarées par la DGDA non retracées par GB représentant un montant total de 752.862.938 CDF (830.097 \$).</li> </ul>
5. MUTANDA MINING	Droits, Taxes et Redevances à l'Importation	<b>412 134</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>40 quittances déclarées par MUMI et la DGDA présentent un écart positif de 15.128.907 CDF (16.681 \$).</li> <li>19 quittances déclarées par MUMI non retracées à la DGDA représentant un montant total de 71.466.696 CDF (78.798 \$)</li> <li>364 quittances déclarées par la DGDA non retracées par MUMI représentant un montant total de 452.770.660 CDF (499.219 \$).</li> </ul>
6. RUASHI MINING SPRL	Droits, Taxes et Redevances à l'Importation	<b>3 784 992</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'écart s'explique par les quittances déclarées par la DGDA pour un montant total de 3.784.992 USD.</li> </ul>
7. SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	Droits, Taxes et Redevances à l'Importation	<b>7.251.039</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>23 quittances déclarées par KCC et la DGDA présentent un écart positif de 245.502.449 CDF (270.688 \$).</li> <li>274 quittances déclarées par KCC non retracées à la DGDA représentant un montant total de 4.962.867.181 CDF (5.471.995 \$)</li> <li>1.543 quittances déclarées par la DGDA non retracées par KCC représentant un montant total de 11.725.988.458 CDF (12.928.929 \$).</li> </ul>

Suite de la note à la page 75

Suite de la note de la page 74

**8.2.2. Notes explicatives des écarts – négatifs ≥ 100.000 pour les flux dgda pour les entreprises reprises ci-dessous :**

ENTREPRISE	FLUX	Montant	Supports des Ecart
8. SOCIETE MINIERE DU KATANGA	Droits, Taxes et Redevances à l'Importation	<b>1.499.174</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>2 quittances déclarées par SOMIKA et la DGDA présentent un écart positif de 543.557 CDF (599 \$).</li> <li>1.014 quittances déclarées par la DGDA non retracées par SOMIKA représentant un montant total de 1.360.230.894 CDF (1.499.774 \$).</li> </ul>
9. TENKE FUNGURUME MINING	Droits, Taxes et Redevances à l'Importation	<b>8 543 441</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>2.669 quittances déclarées par TFM et la DGDA présentent un écart négatif de 2.298.558.169 CDF (2.424.103 \$).</li> <li>34 quittances déclarées par TFM non retracées à la DGDA représentant un montant total de 261.829.294 CDF (288.690 \$)</li> <li>2.220 quittances déclarées par la DGDA non retracées par TFM représentant un montant total de 5.811.601.482 CDF (6.407.799 \$).</li> </ul>

**8.2.3. Notes explicatives des écarts – négatifs ≥ 100.000 pour les flux dgrad pour les entreprises reprises ci-dessous :**

ENTREPRISE	FLUX	Montant USD	Supports des Ecart
1. BOSS MINING	REDEVANCE MINIERE	<b>148 168</b>	Notes de Perception déclarées comme recettes par la DGRAD mais n'ont encore retracées dans les déclarations de Boss Mining.
2. CHEMICAL OF AFRICA (CHEMAF).	REDEVANCE MINIERE	<b>638 399</b>	Notes de Perception de recettes perçues par la DGRAD, qui représente cet écart, n'ont pas été déclarées ni réconciliées par CHEMAF.
	PENALITES	<b>827 457</b>	4 montants de USD 208 864,18 ont été confirmés par la DGRAD sans référence aucune et qui n'ont pas été déclarés par CHEMAF.
3. CONGO LOYAL WILL MINING	REDEVANCE MINIERE	<b>117 637</b>	17 Notes de Perception non déclarées par CONGO LOYAL WILL MINING, détail y relatif sur la fiche de rapprochement.
4. FEZA MINING	REDEVANCE MINIERE	<b>102 539</b>	Ecart du à 7 notes de perception de FEZA MINING non retracées à la DGRAD ; 44 notes déclarées par la DGRAD non retracées dans les déclarations de FEZA MINING.
5. GECAMINES	REDEVANCE MINIERE	<b>2 310 393</b>	La GCM confirme son paiement de USD 234 698,97 et maintient comme telle sa position sur base des preuves transmises à KPMG. La DGRAD qui a confirmé un montant plus élevé, non reconnu par le contribuable, devrait s'asseoir avec la GCM pour réconcilier leurs données.
6. GROUPE BAZANO SPRL	REDEVANCE MINIERE	<b>350 525</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Note de Perception n°2346164 du 27/05/2010 déclarée comme recette par la DGRAD et non déclarée comme paiement par le GROUPE BAZANO, résultat de réconciliation attendu.</li> </ul>

Suite de la note à la page 76

Suite de la note de la page 75

### 8.2.3. Notes explicatives des écarts – négatifs $\geq$ 100.000 pour les flux dgrad pour les entreprises reprises ci-dessous :

	ENTREPRISE	FLUX	Montant USD	Supports des Ecarts
6.	GROUPE BAZANO SPRL	PENALITES	<b>251 860</b>	NP sans référence de USD 151 115,73 et NP n°2350006 de USD 100 743,80, toutes les 2 non déclarées par GROUPE BAZANO
7.	MUTANDA MINING (MUMI).	PENALITES	<b>400 501</b>	Note de Perception n° 2350024 représente l'écart déclaré par la DGRAD comme perçu de MUMI. Cette dernière n'a pas déclaré ce montant parce que cette NP est inexistante dans ses déclarations.
8.	RUASHI MINING	PAS – DE - PORTE	<b>505 136</b>	Ruashi Mining ne reconnaît pas avoir payé de « pas – de – porte » à la GCM, courriel reçu de Jolivet le 11 Septembre 2012. Donc, l'écart demeure non réconciliable.
9.	RUBAMIN SPRL	PENALITES	<b>140 000</b>	Notes de Perception n° 2346182 de USD 35 000 et n° 2346183 de USD 63 000 et le montant de USD 42 000 sans référence de note de perception déclarées comme recettes par la DGRAD (pénalités) mais non déclarées comme paiements par RUBAMIN.
10.	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO (SODIMICO)	DROITS SUPERFICIAIRES ANNUELS/CARRE	<b>149 770</b>	Note de Perception n°W 000000 du 30/09/2010 de USD 108 717,92 déclarée comme recette par la DGRAD mais inexistante sur les déclarations de la SODIMICO.
11.	SOCIETE KAMOTO COPPER COMPANY (KCC)	REDEVANCE MINIERE	<b>1 830 565</b>	144 Notes de perception déclarées comme recettes par la DGRAD mais non reprises dans les déclarations de KCC.
12.	SOCIETE MINIERE DU KATANGA (SMK).	REDEVANCE MINIERE	<b>751 425</b>	56 Notes de Perception que la DGRAD affirme avoir perçu les montants de la SMK mais non reconnues par cette dernière. Réconciliation à poursuivre entre les 2 parties.
		PENALITES	<b>367 221</b>	Note de Perception n°2325105 de USD 220 333,10 recette déclarée par la DGRAD mais non déclarées par SMK.
13.	RUASHI MINING	REDEVANCE MINIERE	<b>505 136</b>	45 Notes de perception non retracées dans les déclarations de RM pourtant déclarées par la DGRAD comme recettes perçues.
14.	SOCIETE MINIERE DU KATANGA (SMK).	REDEVANCE MINIERE	<b>751 425</b>	56 Notes de Perception que la DGRAD affirme avoir perçu les montants de la SMK mais non reconnues par cette dernière. Réconciliation à poursuivre entre les 2 parties.
		PENALITES	<b>367 221</b>	Note de Perception n°2325105 de USD 220 333,10 recette déclarée par la DGRAD mais non déclarées par SMK.

#### 8.2.4. Notes explicatives des écarts – négatifs $\geq 100.000$ pour les flux Gécamines pour les entreprises reprises ci-dessous :

	ENTREPRISE	FLUX	Montant USD	Supports des Ecart
1.	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA (CMSK)	PAS – DE - PORTE	<b>750 000,00</b>	Pas – de – porte confirmé perçu par la GCM mais non déclaré comme paiement par la CMSK. Non réconcilié parce que réponse non reçue de la CMSK pour clarification.
2.	RUASHI MINING SPRL	PAS – DE – PORTE.	<b>1 000 000,00</b>	GCM a confirmé avoir perçu de KCC 20 000 000 USD au titre de " Pas – de – porte". Au 05 Novembre 2012, KCC confirme avoir payé à la GCM de « pas – de – porte » pour un montant total de USD 7 000 000, ce qui crée un ECART DEFINITIF de USD 13 000 000 du montant de « pas – de – porte » non réconcilié et perçu en trop par la GCM.

○ ————— ○





République Démocratique du Congo

# ANNEXES

---

**RAPPORT ITIE-RDC**

**2010**

---

Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises pétrolières

Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
			000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
			CHEVRON ODS LIMITED	DGI	IBP	0	9 661 908	0	9 661 908	0
CHEVRON ODS LIMITED	DGI	IPR	334 511	0	334 511	0	0	0	0	0
CHEVRON ODS LIMITED	DGI	AMR A	63 942	115 539	63 942	115 540	0	0	0	1
CHEVRON ODS LIMITED	DGI	AMR B	13 313	39 229	13 313	39 231	0	0	0	2
CHEVRON ODS LIMITED	DGRAD	Taxe de statistique	0	657 551	0	657 551	0	0	0	0
CHEVRON ODS LIMITED	DGRAD	Marges distribuables	0	17 019 211	0	17 019 181	0	30	0	0
CHEVRON ODS LIMITED	DGRAD	Participation	0	5 105 763	0	5 105 763	0	0	0	0
<b>Total CHEVRON ODS LIMITED</b>			<b>411 766</b>	<b>32 599 202</b>	<b>411 766</b>	<b>32 599 174</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
DIVINE INSPIRATION GROUP OIL	DGI		0	0	0	0	0	0	0	0
DIVINE INSPIRATION GROUP OIL	DGRAD		0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total DIVINE INSPIRATION GROUP OIL</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Energulf Africa Ltd	DGI	IPR	0	6 035	0	6 035	0	0	0	0
Energulf Africa Ltd	DGI	AMR A	473	0	473	0	0	0	0	0
Energulf Africa Ltd	DGI	AMR B	473	0	473	0	0	0	0	0
Energulf Africa Ltd	DGRAD	Redevances superficielles sur permis d'exploration	0	1 013	0	0	0	1 013	0	0
<b>Total Energulf Africa Ltd</b>			<b>947</b>	<b>7 048</b>	<b>947</b>	<b>6 035</b>	<b>0</b>	<b>1 013</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY	DGI	IBP	0	31 233 790	0	31 233 719	0	71	0	0
MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY	DGI	IPR	737 808	0	726 249	0	11 559	0	0	0
MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY	DGI	AMR A	2 781	326 015	2 781	326 015	0	0	0	0
MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY	DGI	AMR B	2 781	84 522	2 781	84 487	0	35	0	0
MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY	DGRAD	Taxe de statistique	0	1 952 065	0	1 952 065	0	0	0	0
MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY	DGRAD	Marges distribuables	0	60 859 832	0	56 466 392	0	0	0	0
MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY	DGRAD	Participation	0	18 214 914	0	14 406 473	0	0	0	0
<b>Total MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY</b>			<b>743 369</b>	<b>112 671 138</b>	<b>731 811</b>	<b>104 469 152</b>	<b>11 559</b>	<b>106</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Suite du tableau à la page 81

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises pétrolières

Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
			000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
Nessergy Congo Sprl	DGI	IPR	4 654	0	0	0	4 654	5 131	0	0
Nessergy Congo Sprl	DGRAD		0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Nessergy Congo Sprl</b>			<b>4 654</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 654</b>	<b>5 131</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
OIL OF DR CONGO (Foxwhelp Congo sprl + CAPRIKAT DRC)	DGI		0	0	0	0	0	0	0	0
OIL OF DR CONGO (Foxwhelp Congo sprl + CAPRIKAT DRC)	DGRAD	Bonus de permis d'exploitation	0	2 501 998	0	0	0	1 998	0	0
OIL OF DR CONGO (Foxwhelp Congo sprl + CAPRIKAT DRC)	DGRAD	Bonus signature initiale	0	6 000 000	0	0	6 000 000	0	0	0
<b>Total OIL OF DR CONGO (Foxwhelp Congo sprl + CAPRIKAT DRC)</b>			<b>0</b>	<b>8 501 998</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 000 000</b>	<b>1 998</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
RECHERCHE EXPLOITATION PETROLIERE	DGI	IBP	0	24 157 113	0	0	24 157 113	0	0	0
RECHERCHE EXPLOITATION PETROLIERE	DGI	IPR	995 885	0	995 885	0	0	0	0	0
RECHERCHE EXPLOITATION PETROLIERE	DGI	AMR A	723	273 134	723	0	271 683	1 452	0	0
RECHERCHE EXPLOITATION PETROLIERE	DGI	AMR B	723	74 735	723	0	74 700	35	0	0
RECHERCHE EXPLOITATION PETROLIERE	DGRAD	Royalties	0	17 337 821	0	0	15 922 133	1 415 687	0	0
RECHERCHE EXPLOITATION PETROLIERE	DGRAD	Dividendes	0	3 910 330	0	0	3 910 330	0	0	0
<b>Total RECHERCHE EXPLOITATION PETROLIERE</b>			<b>997 330</b>	<b>45 753 133</b>	<b>997 330</b>	<b>0</b>	<b>44 335 959</b>	<b>1 417 174</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
SOCIETE LIREX	DGI	IBP	0	26 616 493	0	0	26 616 427	66	0	0
SOCIETE LIREX	DGI	AMR A	45	183 487	45	0	182 511	975	0	0
SOCIETE LIREX	DGI	AMR B	45	47 571	45	0	47 541	30	0	0
SOCIETE LIREX	DGRAD	Royalties	0	14 451 082	0	0	14 451 081	34	0	0
SOCIETE LIREX	DGRAD	Dividendes	0	4 984 812	0	0	4 984 812	0	0	0
<b>Total SOCIETE LIREX</b>			<b>90</b>	<b>46 283 444</b>	<b>90</b>	<b>0</b>	<b>46 282 372</b>	<b>1 105</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Suite du tableau à la page 82

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises pétrolières

Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
			000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
SOCO EXPLORATION & PRODUCTION DRC	DGI	IPR	0	2 863	0	4 457	0	0	0	1 594
SOCO EXPLORATION & PRODUCTION DRC	DGRAD	Bonus signature initiale	0	499 975	0	0	0	0	0	0
SOCO EXPLORATION & PRODUCTION DRC	DGRAD	Redevances superficielle sur permis d'exploration	0	1 656	0	1 656	0	0	0	0
<b>Total SOCO EXPLORATION &amp; PRODUCTION DRC</b>			<b>90</b>	<b>46 283 444</b>	<b>90</b>	<b>46 282 372</b>	<b>0</b>	<b>1 105</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
SOCO EXPLORATION & PRODUCTION DRC	DGI	IPR	0	2 863	0	4 457	0	0	0	1 594
SOCO EXPLORATION & PRODUCTION DRC	DGRAD	Bonus signature initiale	0	499 975	0	0	0	0	0	0
SOCO EXPLORATION & PRODUCTION DRC	DGRAD	Redevances superficielle sur permis d'exploration	0	1 656	0	1 656	0	0	0	0
<b>Total SOCO EXPLORATION &amp; PRODUCTION DRC</b>			<b>0</b>	<b>504 494</b>	<b>0</b>	<b>6 113</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 594</b>
SURESTREAM PETROLEUM RDC SARL	DGI	IPR	117 538	0	117 538	0	0	0	0	0
SURESTREAM PETROLEUM RDC SARL	DGI	AMR A	29 205	0	29 205	0	0	0	0	0
SURESTREAM PETROLEUM RDC SARL	DGI	AMR B	11 932	0	11 932	0	0	0	0	0
SURESTREAM PETROLEUM RDC SARL	DGRAD	Redevances superficielle sur permis d'exploration	7 305	0	7 305	0	0	0	0	0
<b>Total SURESTREAM PETROLEUM RDC SARL</b>			<b>165 981</b>	<b>0</b>	<b>165 981</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
TEIKOKU OIL (DRC) CO., LTD.	DGI	IBP	0	21 939 891	0	21 939 891	0	0	0	0
TEIKOKU OIL (DRC) CO., LTD.	DGI	AMR A	0	210 475	0	210 475	0	0	0	0
TEIKOKU OIL (DRC) CO., LTD.	DGI	AMR B	0	54 567	0	54 568	0	0	0	1
TEIKOKU OIL (DRC) CO., LTD.	DGRAD	Taxe de statistique	0	1 377 814	0	1 377 814	0	0	0	0
TEIKOKU OIL (DRC) CO., LTD.	DGRAD	Marges distribuables	0	43 286 445	0	43 286 445	0	0	0	0
TEIKOKU OIL (DRC) CO., LTD.	DGRAD	Participation	0	12 985 933	0	12 985 933	0	0	0	0
<b>Total TEIKOKU OIL (DRC) CO., LTD.</b>			<b>0</b>	<b>79 855 125</b>	<b>0</b>	<b>79 855 126</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>Total général</b>			<b>2 324 137</b>	<b>326 175 582</b>	<b>2 307 925</b>	<b>313 553 931</b>	<b>16 213</b>	<b>1 426 557</b>	<b>0</b>	<b>1 597</b>

Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises Minières en Production

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	01	DGI	01	IBP	0	39 937	0	39 937	0	0
A0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	01	DGI	02	IPR	442 960	2 040 312	442 960	2 040 633	0	0
A0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	01	DGI	04	ICAI	0	917 122	0	942 982	0	0
A0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	01	DGI	05	IM	0	631 952	0	578 335	0	53 617
A0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	01	DGI	06	AMR A	0	791 368	725 325	0	0	791 368
A0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	01	DGI	07	AMR B	0	71 943	65 939	0	0	71 943
A0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	02	DGDA	01	DDI	4 153 020	0	7 211 302	0	0	0
A0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	17 888	0	2 599	0	15 290
A0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	1 003 670	0	1 049 689	0	0
A0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	03	DGRAD	04	Pénalités	0	1 000 991	0	1 000 995	0	0
A0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	04	GECAMINES	01	PAS-DE-PORTE	0	5 000 000	0	5 000 000	0	0
	<b>Total ANVIL MINING COMPANY KATANGA</b>					<b>4 595 980</b>	<b>11 515 183</b>	<b>8 445 525</b>	<b>10 655 170</b>	<b>0</b>	<b>932 217</b>
A0700172W	ANVIL MINING Congo	01	DGI	01	IBP	906	3 509	3 173	1 009	0	9 000
A0700172W	ANVIL MINING Congo	01	DGI	02	IPR	572 849	0	572 849	0	0	0
A0700172W	ANVIL MINING Congo	01	DGI	04	ICAI	25 385	0	25 385	0	0	0
A0700172W	ANVIL MINING Congo	01	DGI	06	AMR A	0	149 703	0	149 703	0	0
A0700172W	ANVIL MINING Congo	01	DGI	07	AMR B	0	0	4 337	0	0	0
A0700172W	ANVIL MINING Congo	02	DGDA	01	DDI	110 210	0	32 988	0	77 222	0
A0700172W	ANVIL MINING Congo	03	DGRAD	00		0	0	0	0	0	0
	<b>Total ANVIL MINING Congo</b>					<b>709 351</b>	<b>153 212</b>	<b>638 732</b>	<b>150 712</b>	<b>77 222</b>	<b>9 000</b>
A0905972C	BOSS MINING	01	DGI	01	IBP	0	465 936	0	465 939	0	0
A0905972C	BOSS MINING	01	DGI	02	IPR	264 608	4 499 040	264 608	4 497 675	0	1 365
A0905972C	BOSS MINING	01	DGI	04	ICAI	0	272 780	0	387 103	0	0
A0905972C	BOSS MINING	01	DGI	05	IM	0	465 835	0	465 835	0	0
A0905972C	BOSS MINING	01	DGI	06	AMR A	906 219	0	926 224	0	0	0
A0905972C	BOSS MINING	01	DGI	07	AMR B	715 199	0	715 199	0	0	0

Suite du tableau à la page 84

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises Minières en Production

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0905972C	BOSS MINING	02	DGDA	01	DDI	0	0	2 964 576	0	0	0
A0905972C	BOSS MINING	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	254 015	0	254 015	0	0
A0905972C	BOSS MINING	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	10 824 089	0	10 972 257	0	0
A0905972C	BOSS MINING	03	DGRAD	04	Pénalités	13 595	4 068 739	0	4 024 935	13 595	43 804
A0905972C	BOSS MINING	04	GECAMINES	02	ROYALTIES	0	3 881 559	0	3 881 502	0	57
	<b>Total BOSS MINING</b>					<b>1 899 620</b>	<b>24 731 994</b>	<b>4 870 607</b>	<b>24 949 263</b>	<b>13 595</b>	<b>45 226</b>
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	01	DGI	01	IBP	0	74 247	0	74 247	0	0
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	01	DGI	02	IPR	0	982 525	0	1 056 547	0	0
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	01	DGI	04	ICAI	0	570 120	0	600 668	0	0
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	01	DGI	06	AMR A	0	968 328	0	916 606	0	51 722
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	01	DGI	07	AMR B	81 696	299 675	81 696	299 725	0	0
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	02	DGDA	01	DDI	1 785 381	0	1 841 991	0	0	0
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	0	0	68 705	0	0
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	2 828 910	0	3 467 309	0	0
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	03	DGRAD	04	Pénalités	0	0	0	827 457	0	0
A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA	04	GECAMINES	01	PAS-DE-PORTE	0	1 000 000	0	1 000 000	0	0
	<b>Total CHEMICAL OF AFRICA</b>					<b>1 867 077</b>	<b>6 723 805</b>	<b>1 923 687</b>	<b>8 311 264</b>	<b>0</b>	<b>51 722</b>
A0906511N	COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA	01	DGI	01	IBP	0	0	14 584	16 080	0	0
A0906511N	COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA	01	DGI	02	IPR	0	0	614 049	677 043	0	0
A0906511N	COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA	01	DGI	04	ICAI	0	0	32 238	35 545	0	0
A0906511N	COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA	02	DGDA	01	DDI	0	0	0	0	0	0
A0906511N	COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	0	0	346 168	0	0
	<b>Total COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA</b>					<b>0</b>	<b>0</b>	<b>660 871</b>	<b>1 074 837</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Suite du tableau à la page 85

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises Minières en Production

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	01	DGI	01	IBP	0	17 977	0	17 977	0	0
A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	01	DGI	02	IPR	0	413 623	0	413 623	0	0
A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	01	DGI	05	IM	0	261 374	0	261 374	0	0
A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	01	DGI	06	AMR A	196 532	73 901	196 532	73 901	0	0
A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	01	DGI	07	AMR B	92 149	27 713	92 149	27 713	0	0
A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	02	DGDA	01	DDI	492 898	0	227 841	0	265 057	0
A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	62 888	0	29 135	0	33 753
A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	1 985 775	0	1 951 907	0	33 868
A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	04	GECAMINES	01	PAS-DE-PORTE	0	0	0	750 000	0	0
A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	04	GECAMINES	02	ROYALTIES	0	835 182	0	776 413	0	58 769
	<b>Total COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA</b>					<b>781 579</b>	<b>3 678 433</b>	<b>516 522</b>	<b>4 302 043</b>	<b>265 057</b>	<b>126 390</b>
A0811710N	CONGO LOYAL WILL MINING	01	DGI	01	IBP	0	260 522	0	260 522	0	0
A0811710N	CONGO LOYAL WILL MINING	01	DGI	02	IPR	10 300	28 725	10 277	31 265	23	0
A0811710N	CONGO LOYAL WILL MINING	01	DGI	06	AMR A	20 581	0	91 698	0	0	0
A0811710N	CONGO LOYAL WILL MINING	02	DGDA	01	DDI	599 799	0	410 043	0	0	0
A0811710N	CONGO LOYAL WILL MINING	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	435 616	0	553 254	0	0
A0811710N	CONGO LOYAL WILL MINING	03	DGRAD	04	Pénalités	0	228 816	0	247 990	0	0
	<b>Total CONGO LOYAL WILL MINING</b>					<b>630 679</b>	<b>953 679</b>	<b>512 018</b>	<b>1 093 031</b>	<b>23</b>	<b>0</b>
A0906442N	FEZA MINING	01	DGI	01	IBP	0	5 891	0	16 838	0	0
A0906442N	FEZA MINING	01	DGI	02	IPR	0	64 570	0	38 371	0	26 199
A0906442N	FEZA MINING	01	DGI	06	AMR A	0	28 118	0	19 432	0	8 686
A0906442N	FEZA MINING	01	DGI	07	AMR B	0	6 453	0	10 388	0	0
A0906442N	FEZA MINING	02	DGDA	01	DDI	53 610	0	223 888	0	0	0

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises Minières en Production

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0906442N	FEZA MINING	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	0	0	1 203	0	0
A0906442N	FEZA MINING	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	547 515	0	650 054	0	0
A0906442N	FEZA MINING	03	DGRAD	04	Pénalités	0	0	0	99 020	0	0
	<b>Total FEZA MINING</b>					<b>53 610</b>	<b>652 547</b>	<b>223 888</b>	<b>835 306</b>	<b>0</b>	<b>34 885</b>
A0905460W	FRONTIER SPRL	01	DGI	01	IBP	0	0	64 882 026	71 538 111	0	0
A0905460W	FRONTIER SPRL	01	DGI	02	IPR	0	0	4 193 645	4 623 861	0	0
A0905460W	FRONTIER SPRL	01	DGI	04	ICAI	0	0	328 211	361 881	0	0
A0905460W	FRONTIER SPRL	02	DGDA	01	DDI	0	0	19 832	21 867	0	0
A0905460W	FRONTIER SPRL	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	0	0	12 677	0	0
	<b>Total FRONTIER SPRL</b>					<b>0</b>	<b>0</b>	<b>69 423 714</b>	<b>76 558 396</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
A0701147F	GECAMINES	01	DGI	01	IBP	535 015	0	535 015	0	0	0
A0701147F	GECAMINES	01	DGI	02	IPR	3 204 815	0	3 157 232	0	47 583	0
A0701147F	GECAMINES	01	DGI	04	ICAI	859 042	0	814 703	0	44 340	0
A0701147F	GECAMINES	01	DGI	07	AMR B	464 586	0	464 586	0	0	0
A0701147F	GECAMINES	02	DGDA	01	DDI	2 637 784	0	1 756 770	0	881 014	0
A0701147F	GECAMINES	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	2 079 692	7 909	2 097 523	0	0
A0701147F	GECAMINES	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	234 699	0	2 545 092	0	0
A0701147F	GECAMINES	03	DGRAD	04	Pénalités	0	1 655 842	0	0	0	1 655 842
A0701147F	GECAMINES	03	DGRAD	09	Dividendes	391 550	0	24 620	0	366 930	0
	<b>Total GECAMINES</b>					<b>8 092 793</b>	<b>3 970 233</b>	<b>6 760 834</b>	<b>4 642 616</b>	<b>1 339 867</b>	<b>1 655 842</b>

Suite du tableau à la page 87

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises Minières en Production

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0811093S	GOLDEN AFRICAN RESOURCES SPRL	01	DGI	01	IBP	0	2 269	0	4 070	0	0
A0811093S	GOLDEN AFRICAN RESOURCES SPRL	01	DGI	02	IPR	0	19 121	0	19 454	0	0
A0811093S	GOLDEN AFRICAN RESOURCES SPRL	01	DGI	04	ICAI	0	23 000	0	23 099	0	0
A0811093S	GOLDEN AFRICAN RESOURCES SPRL	01	DGI	06	AMR A	0	0	4 566	0	0	0
A0811093S	GOLDEN AFRICAN RESOURCES SPRL	02	DGDA	01	DDI	127 220	0	2 395	0	124 825	0
A0811093S	GOLDEN AFRICAN RESOURCES SPRL	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	88 560	0	108 028	0	0
	<b>Total GOLDEN AFRICAN RESOURCES SPRL</b>					<b>127 220</b>	<b>132 949</b>	<b>6 961</b>	<b>154 651</b>	<b>124 825</b>	<b>0</b>
A0814445L	GROUPE BAZANO SPRL	01	DGI	01	IBP	0	725 489	0	721 669	0	3 819
A0814445L	GROUPE BAZANO SPRL	01	DGI	02	IPR	0	1 099 258	0	1 098 274	0	984
A0814445L	GROUPE BAZANO SPRL	01	DGI	04	ICAI	0	2 881 882	0	2 928 656	0	0
A0814445L	GROUPE BAZANO SPRL	01	DGI	06	AMR A	0	1 140 613	0	1 142 476	0	0
A0814445L	GROUPE BAZANO SPRL	01	DGI	07	AMR B	0	450 478	0	451 272	0	0
A0814445L	GROUPE BAZANO SPRL	02	DGDA	01	DDI	1 748 319	0	4 649 008	0	0	0
A0814445L	GROUPE BAZANO SPRL	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	47 324	0	37 686	0	9 638
A0814445L	GROUPE BAZANO SPRL	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	1 109 645	0	1 460 169	0	0
A0814445L	GROUPE BAZANO SPRL	03	DGRAD	04	Pénalités	0	1 011 398	0	1 263 257	0	0
	<b>Total GROUPE BAZANO SPRL</b>					<b>1 748 319</b>	<b>8 466 086</b>	<b>4 649 008</b>	<b>9 103 458</b>	<b>0</b>	<b>14 442</b>
A1004150Y	KISANFU MINING SPRL	01	DGI	02	IPR	15 993	67 013	15 993	67 013	0	0
A1004150Y	KISANFU MINING SPRL	01	DGI	05	IM	2 001	4 440	2 001	4 440	0	0
A1004150Y	KISANFU MINING SPRL	02	DGDA	01	DDI	0	0	0	0	0	0
A1004150Y	KISANFU MINING SPRL	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	1 399	0	0	1 203	1 399	0
A1004150Y	KISANFU MINING SPRL	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	182 210	0	182 210	0	0
	<b>Total KISANFU MINING SPRL</b>					<b>19 394</b>	<b>253 662</b>	<b>17 995</b>	<b>254 866</b>	<b>1 399</b>	<b>0</b>

Suite du tableau à la page 88

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises Minières en Production

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0700201C	LA MINIERE DE BAKWANGA	01	DGI	01	IBP	0	0	0	0	0	0
A0700201C	LA MINIERE DE BAKWANGA	01	DGI	02	IPR	0	0	0	0	0	0
A0700201C	LA MINIERE DE BAKWANGA	01	DGI	04	ICAI	0	0	0	0	0	0
A0700201C	LA MINIERE DE BAKWANGA	01	DGI	06	AMR A	0	0	0	0	0	0
A0700201C	LA MINIERE DE BAKWANGA	01	DGI	07	AMR B	0	0	0	0	0	0
A0700201C	LA MINIERE DE BAKWANGA	02	DGDA	01	DDI	2 997	0	0	0	2 997	0
A0700201C	LA MINIERE DE BAKWANGA	03	DGRAD	00		0	0	0	0	0	0
	<b>Total LA MINIERE DE BAKWANGA</b>					<b>2 997</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 997</b>	<b>0</b>
A0704867Z	MUTANDA MINING	01	DGI	01	IBP	0	4 380 706	0	4 380 706	0	0
A0704867Z	MUTANDA MINING	01	DGI	02	IPR	0	2 679 650	0	2 673 911	0	5 739
A0704867Z	MUTANDA MINING	01	DGI	04	ICAI	0	1 571 289	0	1 565 025	0	6 263
A0704867Z	MUTANDA MINING	01	DGI	05	IM	58 795	259 653	58 795	259 795	0	0
A0704867Z	MUTANDA MINING	01	DGI	06	AMR A	806 348	0	806 370	0	0	0
A0704867Z	MUTANDA MINING	01	DGI	07	AMR B	233 429	0	233 429	0	0	0
A0704867Z	MUTANDA MINING	02	DGDA	01	DDI	9 955 642	0	11 961 800	0	0	0
A0704867Z	MUTANDA MINING	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	4 089	0	4 089	0	0
A0704867Z	MUTANDA MINING	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	3 620 402	0	2 645 536	0	974 866
A0704867Z	MUTANDA MINING	03	DGRAD	04	Pénalités	0	2 819 318	0	3 219 819	0	0
A0704867Z	MUTANDA MINING	04	GECAMINES	01	PAS-DE-PORTE	0	5 635 510	0	5 635 510	0	0
A0704867Z	MUTANDA MINING	04	GECAMINES	02	ROYALTIES	0	3 343 826	0	3 343 826	0	0
	<b>Total MUTANDA MINING</b>					<b>11 054 213</b>	<b>24 314 441</b>	<b>13 060 394</b>	<b>23 728 216</b>	<b>0</b>	<b>986 869</b>
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	01	DGI	01	IBP	279 232	0	279 232	0	0	0
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	01	DGI	02	IPR	3 798 044	0	3 523 681	0	274 363	0
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	01	DGI	04	ICAI	365 398	0	394 802	0	0	0
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	01	DGI	05	IM	346 321	0	214 209	0	132 112	0
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	01	DGI	06	AMR A	813 278	0	813 278	0	0	0

Suite du tableau à la page 89

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises Minières en Production

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	01	DGI	07	AMR B	141 128	0	235 410	0	0	0
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	02	DGDA	01	DDI	750 640	0	4 255 066	0	0	0
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	6 514	0	5 947	0	567	0
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	03	DGRAD	02	Redevance Minière	1 190	6 555 068	0	7 060 204	1 190	0
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	03	DGRAD	04	Pénalités	0	365 219	0	365 219	0	0
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	04	GECAMINES	01	PAS-DE-PORTE	0	0	0	1 000 000	0	0
A0704687D	RUASHI MINING SPRL	04	GECAMINES	02	ROYALTIES	0	4 952 957	0	4 952 957	0	0
	<b>Total RUASHI MINING SPRL</b>					<b>6 501 746</b>	<b>11 873 244</b>	<b>9 721 625</b>	<b>13 378 380</b>	<b>408 232</b>	<b>0</b>
A0814806D	RUBAMIN SPRL	01	DGI	01	IBP	14 685	15 393	3 138	15 230	11 547	163
A0814806D	RUBAMIN SPRL	01	DGI	02	IPR	62 182	0	2 876	0	59 306	0
A0814806D	RUBAMIN SPRL	01	DGI	04	ICAI	204	7 187	0	1 151	204	6 036
A0814806D	RUBAMIN SPRL	01	DGI	06	AMR A	0	11 438	0	11 438	0	0
A0814806D	RUBAMIN SPRL	01	DGI	07	AMR B	0	3 562	0	3 562	0	0
A0814806D	RUBAMIN SPRL	02	DGDA	01	DDI	132 662	0	420 465	0	0	0
A0814806D	RUBAMIN SPRL	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	381	0	602	0	0
A0814806D	RUBAMIN SPRL	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	698 007	0	775 730	0	0
A0814806D	RUBAMIN SPRL	03	DGRAD	04	Pénalités	0	0	0	140 000	0	0
	<b>Total RUBAMIN SPRL</b>					<b>209 733</b>	<b>735 968</b>	<b>426 479</b>	<b>947 713</b>	<b>71 057</b>	<b>6 199</b>
A1105861J	SAKIMA	01	DGI	00		0	0	0	0	0	0
A1105861J	SAKIMA	02	DGDA	00		0	0	0	0	0	0
A1105861J	SAKIMA	03	DGRAD	00		0	0	0	0	0	0
	<b>Total SAKIMA</b>					<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Suite du tableau à la page 90

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises Minières en Production

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A1007960P	SICOMINES	01	DGI	00		0	0	0	0	0	0
A1007960P	SICOMINES	02	DGDA	00		0	0	0	0	0	0
A1007960P	SICOMINES	03	DGRAD	00		0	0	0	0	0	0
	<b>Total SICOMINES</b>					<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
A0811080D	Société commerciale de Kisenge Manganèse	01	DGI	00		0	0	0	0	0	0
A0811080D	Société commerciale de Kisenge Manganèse	02	DGDA	00		0	0	0	0	0	0
A0811080D	Société commerciale de Kisenge Manganèse	03	DGRAD	00		0	0	0	0	0	0
	<b>Total Société commerciale de Kisenge Manganèse</b>					<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
A0905363Q	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	01	DGI	01	IBP	163	700	163	700	0	0
A0905363Q	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	01	DGI	02	IPR	0	96 037	0	96 045	0	0
A0905363Q	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	01	DGI	04	ICAI	8	445	0	445	8	0
A0905363Q	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	01	DGI	06	AMR A	177	24 527	177	24 527	0	0
A0905363Q	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	01	DGI	07	AMR B	173	9 718	173	9 726	0	0
A0905363Q	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	02	DGDA	01	DDI	35 960	0	17 894	0	18 066	0
A0905363Q	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	114 008	35 893	224 203	0	0
A0905363Q	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	0	0	0	0	0
A0905363Q	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	03	DGRAD	09	Dividendes	2 181	0	1 668	0	513	0
	<b>Total SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO</b>					<b>38 662</b>	<b>245 435</b>	<b>55 968</b>	<b>355 646</b>	<b>18 587</b>	<b>0</b>

Suite du tableau à la page 91

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises Minières en Production

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0700357X	SOCIETE DE TRAITEMENT DE TERRIL DE LUBUMBASHI	01	DGI	01	IBP	309 661	208 805	309 661	208 805	0	0
A0700357X	SOCIETE DE TRAITEMENT DE TERRIL DE LUBUMBASHI	01	DGI	02	IPR	1 087 918	0	1 087 918	0	0	0
A0700357X	SOCIETE DE TRAITEMENT DE TERRIL DE LUBUMBASHI	01	DGI	04	ICAI	93 870	0	93 773	0	97	0
A0700357X	SOCIETE DE TRAITEMENT DE TERRIL DE LUBUMBASHI	01	DGI	06	AMR A	350 372	0	350 372	0	0	0
A0700357X	SOCIETE DE TRAITEMENT DE TERRIL DE LUBUMBASHI	01	DGI	07	AMR B	115 321	0	148 158	0	0	0
A0700357X	SOCIETE DE TRAITEMENT DE TERRIL DE LUBUMBASHI	02	DGDA	01	DDI	458 706	0	0	0	458 706	0
A0700357X	SOCIETE DE TRAITEMENT DE TERRIL DE LUBUMBASHI	03	DGRAD	00		0	0	0	0	0	0
	<b>Total SOCIETE DE TRAITEMENT DE TERRIL DE LUBUMBASHI</b>					<b>2 415 848</b>	<b>208 805</b>	<b>1 989 883</b>	<b>208 805</b>	<b>458 803</b>	<b>0</b>
A0811655D	SOCIETE D'EXPLOITATION DE KIPOYI	01	DGI	01	IBP	0	30 979	0	30 979	0	0
A0811655D	SOCIETE D'EXPLOITATION DE KIPOYI	01	DGI	02	IPR	47 033	36 165	12 575	26 874	34 458	9 291
A0811655D	SOCIETE D'EXPLOITATION DE KIPOYI	01	DGI	04	ICAI	0	227 041	0	227 040	0	1
A0811655D	SOCIETE D'EXPLOITATION DE KIPOYI	01	DGI	07	AMR B	0	0	8 570	0	0	0
A0811655D	SOCIETE D'EXPLOITATION DE KIPOYI	02	DGDA	01	DDI	0	0	0	0	0	0
A0811655D	SOCIETE D'EXPLOITATION DE KIPOYI	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	14 370	12 777	0	12 777	14 370	0
	<b>Total SOCIETE D'EXPLOITATION DE KIPOYI</b>					<b>61 403</b>	<b>306 962</b>	<b>21 145</b>	<b>297 671</b>	<b>48 828</b>	<b>9 291</b>
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	01	DGI	01	IBP	0	438 382	0	438 382	0	0
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	01	DGI	02	IPR	0	9 259 922	0	9 259 924	0	0
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	01	DGI	04	ICAI	0	1 682 055	0	1 676 029	0	6 026
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	01	DGI	05	IM	844 308	0	844 308	0	0	0
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	01	DGI	06	AMR A	0	0	429	0	0	0

Suite du tableau à la page 92

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises Minières en Production

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	01	DGI	07	AMR B	750 272	0	750 640	0	0	0
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	02	DGDA	01	DDI	10 227 243	0	38 330 624	0	0	0
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	16 355	0	16 866	0	0
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	6 869 312	0	8 699 878	0	0
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	03	DGRAD	04	Pénalités	0	2 757 270	0	2 382 294	0	374 976
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	04	GECAMINES	01	PAS-DE-PORTE	0	20 000 000	0	20 000 000	0	0
A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	04	GECAMINES	02	ROYALTIES	0	7 712 791	0	7 200 000	0	512 790
	<b>Total SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY</b>					<b>11 821 824</b>	<b>48 736 087</b>	<b>39 926 001</b>	<b>49 673 373</b>	<b>0</b>	<b>893 792</b>
A0811578U	SOCIETE MINIERE DE KABOLELA ET DE KPESE	01	DGI	01	IBP	0	198	0	198	0	0
A0811578U	SOCIETE MINIERE DE KABOLELA ET DE KPESE	01	DGI	02	IPR	0	203	0	203	0	0
A0811578U	SOCIETE MINIERE DE KABOLELA ET DE KPESE	01	DGI	06	AMR A	45	0	45	0	0	0
A0811578U	SOCIETE MINIERE DE KABOLELA ET DE KPESE	01	DGI	07	AMR B	45	0	45	0	0	0
A0811578U	SOCIETE MINIERE DE KABOLELA ET DE KPESE	02	DGDA	01	DDI	0	0	0	0	0	0
A0811578U	SOCIETE MINIERE DE KABOLELA ET DE KPESE	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	55 085	0	55 085	0	0
A0811578U	SOCIETE MINIERE DE KABOLELA ET DE KPESE	04	GECAMINES	01	PAS-DE-PORTE	0	1 050 000	0	1 050 000	0	0
	<b>Total SOCIETE MINIERE DE KABOLELA ET DE KPESE</b>					<b>91</b>	<b>1 105 486</b>	<b>91</b>	<b>1 105 486</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	01	DGI	01	IBP	0	830 334	0	830 334	0	0
A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	01	DGI	02	IPR	500 528	0	553 337	0	0	0
A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	01	DGI	06	AMR A	572 140	0	572 140	0	0	0
A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	01	DGI	07	AMR B	202 233	0	191 977	0	10 256	0
A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	02	DGDA	01	DDI	291 582	0	1 120 713	0	0	0

Suite du tableau à la page 93

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises Minières en Production

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	03	DGRAD	01	Droits superficiels annuels par carré	0	4 537	0	3 873	0	664
A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	2 665 490	0	3 416 915	0	0
A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	03	DGRAD	04	Pénalités	0	244 815	0	612 036	0	0
	<b>Total SOCIETE MINIERE DU KATANGA</b>					<b>1 566 483</b>	<b>3 745 176</b>	<b>2 438 167</b>	<b>4 863 158</b>	<b>10 256</b>	<b>664</b>
A0811711P	SOCIETE VOLCANO MINING	01	DGI	01	IBP	12 501	16 442	12 501	16 442	0	0
A0811711P	SOCIETE VOLCANO MINING	01	DGI	02	IPR	34 421	0	37 541	0	0	0
A0811711P	SOCIETE VOLCANO MINING	01	DGI	06	AMR A	27 185	0	27 185	0	0	0
A0811711P	SOCIETE VOLCANO MINING	01	DGI	07	AMR B	8 330	0	8 330	0	0	0
A0811711P	SOCIETE VOLCANO MINING	02	DGDA	01	DDI	0	0	0	0	0	0
A0811711P	SOCIETE VOLCANO MINING	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	790 916	0	814 617	0	0
A0811711P	SOCIETE VOLCANO MINING	03	DGRAD	04	Pénalités	0	160 816	0	160 812	0	4
	<b>Total SOCIETE VOLCANO MINING</b>					<b>82 438</b>	<b>968 173</b>	<b>85 557</b>	<b>991 870</b>	<b>0</b>	<b>4</b>
A0805833A	SOKIMO	01	DGI	00		0	0	0	0	0	0
A0805833A	SOKIMO	02	DGDA	00		0	0	0	0	0	0
A0805833A	SOKIMO	03	DGRAD	00		0	0	0	0	0	0
	<b>Total SOKIMO</b>					<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	01	DGI	01	IBP	0	717 670	0	717 670	0	0
A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	01	DGI	02	IPR	18 981 376	0	18 914 528	0	66 848	0
A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	01	DGI	04	ICAI	0	7 338 544	0	5 536 859	0	1 801 684
A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	01	DGI	05	IM	0	1 115 349	0	1 114 562	0	787
A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	01	DGI	06	AMR A	6 216 639	0	6 216 639	0	0	0
A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	01	DGI	07	AMR B	3 072 054	0	3 072 054	0	0	0
A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	02	DGDA	01	DDI	6 313 436	0	32 417 343	0	0	0
A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	03	DGRAD	02	Redevance Minière	0	29 003 610	0	26 951 568	0	2 052 042
A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	04	GECAMINES	01	PAS-DE-PORTE	0	21 467 860	0	21 467 860	0	0
	<b>Total TENKE FUNGURUME MINING</b>					<b>34 583 505</b>	<b>59 643 032</b>	<b>60 620 564</b>	<b>55 788 519</b>	<b>66 848</b>	<b>3 854 513</b>
	<b>Total général</b>					<b>88 864 563</b>	<b>213 114 592</b>	<b>226 996 238</b>	<b>293 424 449</b>	<b>2 907 594</b>	<b>8 621 055</b>

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises minières en Exploration

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0901048A	AFRICAN MINERALS(BARBADOS) LTD SPRL	DGI	IPR	419 968	0	492 158	0	0	0	72 190	0
A0901048A	AFRICAN MINERALS(BARBADOS) LTD SPRL	DGRAD	Droits superficiels annuels par carré	0	425 062	0	448 401	0	0	0	23 339
	<b>Total AFRICAN MINERALS(BARBADOS) LTD SPRL</b>			<b>419 968</b>	<b>425 062</b>	<b>492 158</b>	<b>448 401</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>72 190</b>	<b>23 339</b>
A0700152Z	ASHANTI GOLDFIELDS KILO	DGI	IPR	421 005	0	421 005	0	0	0	0	0
A0700152Z	ASHANTI GOLDFIELDS KILO	DGI	AMR A	2 939	0	45	0	2 894	0	0	0
A0700152Z	ASHANTI GOLDFIELDS KILO	DGI	AMR B	0	0	45	0	0	0	45	0
A0700152Z	ASHANTI GOLDFIELDS KILO	DGRAD	Droits superficiels annuels par carré	0	9 327 988	218 823	3 981 619	0	0	0	0
	<b>Total ASHANTI GOLDFIELDS KILO</b>			<b>423 944</b>	<b>9 327 988</b>	<b>639 918</b>	<b>3 981 619</b>	<b>2 894</b>	<b>0</b>	<b>45</b>	<b>0</b>
A0704693K	BOLFAST COMPANY	DGI	IPR	2 222	0	1 232	0	990	0	0	0
A0704693K	BOLFAST COMPANY	DGI	AMR A	16 881	0	39 939	0	0	0	23 058	0
A0704693K	BOLFAST COMPANY	DGI	AMR B	0	0	56 362	0	0	0	56 362	0
A0704693K	BOLFAST COMPANY	DGRAD	Redevance Minière	0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Total BOLFAST COMPANY</b>			<b>19 103</b>	<b>0</b>	<b>97 533</b>	<b>0</b>	<b>990</b>	<b>0</b>	<b>79 420</b>	<b>0</b>
A0906857P	CLUFF MINING	DGI	IPR	59 739	42 683	63 409	44 793	0	0	3 670	2 110
A0906857P	CLUFF MINING	DGI	AMR A	477	0	477	0	0	0	0	0
A0906857P	CLUFF MINING	DGI	AMR B	0	542	0	542	0	0	0	0
A0906857P	CLUFF MINING	DGRAD		0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Total CLUFF MINING</b>			<b>60 216</b>	<b>43 225</b>	<b>63 886</b>	<b>45 335</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 670</b>	<b>2 110</b>
A1007580B	Compagnie de Traitement des Rejets de Kingamyambo Sarl	GECAMINES	PAS-DE-PORTE	0	60 000 000	0	60 000 000	0	0	0	0
	<b>Total Compagnie de Traitement des Rejets de Kingamyambo Sarl</b>			<b>0</b>	<b>60 000 000</b>	<b>0</b>	<b>60 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Suite du tableau à la page 95

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises minières en Exploration

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0712822W	CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING	DGI	IPR	377 221	0	403 066	0	0	0	25 845	0
A0712822W	CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING	DGI	AMR A	101 717	5	101 717	5	0	0	0	0
A0712822W	CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING	DGI	AMR B	47 077	0	47 072	0	5	0	0	0
A0712822W	CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING	DGRAD	Redevance Minière	15 336	1 653 196	0	1 563 814	15 336	89 382	0	0
A0712822W	CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING	DGRAD	Pénalités	0	228 471	0	228 471	0	0	0	0
	<b>Total CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING</b>			<b>541 350</b>	<b>1 881 673</b>	<b>551 855</b>	<b>1 792 291</b>	<b>15 341</b>	<b>89 382</b>	<b>25 845</b>	<b>0</b>
A1007789D	JVCO Sodifor	SODIMIKO	PAS-DE-PORTE	0	30 000 000	0	30 000 000	0	0	0	0
	<b>Total JVCO Sodifor</b>			<b>0</b>	<b>30 000 000</b>	<b>0</b>	<b>30 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
A1009299U	Kansuki Mining SPRL	GECAMINES	PAS-DE-PORTE	0	7 500 000	0	7 500 000	0	0	0	0
	<b>Total Kansuki Mining SPRL</b>			<b>0</b>	<b>7 500 000</b>	<b>0</b>	<b>7 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
A0906707B	KASONTA LUPOTO MINES SPRL	DGI	IPR	0	359 058	0	386 945	0	0	0	27 886
A0906707B	KASONTA LUPOTO MINES SPRL	DGI	AMR A	0	60 000	0	88 605	0	0	0	28 605
A0906707B	KASONTA LUPOTO MINES SPRL	DGI	AMR B	0	20 000	0	34 850	0	0	0	14 850
A0906707B	KASONTA LUPOTO MINES SPRL	DGRAD	Droits superficiels annuels par carré	0	47 021	0	0	0	47 021	0	0
	<b>Total KASONTA LUPOTO MINES SPRL</b>			<b>0</b>	<b>486 079</b>	<b>0</b>	<b>510 399</b>	<b>0</b>	<b>47 021</b>	<b>0</b>	<b>71 341</b>
A0702049L	KIBALI GOLDMINES SPRL	DGI	IPR	10 863	872 099	10 863	872 099	0	0	0	0
A0702049L	KIBALI GOLDMINES SPRL	DGRAD	Droits superficiels annuels par carré	0	1 104 478	0	1 104 478	0	0	0	0
A0702049L	KIBALI GOLDMINES SPRL	SOKIMO	VENTE DES ACTIFS ET PART SOCIAL	0	3 175 000	0	3 175 000	0	0	0	0
A0702049L	KIBALI GOLDMINES SPRL	SOKIMO	RENTES EMNSUELLES	0	4 200 000	0	4 200 000	0	0	0	0
	<b>Total KIBALI GOLDMINES SPRL</b>			<b>10 863</b>	<b>9 351 578</b>	<b>10 863</b>	<b>9 351 578</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Suite du tableau de la page 95

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises minières en Exploration

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0704875H	KINSEDA COPPER COMPANY SARL(ex MINIERE DE MUSOSHI & KINSEDA)	DGI	IPR	88 773	288 208	88 773	288 208	0	0	0	0
A0704875H	KINSEDA COPPER COMPANY SARL(ex MINIERE DE MUSOSHI & KINSEDA)	DGI	AMR A	60 065	47 211	60 065	97 849	0	0	0	50 638
A0704875H	KINSEDA COPPER COMPANY SARL(ex MINIERE DE MUSOSHI & KINSEDA)	DGI	AMR B	31 088	25 153	31 088	34 692	0	0	0	9 539
A0704875H	KINSEDA COPPER COMPANY SARL(ex MINIERE DE MUSOSHI & KINSEDA)	DGRAD	Droits superficiels annuels par carré	0	49 378	0	0	0	49 378	0	0
A0704875H	KINSEDA COPPER COMPANY SARL(ex MINIERE DE MUSOSHI & KINSEDA)	SODJMIKO	PAS-DE-PORTE	0	500 000	0	499 971	0	30	0	0
A0704875H	KINSEDA COPPER COMPANY SARL(ex MINIERE DE MUSOSHI & KINSEDA)	SODJMIKO	ROYALTIES	0	1 200 000	0	1 200 000	0	0	0	0
	<b>Total KINSEDA COPPER COMPANY SARL(ex MINIERE DE MUSOSHI &amp; KINSEDA)</b>			<b>179 925</b>	<b>2 109 949</b>	<b>179 925</b>	<b>2 120 718</b>	<b>0</b>	<b>49 407</b>	<b>0</b>	<b>60 177</b>
A704695M	LA CONGOLAISE DES MINES ET DE DEVELOPPEMENT	GECAMINES	PAS-DE-PORTE	0	1 750 000	0	1 750 000	0	0	0	0
	<b>Total LA CONGOLAISE DES MINES ET DE DEVELOPPEMENT</b>			<b>0</b>	<b>1 750 000</b>	<b>0</b>	<b>1 750 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
A0700186L	SOCIETE DE BEERS RDC EXPLORATION	DGI	IPR	0	60 813	0	67 086	0	0	0	6 274
A0700186L	SOCIETE DE BEERS RDC EXPLORATION	DGI	AMR A	0	177 171	0	178 412	0	0	0	1 242
A0700186L	SOCIETE DE BEERS RDC EXPLORATION	DGI	AMR B	0	61 153	0	62 010	0	0	0	857
A0700186L	SOCIETE DE BEERS RDC EXPLORATION	DGRAD		0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Total SOCIETE DE BEERS RDC EXPLORATION</b>			<b>0</b>	<b>299 137</b>	<b>0</b>	<b>307 509</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 373</b>

Suite du tableau à la page 97

Suite du tableau de la page 96

## Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises minières en Exploration

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A1007484X	Société de Développement Industriel et Minier du Katanga	SODIMIKO	PAS-DE-PORTE	0	250 000	0	250 000	0	0	0	0
A1007484X	Société de Développement Industriel et Minier du Katanga	SODIMIKO	ROYALTIES	0	75 000	0	75 000	0	0	0	0
	<b>Total Société de Développement Industriel et Minier du Katanga</b>			<b>0</b>	<b>325 000</b>	<b>0</b>	<b>325 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
A0708266T	Société d'Exploitation de Gisements de Kalukundi Sprl	GECAMINES	PAS-DE-PORTE	0	1 600 000	0	1 600 000	0	0	0	0
	<b>Total Société d'Exploitation de Gisements de Kalukundi Sprl</b>			<b>0</b>	<b>1 600 000</b>	<b>0</b>	<b>1 600 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
A0802327P	Société d'Exploitation de la Cassitérite au Katanga	GECAMINES	PAS-DE-PORTE	0	3 000 000	0	2 000 000	0	1 000 000	0	0
	<b>Total Société d'Exploitation de la Cassitérite au Katanga</b>			<b>0</b>	<b>3 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
SANS NIF	Société d'Exploitation Minière de Chabara SPRL	GECAMINES	PAS-DE-PORTE	0	1 000 000	0	1 000 000	0	0	0	0
	<b>Total Société d'Exploitation Minière de Chabara SPRL</b>			<b>0</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
A0700163L	SOCIETE LUGUSHWA MINING S.A.R.L	DGI	IPR	0	13 987	0	14 141	0	0	0	154
A0700163L	SOCIETE LUGUSHWA MINING S.A.R.L	DGI	AMR A	18 524	0	18 524	0	0	0	0	0
A0700163L	SOCIETE LUGUSHWA MINING S.A.R.L	DGI	AMR B	10 323	0	10 323	0	0	0	0	0
A0700163L	SOCIETE LUGUSHWA MINING S.A.R.L	DGRAD		0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Total SOCIETE LUGUSHWA MINING S.A.R.L</b>			<b>28 846</b>	<b>13 987</b>	<b>28 846</b>	<b>14 141</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>154</b>
A0700153A	SOCIETE NAMOYA MINING S.A.R.L	DGI	IPR	0	13 193	0	13 339	0	0	0	147
A0700153A	SOCIETE NAMOYA MINING S.A.R.L	DGI	AMR A	15 628	0	15 628	0	0	0	0	0
A0700153A	SOCIETE NAMOYA MINING S.A.R.L	DGI	AMR B	8 686	0	8 686	0	0	0	0	0

Suite du tableau à la page 98

Suite du tableau de la page 97

### Tableau de rapprochement des paiements par flux effectués par les entreprises minières en Exploration

NIF	Raison Sociale	REGIE	FLUX	Déclarations Entreprises		Déclarations Etat		Ecart Positif		Ecart Négatif	
				000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD	000'CDF	USD
A0700153A	SOCIETE NAMOYA MINING S.A.R.L	DGRAD		0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Total SOCIETE NAMOYA MINING S.A.R.L</b>			<b>24 314</b>	<b>13 193</b>	<b>24 314</b>	<b>13 339</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>147</b>
A0700073N	SOCIETE TWANGIZA MINING S.A.R.L	DGI	IPR	0	98 089	0	98 289	0	0	0	200
A0700073N	SOCIETE TWANGIZA MINING S.A.R.L	DGI	AMR A	33 496	0	33 496	0	0	0	0	0
A0700073N	SOCIETE TWANGIZA MINING S.A.R.L	DGI	AMR B	18 834	0	18 834	0	0	0	0	0
A0700073N	SOCIETE TWANGIZA MINING S.A.R.L	DGRAD		0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Total SOCIETE TWANGIZA MINING S.A.R.L</b>			<b>52 330</b>	<b>98 089</b>	<b>52 330</b>	<b>98 289</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>200</b>
<b>Total général</b>				<b>1 760 859</b>	<b>129 224 958</b>	<b>2 141 628</b>	<b>122 858 619</b>	<b>19 224</b>	<b>1 185 810</b>	<b>181 170</b>	<b>165 840</b>

## Liste des Entreprises Extractives en activité en 2010

N°	NIFN	Raison Sociale	SECTEUR	Rapport ITIE			Exportation USD	Taux Export	Redevance Minière USD	Taux Redevance Minière
				2007	2008 2009	2010				
1	A0703905D	CHEVRON ODS LIMITED (ex ODS LIMITED)	HYDRO	OK	OK	OK				
2	A0906982A	DIVINE INSPIRATION GROUP (PTY) Ltd	HYDRO			OK				
3	A0909587G	ENERGULF AFRICA Ltd	HYDRO			OK				
4	A0701284E	MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY	HYDRO	OK	OK	OK				
5	A0812843U	NESSERGY CONGO Sprl (NESCO)	HYDRO			OK				
6	A1103150M	OIL OF DR CONGO (Foxwhelp Congo sprl + CAPRIKAT DRC)	HYDRO			OK				
7	A0701287H	RECHERCHE EXPLOITATION PETROLIERE	HYDRO	OK	OK	OK				
8	A0703937N	SOCIETE LIRES	HYDRO	OK	OK	OK				
9	A0703938P	TEIKOKU OIL DRC	HYDRO	OK	OK	OK				
10	A0700383A	SOCO EXPLORATION & PRODUCTION DRC	HYDRO			OK				
11	A0706875G	SURESTREAM RDC SARL	HYDRO			OK				
12	A0800394N	AMCK MINING SPRL	MINES	OK	OK	OK	27874733,61	235 938,38	0,62%	0,32%
13	A0700172W	ANVIL MINING CONGO SARL	MINES	OK	OK	OK	21537560	0,00	0,48%	0,00%
14	A0905972C	BOSS MINING SPRL	MINES	OK	OK	OK	488549303,7	6 448 295,69	10,85%	8,77%
15	A0911352A	CASA MINERALS RDC SPRL	MINES							
16	A0815428E	COMPAGNIE MINIERE DE LUISHA	MINES							
17	A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	MINES	OK	OK	OK	135008544	1 825 873,83	3,00%	2,48%
18	A0905434S	COMPANHIA VALE DORIO DOS	MINES							
19	A0906830K	CONGO INTERNATIONAL MINING	MINES							
20	A0811710N	CONGO LOYAL WILL MINING	MINES		OK	OK	100458467	1 314 200,40	2,23%	1,79%
21	A0814843T	COTA MINING	MINES					117 845,55		0,16%
22	A0906851H	DONG HUI	MINES							
23	A0811080D	ENTREPRISE MINIERE DE KISENGE MANGANESE	MINES							
24	H99A2970R	ENTREPRISE MINIERE DE KOLWEZI	MINES				1886882,87		0,04%	
25	A0704870C	EXPLOITATION ARTISANALE DU CONGO	MINES				16742832,23	213 798,67	0,37%	0,29%
26	A0701147F	GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES	MINES	OK	OK	OK		3 170 408,61		4,31%

Suite du tableau à la page 100

Suite du tableau de la page 99

## Liste des Entreprises Extractives en activité en 2010

N°	NIFN	Raison Sociale	SECTEUR	Rapport ITIE			Exportation USD	Taux Export	Redevance Minière USD	Taux Redevance Minière
				2007	2008 2009	2010				
27	A0906481F	GEOQUEST SPRL	MINES							
28	A0906485K	GLENGORE CONGO SPRL	MINES							
29	A0814445L	GROUPE BAZANO	MINES	OK	OK	OK		1 029 074,71	1,40%	
30	A0704273D	GROUPEMENT POUR LE TRAITEMENT DU TERRIL DE LUBUMBASHI	MINES					0,00	0,00%	
31	A0906671M	HUACHIN SPRL	MINES			23359760	0,52%			
32	A0900939G	HUACHIN MINING SPRL	MINES					325 377,80	0,44%	
33	A0906719P	JIXING MINING IND SPRL	MINES			34950974	0,78%	192 783,58	0,26%	
34	A0814839P	JONAH MINING ( DRC ) SPRL	MINES							
35	A1004150Y	KISANFU MINING SPRL	MINES				OK			
36	A0700201C	LA MINIERE DE BAKWANGA (MIBA)	MINES		OK	OK				
37	A0906500B	LWISHA MINING ENTREPRISE	MINES							
38	A0905251T	MAGMA MINERAL	MINES			4468451	0,10%	46 859,80	0,06%	
39	A0814803A	METAL MINES SPRL	MINES			21046379,16	0,47%	301 055,92	0,41%	
40	A0704867Z	MUTANDA MINING	MINES	OK	OK	OK	6,99%	122 985,62	0,17%	
41	A0906631T	ROQ MINING	MINES			3591895	0,08%	34 369,03	0,05%	
42	A0704687D	RUASHI MINING	MINES	OK	OK	OK	11,29%	6 061 623,61	8,24%	
43	A0814809G	RUBACO SPRL	MINES							
44	A0814806D	RUBAMIN SPRL	MINES			42428779,84	0,94%	621 846,02	0,85%	
45	A1008279L	SHITURU MINING CORPORATION	MINES							
46	A0905363Q	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	MINES	OK	OK	OK		200 484,80	0,27%	
47	A0700357X	SOCIETE DE TRAITEMENT DU TERRIL DE LUBUMBASHI	MINES	OK	OK	OK	6,21%			
48	A0811655D	SOCIETE D'EXPLOITATION DE KIPOYI	MINES		OK	OK				
49	A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	MINES	OK	OK	OK	9,65%	8 544 266,71	11,62%	
50	A0811578U	SOCIETE MINIERE DE KABOLELA ET DE KIPESE	MINES					106 647,05	0,15%	

Suite du tableau à la page 101

Suite du tableau de la page 100

## Liste des Entreprises Extractives en activité en 2010

N°	NIFN	Raison Sociale	SECTEUR	Rapport ITIE			Exportation USD	Taux Export	Redevance Minière USD	Taux Redevance Minière
				2007	2009	2010				
51	A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	MINES	OK		OK	152743599,4	3,39%	3 050 557,85	4,15%
52	A0811711P	SOCIETE VOLCANO	MINES		OK	OK	2937900	0,07%	815 001,09	1,11%
53	A0905477P	TEAL METALS SPRL	MINES							
54	A0905476N	TEAL MINING	MINES							
55	A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	MINES	OK	OK	OK	1227356488	27,25%	23 181 771,61	31,53%
56	A0901048A	AFRICAN MINERALS(BARBADOS) LTD	MINES			OK				
57	A0701667W	AMBASE EXPLORATION AFRICA RDC	MINES							
58	A0700152Z	ASHANTI GOLDFIELDS KILO	MINES			OK				
59	A0910913Y	ATLANTIC MINING SPRL	MINES							
60	A0704864W	AURUM SPRL	MINES							
61	A0800393N	BANNON MINING SPRL	MINES							
62	A0814835K	BARAKA MINING SPRL	MINES							
63	A0704693K	BOLFAST COMPANY	MINES			OK	43841662,3	0,97%	654 244,43	0,89%
64	A0811090P	CAMEC CONGO	MINES							
65	A1005559E	CENTRALE AFRIQUE MINING RESOURCES	MINES							
66	A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA SPRL	MINES	OK	OK	OK			2 990 014,53	4,07%
67	A0906857P	CLUFF MINING CONGO SPRL	MINES			OK				
68	A0905433R	COEXCO CONGO	MINES							
69	A1007580B	Compagnie de Traitement des Rejets de Kingamyambo Sarl (Metalkol)	MINES			OK				
70	A0704689F	COMPAGNIE METALLURGIQUE DU CONGO	MINES							
71	A0712822W	CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING	MINES			OK			1 405 044,35	1,91%
72	A0815188T	CONGO INTERNATIONAL MINING CORPORATION SPRL	MINES				15409510	0,34%	248 616,54	0,34%
73	A0704886U	CONGO JULIUN MINING SPRL	MINES						28 061,33	0,04%
74	A0905438X	CONGO MINERALS PROCESSING	MINES							
75	A0906833N	COPERLINE SPRL	MINES							

Suite du tableau à la page 102

Suite du tableau de la page 101

## Liste des Entreprises Extractives en activité en 2010

N°	NIFN	Raison Sociale	SECTEUR	Rapport ITIE			Exportation USD	Taux Export	Redevance Minière USD	Taux Redevance Minière
				2007	2008 2009	2010				
76	A0701512C	DECOUVERTURE & EXPLOITATION MINIERES(DEVELOPPEMENT ET EXPLOITATION MINIERE)	MINES							
77	A0906398Q	ETABLISSEMENT SAYONA MINING	MINES							
78	A0704879M	ETALON MINING CORPORATION	MINES							
79	A0906442N	FEZA MINING	MINES			6812482,04	0,15%	504 626,48	0,69%	
80	A0900876N	GOLDEN AFRICAN RESOURCES SPRL	MINES							
81	A0906718N	JMT MINING SPRL	MINES							
82	A1007789D	JVCO Sodifor (Sodifor)	MINES							
83	A1009299U	Kansuki Mining SPRL (Kansuki)	MINES							
84	A0700054S	KASA MINING & EXPLORATION LTD	MINES							
85	A0906707B	KASANTO LUPOTO MINES	MINES							
86	A0704858P	KATANGA METAL PROCESSING(KATANGA MINING PROCESSING)	MINES					51 155,34	0,07%	
87	A0906694M	KATANGA RESSOURCES TRADING	MINES							
88	A0702049L	KIBALI GOLDMINES SPRL	MINES							
89	A1007484X	Kimpe Mabaya Kapapa (Sodimika)	MINES							
90	A0704875H	KINSEDA COPPER COMPANY SARL(ex MINIERE DE MUSOSHI & KINSEDA)	MINES							
91	A0910912X	KINSVERE MINING RESSOURCES	MINES							
92	A0906375Q	KOUNTAI CONGO MINING SPRL	MINES							
93	A0815341K	LA COMPAGNIE MINIERE DE MUSONOI GLOBAL	MINES							
94	A0704695M	LA CONGOLAISE DES MINES ET DE DEVELOPPEMENT	MINES							
95	A0704883R	LA MINIERE DE KALUMBWE MYUNGA	MINES							
96	A0906438J	LA MINIERE DE KALUNKUNDI	MINES							
97	A0814790L	LA MINIERE DE KASOMBO	MINES							
98	A0714789G	LEDA MINING SPRL	MINES							

Suite du tableau à la page 103

Suite du tableau de la page 102

## Liste des Entreprises Extractives en activité en 2010

N°	NIFN	Raison Sociale	SECTEUR	Rapport ITIE			Exportation USD	Taux Export	Redevance Minière USD	Taux Redevance Minière
				2007	2008 2009	2010				
101	A0814837N	LUALABA MINING COMPANY	MINES							
102	A1004457G	LUAMBO MINING SPRL	MINES							
103	A0906502D	LUC NDUBULA MINING SPRL	MINES							
104	A0906499A	M&JINVESTMENT	MINES							
105	A0704686C	MASTERS SPRL	MINES							
106	A0906904Q	MINES D'OR DE KISENGE SPRL	MINES							
107	A0802327E	MINING MINERALS RESSOURCES SPRL	MINES							
108	A0815342L	MOBA MINING SPRL	MINES							
109	A0906917E	MOORS DRILLING MINING S.P.R.L	MINES							
110	A0906592B	NEW MINERAL INVESTMENT	MINES							
111	A0906593C	NEW MINERALS	MINES							
112	A0906604P	PHELPS DODGE CONGO SPRL	MINES							
113	A0907027Z	PISTIS MINING CORPORATION	MINES							
114	A0704878L	PLATMIN CONGO SPRL	MINES							
115	A0704871D	RESHINE CONGO SPRL	MINES							
116	A0704863U	SAMREF CONGO SPRL	MINES							
117	A0700186L	SOCIETE DE BEERS RDC EXPLORATION	MINES		OK	OK				
118	A0906421Q	SOCIETE DE TRANSFORMATION DE L'ALUMINIUM	MINES							
119		Société d'Exploitation de la Cassitérite au Katanga (SEKAKAT)	MINES			OK				
120		Société d'Exploitation Minière de Chabara SPRL	MINES			OK				
121	A0712818R	SOCIETE D'EXPLORATION MINIERE DU HAUT KATANGA(ANMERCOSA)	MINES							
122	A0700163L	SOCIETE LUGUSHWA MINING S.A.R.L	MINES			OK				
123	A0714791L	SOCIETE MINIERE DE KOLWEZI	MINES		OK					
124	A0700153A	SOCIETE NAMOYA MINING S.A.R.L	MINES			OK				
125	A0907091T	SOCIETE THERMO METAL PROCESSER S P R L	MINES							

Suite du tableau à la page 104

### Liste des Entreprises Extractives en activité en 2010

N°	NIFN	Raison Sociale	SECTEUR	Rapport ITIE			Exportation USD	Taux Export	Redevance Minière USD	Taux Redevance Minière
				2007	2008 2009	2010				
126	A0700073N	SOCIETE TWANGIZA MINING S.A.R.L	MINES			OK				
127	A1008284R	SOCOCOT	MINES							
128	A0905446F	SOUTHERN AFRICAN METAL REFINERS AFRICA SPRL	MINES							
129	A0708266T	SWANMINES SPRL	MINES			OK				
130	A0901953J	TIGER CONGO	MINES							
131	A0907559C	TITAN MINING	MINES							
132	A0805721D	VIRGINIKA MINING SPRL	MINES							
133	A0815386J	WALNI MINERAL COMPANY	MINES							
134	A0814808F	WEST SODIMICO MINERALS	MINES							

N°	Type de flux financiers	Percepteur	ASSUJETIS			Définitions
			Entreprises Pétrolières	Entreprises minières en production	Entreprises minières en exploration	
1	Avis de Mise en Recouvrement (AMR) (A et B)	DGI				<p>Le régime en RDC est déclaratif : Les entreprises déclarent les impôts à payer. Des pénalités et les amendes sont imposées si des erreurs sont constatées dans les déclarations, ou en cas de retard de paiement. Les documents afférents à ces amendes sont nommés AVIS DE MISE EN RECOUVREMENT (AMR). Dans le cas de la DGI, 50 % de la valeur des amendes/ pénalités (AMR A) est payable au Trésor et 50 % est payable dans un compte de la DGI (AMR B).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'AMR A inclut le principal de l'impôt rectifié et la part des pénalités/amendes (50%) revenant au Trésor.</li> <li>L'AMR B comprend seulement des éléments des amendes ou pénalités (50% autres) revenant à la Régie financière.</li> </ul>
2	Impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés (IER)	DGI				<p>Le titulaire des droits est tenu de payer l'impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés au taux préférentiel défini par le Code Minier de 10 %, au lieu du taux normal de 25 %. Cet impôt est déductible de l'impôt sur les bénéfices.</p>
3	Impôt mobilier (IM)	DGI				<p>L'impôt mobilier atteint les revenus des capitaux mobiliers investis en République Démocratique du Congo (d'origine nationale ou étrangère mais investis au Congo). La Loi énumère de manière limitative les revenus passibles de l'impôt mobilier : Les dividendes et les revenus des parts des associés non actifs dans les Sociétés autres que par action ; Dividendes et autres distributions (pour les miniers) :10%</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Les intérêts d'obligations et les intérêts des capitaux empruntés à des fins professionnelles ;(Pour les miniers, exonération de cet impôt sur les intérêts issus des capitaux en devises de source étrangère)</li> <li>Les tantièmes ;</li> <li>Les redevances (pour les miniers, 20%)</li> </ol>
4	Impôt professionnel sur les rémunérations (IPR)	DGI				<p>L'impôt professionnel sur les rémunérations concerne les rémunérations de toutes les personnes rétribuées par un tiers, sans être liées par un contrat d'entreprises, y compris les bénéficiaires des pensions, les rémunérations des associés actifs dans les sociétés autres que par action et celles des mandataires dans les entreprises publiques. Ces personnes souscrivent les déclarations et paient chaque mois, même si ces rémunérations ne sont pas versées alors qu'elles sont retenues à la source par l'employeur.</p>
5	Impôt spécial forfaitaire	DGI				<p>L'Impôt spécial forfaitaire est payé par les sociétés pétrolières soumises au régime de l'Impôt sur les bénéfices et profits (IBP). Il permettait initialement d'imposer les sociétés échappant, par l'absence de bénéfices, au paiement de l'Impôt sur les bénéfices et profits (IBP), et a par la suite été étendu à toutes les sociétés.</p>
6	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur (ICAI)	DGI				<p>C'est un impôt sur la consommation frappant la vente des produits fabriqués et mis sur le marché local (ou pour l'auto livraison), les prestations de services de tous genres et les travaux immobiliers. Le titulaire d'un droit minier est redevable de l'impôt sur le chiffre d'affaires à l'intérieur sur les ventes réalisées et les services rendus sur le territoire national. Les ventes de produits à une entité de transformation située sur le territoire national sont expressément exemptées. Base imposable et taux d'imposition. Taux d'imposition (Pour les Miniers)</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>ICA/Prestation 18% quand le titulaire du droit est bénéficiaire de la prestation. 5% quand le titulaire est redevable réel.</li> <li>ICA/Ventes 3% quand le titulaire acquiert des biens ayant un lien direct avec la mine ; 10% quand le titulaire vend à une entité transformatrice</li> </ol>

Suite du tableau à la page 106

Suite du tableau de la page 105

N°	Type de flux financiers	Percepteur	ASSUJETIS			Définitions
			Entreprises Pétrolières	Entreprises minières en production	Entreprises minières en exploration	
7	Impôt sur les bénéfices et profits (IBP)	DGI				<p>LL'impôt sur le bénéfice et profit atteint les revenus professionnels des entreprises commerciales, industrielles, agricoles, artisanales et immobilières ainsi que les profits quelle que soit leur dénomination et leur nature réalisés par les professions libérales ou charges ou offices. L'Impôt sur les bénéfices et profits est payé au titre des bénéfices réalisés lors de l'exercice écoulé (y compris les libéralités et avantages quelconques accordés aux associés non actifs dans les sociétés autres que par actions).</p> <p>Droit commun :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 40 % du bénéfice déclaré pour toutes les entreprises ;</li> <li>• 30 % du bénéfice déclaré pour les entreprises minières ;</li> <li>• 1/1000 du chiffre d'affaires déclaré lorsque le résultat est déficitaire ou susceptible de donner lieu à une imposition inférieure à ce montant</li> </ul>
8	Droits et taxes à l'importation	DGDA				<p>Droits payés pour tous les biens et produits à vocation strictement minière importés par les titulaires d'un permis d'exploitation minière, ses affiliés et ses sous-traitants.</p> <p>Base d'imposition est la valeur CIF</p> <p>Les taux sont variables suivant la phase minière. Lorsque le titulaire de droits est en phase de recherche ou de prospection, il paie 2 %. Et lorsqu'il passe en phase d'exploitation, tous les biens sont soumis au taux 5 %.</p> <p>En ce qui concerne les consommables et les intrants y compris les produits pétroliers, le taux est de 3 % pour les deux phases.</p>
9	Bonus de signature ou de production	DGRAD				<p>LLes Bonus de signature ou de production sont des primes payables à l'Etat, lors de la signature d'un contrat, et/ou lorsque l'exploitation ou le rythme d'exploitation atteint certains seuils.</p> <p>Les montants et modalités de paiement des Bonus de signature ou de production sont définis par les conventions pétrolières ou le code minier.</p>
10	Dividendes versées à l'Etat	DGRAD				<p>Les Dividendes versées à l'Etat sont une rémunération sur le capital, versée à l'Etat, en tant qu'actionnaire d'une entreprise publique ou privée.</p> <p>Le montant des Dividendes versées à l'Etat se détermine au prorata des actions ou des parts détenues. Les montants et modalités des dividendes sont définis par le Conseil d'Administration de l'entreprise</p>
11	Droits superficiaires annuels par carré	DGRAD				<p>Les Droits superficiaires annuels par carré ; Est un paiement effectué annuellement par tout détenteur d'un titre minier et de carrière. Ce droit est dû par tout opérateur titulaire d'un droit minier (PR, PE, PER, PEPM) et/ou d'un droit de carrière (ARPC et AECP). Les taux applicables dépendent de la nature du titre minier. Base imposable et taux d'imposition</p>
12	Marge distribuable (Profit-Oil Etat Puissance Publique)	DGRAD				<p>La Marge distribuable est égale au revenu obtenu après déduction des amortissements, des dépenses opérationnelles, et de la taxe de statistique. Le taux de la Marge distribuable attribuable à l'Etat, en tant que puissance publique est de 40%.</p>
13	Participation (Profit-Oil Etat associé)	DGRAD				<p>La Marge distribuable est égale au revenu obtenu après déduction des amortissements, des dépenses opérationnelles, et de la taxe de statistique. Le taux de la Marge distribuable attribuable à l'Etat, en tant que puissance publique est de 40%.</p>
14	Redevances minières	DGRAD				<p>Cette redevance est calculée sur base de la valeur des ventes réalisées, diminuée des frais de transport, des frais d'analyse se rapportant au contrôle de qualité du produit marchand à la vente, frais d'assurance et de commercialisation, etc. (Art. 240, 241, 242). Cette redevance est répartie entre l'Etat, la Province et les territoires. Base imposable et taux d'imposition. Le taux de la Redevance minière varie selon la nature des substances minérales : 0,5% pour le fer ou les métaux ferreux, 2% pour les métaux non ferreux, 2,5% pour les métaux précieux, 4% pour les pierres précieuses, 1% pour les minéraux industriels, les hydrocarbures solides et autres substances non citées ; 0% pour les métaux de construction d'usage courant.</p>

Suite du tableau à la page 107

Suite du tableau de la page 106

N°	Type de flux financiers	Percepteur	ASSUJETIS			Définitions
			Entreprises Pétrolières	Entreprises minières en production	Entreprises minières en exploration	
15	Royalties pour le pétroliers	DGRAD				Les Royalties, définies au prorata du chiffre d'affaires, sont reversées par les entreprises pétrolières à l'Etat. Les montants et modalités de paiement des royalties sont définis par les conventions pétrolières.
16	Taxe de statistique	DGRAD				La Taxe de statistique est une assise sur la valeur des barils exportés. Le taux de la Taxe de statistique est de 1% de la valeur FOB du pétrole exporté.
17	Taxe rémunératoire	DGRAD				La taxe rémunératoire est une accise, directement versée à la province, sur la valeur expertisée des matières précieuses. Le taux de la taxe rémunératoire est de 1,25%. Les montants et modalités de paiement de la taxe rémunératoire sont définis par le Code et le Règlement minier.
18	Dividendes versées aux entreprises publiques	Entreprises publiques				Les Dividendes versées aux entreprises publiques sont une rémunération versée aux entreprises publiques en tant qu'actionnaires d'une entreprise privée. Les Dividendes versées aux entreprises publiques ne sont pas directement contributifs au budget de l'Etat ; ils sont une part du revenu des entreprises publiques, actionnaires pour le compte de l'Etat, de certaines entreprises privées
19	Pas-de-porte versés aux entreprises publiques	Entreprises publiques				Les Pas de portes versés aux entreprises publiques sont des droits de concession de permis d'exploration ou d'exploitation versés par les entreprises privées aux entreprises publiques qui en sont titulaires. Les Pas de porte versés aux entreprises publiques ne sont pas directement contributifs au budget de l'Etat ; ils sont une part du revenu des entreprises publiques titulaires de certains permis qu'elles concèdent (e.g. la GECAMINES). Le montant et les modalités de paiement des pas de porte versés aux entreprises publiques sont définis dans les contrats miniers entre les parties.
20	Royalties payées aux entreprises minières publiques.	Entreprises publiques				Un paiement lié à la production des mines et dont la définition dépend du contrat entre les parties. Le montant peut être calculé sur la valeur des ventes (par exemple Convention minière Anglo Gold Kilo Sarl), ou une redevance supplémentaire pour des réserves additionnelles (Tenke Fungurume). Ce dernier n'est pas strictement une royalty, mais devrait être assimilé dans cette définition pour le rapport ITIE.

## LE CONTRAT CHINOIS

L'Exigence 9 de l'ITIE stipule que le groupe multipartite doit convenir de la définition de la matérialité et des formulaires de déclaration. Au point 9f, il est indiqué : « Lorsque des accords fondés sur des paiements en nature, la fourniture d'infrastructures et autres dispositions de type troc jouent un rôle important dans le secteur minier, pétrolier ou gazier, le groupe multipartite doit convenir d'un mécanisme visant à inclure les flux d'avantages au titre de ces accords à son processus de déclaration ITIE. À cette fin, le groupe multipartite doit acquérir une bonne compréhension des conditions du contrat, des parties impliquées, des ressources qui ont été promises par l'État, de la valeur de compromis des flux d'avantages (par ex. travaux d'infrastructures) et de l'importance de ces accords par rapport aux contrats traditionnels. Lorsque le groupe multipartite conclut que ces accords sont importants, il doit élaborer un processus de déclaration en vue d'atteindre un niveau de transparence égal à celui qui existe pour les autres paiements et flux de revenus. Lorsque le rapprochement des transactions clés n'est pas possible, le groupe multipartite devrait convenir d'une approche en faveur de divulgations unilatérales des entreprises/du gouvernement à joindre au rapport ITIE. »

Comme tout le monde le sait, la RDC avait conclu avec la Chine, une mise en place d'un projet qui a abouti à un contrat joint venture entre un groupe d'entreprises chinoises et congolaises pour l'exploitation minière au Katanga. Ce projet s'est développé, d'une part, dans un programme de construction d'une importante industrie minière et d'autre part, dans la réalisation des infrastructures en RDC. Tout au départ, d'aucuns a cru, faute d'une explication claire de la convention, à un contrat du type troc, où la RDC allait livrer des minerais à la Chine contre les infrastructures à réaliser par cette dernière.

C'est pourquoi, en vue de répondre à l'Exigence 9f citée ci-dessus, le Comité Exécutif a sollicité auprès du Premier Ministre que tous les ministres impliqués dans l'accord sous nos yeux, connu généralement sous le nom de « Contrat chinois », participe à un débat public à ce sujet.

C'est ainsi que deux réunions appelées « Matinée sur la transparence du contrat chinois » ont été organisées en présence des membres de la Société Civile, de la presse, des Ambassadeurs, des Organismes internationaux de développement, des Députés et des Sénateurs ainsi que plusieurs autres personnalités. Avaient aussi pris part à ces matinées, au titre d'animateurs, les Ministres du Plan, des Mines, des Infrastructures et Travaux Publics, des Hydrocarbures, des Vives-Ministres des Finances et du Budget aussi le Coordonnateur du Bureau de Coordination du Programme Sino-Congolais.

Ci-dessous, le rapport de ces réunions qui donne plus de lumière qu'avant.

### **Description et mécanismes d'octroi des titres, de financement et de remboursement.**

Comme nous l'avons dit ci-haut, l'opinion a toujours cru que le contrat chinois était un troc. En effet, le troc est l'opération économique par laquelle chaque participant cède la propriété d'un bien (ou un groupe de bien) et reçoit un autre bien. Dans notre cas, l'on a pensé que la Chine allait fournir les infrastructures en échange des minerais à fournir par la RDC. Assurément, cela n'en est pas le cas ; le contrat chinois n'est pas du tout un contrat de type troc comme il est prouvé dans la suite.

En effet, le Projet de collaboration et non le Contrat est né en mars 2008. Ce projet met en relation le Gouvernement de la RDC représenté

par la Gécamines d'une part, et la Chine représentée par le Groupement d'entreprises chinoises, financées par EXIM BANK, à travers les entreprises CREC et SINHOHYDRO, d'autre part.

La Coopération porte sur deux projets : la réalisation des infrastructures en RDC et le développement d'un projet d'exploitation minière devant garantir le financement de ces infrastructures.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet minier, les parties ont constitué, au mois de septembre 2008, une société commune dénommée « La Sino-Congolaise des Mines », SICOMINES en sigle, dans laquelle le Groupe Gécamines détient 32% et le Groupement d'entreprises chinoises 68%.

Ce projet minier vise l'exploitation par la joint venture SICOMINES, pour un investissement de 3,25 milliards USD, des gisements de DIKULUWE, JUNCTION DIMA, MASHAMBA OUEST, CUVETTE DIMA CUVETTE MASHAMBA et SYNCLINAL DIK, Colline D7 qui constituent les Permis d'Exploitation (PE) 9681 et 9682, tous localisés dans le Territoire de Mutshatsha, District de Lualaba, Province du Katanga.

Le Projet Minier et le Projet d'Infrastructures sont appelés collectivement 'Projet de Coopération'.

#### 1. Mise en place d'une plate-forme financière

- Constitution de la JV minière « SICOMINES Sarl » entre le Groupement des Entreprises Chinoises (GEC) et le Groupe Gécamines.

Capital Social de dollars US 100 millions ainsi réparti :

- GEC : 68% des parts sociales,
- Groupe Gécamines : 32% des parts sociales,

Durée de vie de la SICOMINES Sarl : 25 ans

renouvelables.

- Missions de la plate-forme :
- Contracter des emprunts auprès de EXIM Bank;
- Financer les projets d'infrastructures et le développement de gisements miniers ;
- Assurer le remboursement du financement du Projet de Coopération ;

#### 2. Financement à mettre en place ou à mobiliser

- Initialement prévu : USD 9 milliards ;
- Actuellement : USD 6,2 milliards (sur compromis avec le FMI).

Ce financement est essentiellement assuré par les institutions bancaires et financières, à l'exception de :

- USD 350 millions de Pas-de-porte ;
- USD 32 millions au titre de prêt d'associé à Gécamines (32% du capital) ;
- USD 50 millions au titre de prêt d'associé pour la réhabilitation des ses ateliers centraux de Panda ;
- 30 % de l'investissement minier au titre d'Equity, prêt sans intérêt devant être payé par le Groupement des Entreprises Chinoises.

#### 3. Mécanisme de remboursement

- Source de remboursement : Revenus générés par l'Exploitation minière (bénéfices d'exploitation).
- Modalités :
- 66 % de bénéfice d'exploitation sont affectés au remboursement du financement du projet minier et du projet d'infrastructures ;
- 34 % de bénéfice d'exploitation sont distribués entre les actionnaires au titre de dividendes au prorata de leurs mises.

## I. NIVEAU D'EXECUTION DU PROJET DE COOPERATION

N°	Date	Actes
1.	22 Avril 2008	: Signature de la Convention de Collaboration de Joint Venture,
2.	22 Juin 2008	: Signature de quatre contrats de projets infrastructures,
3.	22 Septembre 2008	: Création de la SICOMINES Sarl,
4.	Nombre 2008	: Transfert des droits et titres miniers de la Gécamines en faveur de la SICOMINES,
5.	Décembre 2008	: Signature de l'accord de prêt de USD 350 millions pour financer les quatre contrats du 22 Juin 2008,
6.	2009	: Paiement de 50 % de pas-de-porte (\$US 175 000 000)*
7.	Juin 2010	: Paiement de \$US 118 000 000 pour financer la deuxième tranche du Projet d'Infrastructures**
8.	Juillet 2012	: Paiement du deuxième acompte de pas-de-porte de \$US 50 000 000
9.	Fin 2012	: Paiement probable du solde des pas-de-porte.

**Note :** Les paiements rapportés dans ce tableau n'ont pas fait l'objet de déclaration dans le rapport ITIE-RDC 2008-2009 à cause de la difficulté qu'il y avait à comprendre jusqu'à plus récemment les conditions de l'accord ainsi que le mode de décaissement.

\*Néanmoins, le Comité Exécutif estime que la somme de 175 000 000 USD représentant le pas-de-porte versé par SICOMINES à la GECAMINES est à considérer comme une déclaration à posteriori du rapport 2008-2009.

\*\*Le Bureau de Coordination du Programme Sino-Congolais explique que le décaissement des montants destinés à la réalisation des infrastructures passe par une demande que le Ministère en charge des infrastructures introduit auprès des entreprises chinoises CREC et SINOHYDRO qui ont contracté l'emprunt auprès de EXIM BANK qui à leur tour font débloquer les montants sollicités. Il n'est donc pas aisé de saisir ces paiements dans le rapport ITIE traditionnel.

La somme de 118 000 000 USD dont le paiement a eu lieu en 2010 n'entre pas dans le cadre des paiements ITIE à l'exemple des pas-de-porte.

## II. CIRCUIT FINANCIER

N°	Nature de paiement	Circuit	Montant prévu \$US	Montant décaissé \$US	Année de paiement
1.	Pas-de-porte	Banque Centrale du Congo et la Gécamines	350 000 000	175 000 000	2009
				50 000 000	2012
2.	Investissement minier	JV SICOMINES	3 250 000 000	315 000 000	2009
				<b>540 000 000</b>	

### 2. Projet Infrastructures

N°	Nature de paiement	Circuit	Montant prévu \$US	Observations
1.	Contrats spécifiques entre CREC –SINOHYDRO et L'ACGT (Ministère des ITPR)	: JV SICOMINES	468 000 000	Sur base des factures dont copies versées au BCSPSC
<b>TOTAL</b>			<b>468 000 000</b>	

TABLEAU DES PROJETS PILOTES PAR L'ACGT SOUS FINANCEMENT DU PROGRAMME SINO-CONGOLAIS

N°	DESIGNATION PROJETS	SECTEUR	COUT EN USD		AVENANT	LONGUEUR / CAPACITE		OBSERVATIONS	
			CONTRAT	TRAVAUX		UNITE	PREVUE REALISEE		
<b>A. PREMIERE TRANCHE DE 350 MILLIONS USD</b>									
1	MODERNISATION DE LA ROUTE LUTENDELE	VOIRIE	21 007 915,30	22 082 174,91	-1 074 259,61	KM	4,56	2,8	PREMIERE PHASE TERMINEE.
2	MODERNISATION DE L'AVENUE DU TOURISME	VOIRIE	24 366 749,30	29 776 839,16	5 408 089,86	KM	7,25	7,25	TERMIN.
3	TERRASSEMENT DE LA RN5 ; IUBUMBASHI-KASOMENO	ROUTE NATIONALE	50 501 657,52	69 073 565,58	18 571 908,06	KM	137	137,09	TERMINE.
4	BITUMAGE DE LA RN5 ; LUBUMBASHI-KASGEMO	ROUTE NATIONALE	87 526 278,51	93 210 305,84	5 684 027,33	KM	137	90,09	TRAVAUX AU RELENTI FAUTE DE FINANCEMENT.
5	BITUMAGE DE LA RN4 ; BENI-LUNA	ROUTE NATIONALE	57 768 563,94	57 768 563,94	0	KM	60,06	66	TERMINE
6	MODERNISATION DE L'HOPITAL DU CINQUANTENAIRE	BATIMENT	99 873 757,77	107 221 900,00	7 348 142,23	LITS	450	450,66	ATTENTE RECEPTION PROVISOIRE
<b>TOTAL A</b>			<b>341 044 922,34</b>	<b>379 133 349,43</b>	<b>35 937 907,87</b>				
<b>B. PAS DE PORTE DE 156 MILLIONS USD</b>									
1	AMENAGEMENT DE L'ESPLANADE DU PALAIS DU PEUPLE LOT 1	BATIMENT	19 655 299,14	25 181 752,06	5 526 452,92	M2	24 300,06	24 380,00	TERMINE
2	MODERNISATION DU BOULEVARD DU 30 JUIN LOT 1	VOIRIE	24 118 559,82	24 118 559,82	0,00	KM	5,38	5,3	RECEPTION TECHNIQUE
3	MODERNISATION DU BOULEVARD DU 39 JUIN LOT 2 (CONSTRUCTION DU PONTS BASOKO Y COMPRIS)	VOIRIE	19 341 204,19	19 341 204,19	0,00	KM	2,58	2,5	TERMINE
4	MODERNISATION DES BVDS SENDWÉ ET TRIOMPHAL	VOIRIE	29 234 927,99	29 234 927,99	2 921 199,60	KM	4,3	4,3	TERMINE
5	INSTALLATION D'UNE UNITE DE PRODUCTION DES PREFABRIQUES ET FOURNITURE DES GROUPES ELECTROGENES	SOCIAL	14 000 000,00	14 000 000,00	0,00				EN COURS
6	INSTALLATION DES POTEAUX SOLAIRES ET ACCESSOIRES	SOCIAL	11 000 000,00	11 000 000,00	0,00				EN COURS
<b>TOTAL B</b>			<b>117 349 991,14</b>	<b>122 876 444,06</b>	<b>8 447 652,52</b>				

**ANNEXE :**  
**SITUATION DES PAIEMENTS DES ENTREPRISES MINIERES PAR NATURE D'IMPÔTS EN 2010 A LA CDI KATANGA-DGI**

N°	NIF	RaisonSociale	IBP	ICA I	IPR-IER	Précompte BIC	AMR A	AMR B	TOTAUX
1	A0905298U	AFRICAN MINERALS (BARBADOS) LTD SPRL	0,00	12 897 295,00	72 189 828,00	0,00	0,00	0,00	85 087 123,00
2	0800394N	ANVIL MINING COMPANY KATANGA	0,00	289 425 556,53	155 386 063,00	1 528 223,39	0,00	0,00	446 339 842,92
3	H99A2785L	ANVIL MINING SERVICES	0,00	0,00	25 057 473,00	0,00	0,00	0,00	25 057 473,00
4	A0910913Y	ATLANTIC MINING SPRL	0,00	0,00	1 440 000,00	0,00	0,00	0,00	1 440 000,00
5	0704864W	AURUM SPRL	416 860,10	0,00	35 636 596,16	0,00	7 200 335,59	3 130 817,29	46 384 609,14
6	0800393N	BANNON MINING SPRL	418 107,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	418 107,41
7	A0814835K	BARAKA MINING SPRL	351 375,00	0,00	654 622,00	0,00	0,00	0,00	1 005 997,00
8	0905972C	BOSS MINING SPRL	0,00	0,00	266 767 037,31	0,00	21 386 070,70	0,00	288 153 108,01
9	A0811090P	CAMEC CONGO	181 391,50	0,00	0,00	0,00	45 347,88	0,00	226 739,38
10	A0911352A	CASA MINERALS RDC SPRL	181 000,00	4 757 929,00	87 872 193,00	0,00	0,00	0,00	92 811 122,00
11	A1005559E	CENTRALE AFRIQUE MINING RESOURCES	816 670,00	0,00	8 122 324,00	0,00	0,00	0,00	8 938 994,00
12	A0708211J	CHEMICAL OF AFRICA SPRL	67 338 873,50	544 780 347,61	958 243 225,75	48 945 775,40	831 200 058,88	312 968 437,69	2 763 476 718,84
13	A0906857P	CLUFF MINING CONGO SPRL	0,00	0,00	103 981 340,42	0,00	476 960,00	491 570,97	104 949 871,38
14	A0905433R	COEXCO CONGO	389 674,00	52 908 454,00	33 981 809,00	0,00	4 509 863,00	1 892 009,00	93 681 809,00
15	A0704689F	COMPAGNIE METALLURGIQUE DU CONGO	164 159,31	0,00	4 212 452,94	0,00	1 238 032,33	1 938 502,30	7 553 146,87
16	A0815428E	COMPAGNIE MINIERE DE LUTSHA	324 900,00	0,00	65 396 941,64	0,00	8 046 555,90	3 412 881,07	77 181 278,61
17	A0906511N	COMPAGNIE MINIERE DE SAKANIA	0,00	0,00	88 718 582,65	192 274,99	392 998 289,11	196 499 598,04	678 408 744,79
18	A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	0,00	0,00	36 500 504,59	0,00	67 025 066,21	25 134 513,20	128 660 083,99
19	A0905434S	COMPANHIA VALE DORIO DOS	418 189,06	22 780 051,53	108 410 443,89	11 992 084,80	34 025 417,57	18 243 450,11	195 869 636,95
20	A0906508K	CONGO COBALT CORPORATION	0,00	29 139 637,52	44 118 947,59	0,00	0,00	0,00	73 258 585,11

Suite du tableau à la page 113

**ANNEXE :**  
**SITUATION DES PAIEMENTS DES ENTREPRISES MINIERES PAR NATURE D'IMPÔTS EN 2010 A LA CDI KATANGA-DGI**

N°	NIF	RaisonSociale	IBP	ICA I	IPR-IER	Précompte BIC	AMR A	AMR B	TOTAUX
21	A0712822W	CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING	0,00	0,00	25 907 240,99	0,00	4 534,79	4 500,00	25 916 275,78
22	A0800971Q	CONGO ENGINEERING PYROTECH	0,00	0,00	2 715 020,20	0,00	2 697 335,00	882 476,76	6 294 831,96
23	A0906830K	CONGO INTERNATIONAL MINING	181 391,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 391,50
24	A0815188T	CONGO INTERNATIONAL MINING CORPORATION SPRL	180 844,00	0,00	18 796 746,00	0,00	1 343 813,00	1 343 813,00	21 665 216,00
25	A0704886U	CONGO JULIUN MINING SPRL	0,00	0,00	12 307 813,57	0,00	0,00	1 076 558,55	13 384 372,12
26	A0905438X	CONGO MINERALS PROCESSING	3 563 134,00	0,00	43 373 412,00	0,00	19 085 806,00	8 011 655,00	74 034 007,00
27	A0906833N	COPERLINE SPRL	0,00	0,00	5 560 556,43	0,00	0,00	0,00	5 560 556,43
28	A0814843T	COTA MINING	11 341 503,54	0,00	32 804 652,78	0,00	20 033 784,22	6 169 124,92	70 349 065,45
29	A0701512C	DECOUVERTURE & EXPLOITATION MINIERES(DEVELOPPEMENT ET EXPLOITATION MINIERE)	0,00	0,00	65 505 172,67	0,00	59 146 933,00	24 040 722,45	148 692 828,12
30	A0906851H	DONG HUI	571 700,00	0,00	3 788 350,00	0,00	602 250,00	317 626,00	5 279 926,00
31	A0811080D	ENTREPRISE MINIERE DE KISENGE MANGANESE	0,00	97 951,41	30 141 563,65	0,00	12 061 304,68	455 292,67	42 756 112,40
32	H99A2970R	ENTREPRISE MINIERE DE KOLWEZI	253 948,10	0,00	0,00	0,00	181 391,50	0,00	435 339,60
33	A0906398Q	ETABLISSEMENT SAYONA MINING	541 891,50	0,00	603 940,00	0,00	1 150 022,11	210 414,14	2 506 267,75
34	A0704879M	ETALON MINING CORPORATION	2 140 419,70	1 000 374,12	26 796 100,47	0,00	493 384,88	155 996,69	30 586 275,86
35	A0704870C	EXPLOITATION ARTISANALE DU CONGO	5 300 105,00	0,00	31 865 083,45	0,00	9 008 920,63	1 813 915,00	47 988 024,08
36	A0906442N	FEZA MINING	15 271 350,39	0,00	38 026 796,23	0,00	17 623 998,14	9 104 946,34	80 027 091,10
37	A0905460W	FRONTIER SPRL	0,00	42 364 891,78	517 439 206,82	907 864,46	0,00	0,00	560 711 963,06
38	A0815528N	GENERAL DES SERVICES ET ENTREPRISE MINIERES	3 884 337,42	738 000,00	2 449 812,61	56 048,00	1 302 482,62	19 575,66	8 450 256,31
39	A0906485K	GLENORE CONGO SPRL	2 677 143,00	0,00	10 397 469,00	0,00	90 099,00	0,00	13 164 711,00
40	A0900876N	GOLDEN AFRICAN RESOURCES SPRL	3 677 831,33	20 832 647,50	14 549 229,09	0,00	4 605 530,19	1 880 122,90	45 545 361,01

Suite du tableau à la page 114

## ANNEXE :

## SITUATION DES PAIEMENTS DES ENTREPRISES MINIERES PAR NATURE D'IMPÔTS EN 2010 A LA CDI KATANGA-DGI

N°	NIF	RaisonSociale	IBP	ICA I	IPR-IER	Précompte BIC	AMR A	AMR B	TOTAUX
41	A0814445L	GROUPE BAZANO	651 316 289,20	2 750 749 999,65	898 808 528,79	53 782 579,75	1 087 754 973,75	408 087 199,64	5 850 499 570,77
42	A0906671M	HUACHIN SPRL	16 340 653,28	0,00	5 685 716,57	0,00	21 396 670,95	10 438 713,86	53 861 754,65
43	A0900939G	HUACHIN MINING SPRL	2 725 407,29	0,00	41 691 929,32	0,00	6 733 252,48	172 321,93	51 322 911,01
44	A0906719P	JIAXING MINING IND SPRL	31 939 415,32	0,00	25 800 611,64	0,00	0,00	0,00	57 740 026,96
45	A0906718N	JMT MINING SPRL	7 608 466,47	0,00	25 298 812,20	5 853 066,60	16 140 753,00	3 395 648,88	58 296 747,15
46	A0814839P	JONAH MINING ( DRC ) SPRL	453 478,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	453 478,75
47	A1008285S	KANSUKI MINING	513 337,95	0,00	3 730 855,08	0,00	8 485 714,76	0,00	12 729 907,78
48	A1009299U	KANSUKI SPRL	0,00	18 627 164,00	1 097 634,00	0,00	0,00	0,00	19 724 798,00
49	A0700054S	KASA MINING & EXPLORATION LTD	416 293,49	0,00	20 928 789,48	0,00	1 157 704,73	231 274,16	22 734 061,86
50	A0906707B	KASANTO LUPOTO MINES SPRL (SOCIETE KALUMINES)	0,00	1 315 995,33	57 781 355,37	0,00	0,00	0,00	59 097 350,70
51	A0704858P	KATANGA METAL PROCESSING(KATANGA MINING PROCESSING)	6 397 262,00	0,00	2 083 566,00	0,00	14 706 098,00	2 720 872,50	25 907 798,50
52	A0906694M	KATANGA RESSOURCES TRADING	408 335,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	408 335,00
53	A0910912X	KINSVERE MINING RESSOURCES	570 876,00	1 675 368,00	6 391 535,00	0,00	5 018 174,00	1 842 976,00	15 498 929,00
54	A0906376R	KOPPA MINING SERVICES SPRL	3 278 651,36	304 737,72	1 311 460,55	0,00	976 842,46	34 141,07	5 905 833,15
55	A0906375Q	KUN TAI CONGO MINING SPRL	178 523,00	0,00	4 437 123,00	0,00	2 461 252,00	476 152,69	7 553 050,69
56	A0815341K	LA COMPAGNIE MINIERE DE MUSONOI GLOBAL	3 717 618,79	0,00	2 610 223,69	0,00	352 806,47	145 853,18	6 826 502,12
57	A0704695M	LA CONGOLAISE DES MINES ET DE DEVELOPPEMENT	2 086 925,29	0,00	10 593 562,84	1 149 115,15	1 279 202,84	745 372,79	15 854 178,91
58	A0704883R	LA MINIERE DE KALUMBWE MYUNGA	429 210,00	0,00	427 636,00	0,00	2 348 523,00	0,00	3 205 369,00
59	A0906438J	LA MINIERE DE KALUNKUNDI	346 201,00	54 435 332,00	61 068 389,00	4 375 198,00	3 361 827,00	1 387 300,00	124 974 247,00
60	A0814790L	LA MINIERE DE KASOMBO	3 717 618,79	0,00	2 847 846,55	0,00	352 806,47	145 853,18	7 064 124,99
61	A0815222F	LAYNE DRILLING DRC	0,00	0,00	2 344 920,00	0,00	0,00	0,00	2 344 920,00

Suite du tableau à la page 115

**ANNEXE :  
SITUATION DES PAIEMENTS DES ENTREPRISES MINIERES PAR NATURE D'IMPÔTS EN 2010 A LA CDI KATANGA-DGI**

N°	NIF	RaisonSociale	IBP	ICA I	IPR-IER	Précompte BIC	AMR A	AMR B	TOTAUX
62	A0714789J	LEDA MINING SPRL	418 107,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	418 107,41
63	A0706698P	LEREXCOM	0,00	0,00	618 043,49	0,00	4 534,79	4 534,79	627 113,07
64	A0907596S	LONG FEI MINING	0,00	0,00	0,00	0,00	1 101 046,41	314 714,25	1 415 760,66
65	A0814837N	LUALABA MINING COMPANY	453 478,75	0,00	433 525,69	0,00	0,00	0,00	887 004,44
66	A1004457G	LUAMBO MINING SPRL	408 335,00	205 437,00	0,00	2 008 325,00	0,00	0,00	2 622 097,00
67	A0906502D	LUC NDUBULA MINING SPRL	3 368 440,16	0,00	7 200 335,59	0,00	3 261 419,17	78 905,30	13 909 100,22
68	A0906500B	LWISHA MINING ENTREPRISE	178 670,63	0,00	7 224 823,45	0,00	118 811,43	118 811,43	7 641 116,94
69	A0906499A	M&JINVESTMENT	450 000,00	0,00	7 592 141,23	0,00	1 556 141,64	358 760,57	9 957 043,44
70	A0905251T	MAGMA MINERAL	1 602 593,90	0,00	9 201 185,80	0,00	10 642 239,31	4 040 495,66	25 486 514,67
71	A0704686C	MASTERS SPRL	571 669,00	0,00	540 000,00	0,00	0,00	0,00	1 111 669,00
72	A0814803A	METAL MINES SPRL	5 219 267,00	5 355 015,66	12 568 758,94	804 186,30	5 930 770,00	5 796 365,38	35 674 363,28
73	A0906904Q	MINES D'OR DE KISENGE SPRL	0,00	0,00	11 825 888,28	0,00	198 623,69	198 623,69	12 223 135,66
74	A0704875H	MINIERE DE MUSOSHI & KINSEDA SARL	0,00	0,00	45 644 937,00	199 825,00	95 147 661,53	45 476 868,00	186 469 291,53
75	A0704688E	MINING COMPANY KATANGA	164 159,31	0,00	12 430 980,46	0,00	9 713 514,83	2 575 759,30	24 884 413,89
76	A0802327E	MINING MINERALS RESSOURCES SPRL	0,00	0,00	4 990 627,00	2 451 645,00	7 583 071,66	1 494 665,96	16 520 009,62
77	A0815342L	MOBA MINING SPRL	161 438,44	0,00	0,00	0,00	90 695,75	0,00	252 134,19
78	A0704867Z	MUTANDA MINING	0,00	328 831 045,99	455 301 734,58	1 631,00	0,00	0,00	784 134 411,56
79	A0906592B	NEW MINERAL INVESTMENT	2 267 393,75	0,00	4 872 048,43	0,00	3 818 570,20	383 643,02	11 341 655,41
80	A0906593C	NEW MINERALS	0,00	0,00	312 900,34	0,00	0,00	0,00	312 900,34
81	A0906604P	PHELPS DODGE CONGO SPRL	597 684,99	4 719 806,83	258 286 290,87	94 323,58	0,00	6 001 337,78	269 699 444,05
82	A0907027Z	PISTIS MINING CORPORATION	777 411,66	525 963,83	2 330 980,43	0,00	0,00	0,00	3 634 355,92
83	A0704878L	PLATMIN CONGO SPRL	421 413,00	5 678 033,00	0,00	0,00	21 002 768,00	0,00	27 102 214,00
84	A0704871D	RESHINE CONGO SPRL	0,00	0,00	4 381 602,48	0,00	0,00	0,00	4 381 602,48
85	A0907578Y	ROAN PROSPECTING & MINING	0,00	0,00	59 031 142,80	0,00	0,00	0,00	59 031 142,80
86	A0906631T	ROQ MINING	5 971 586,00	0,00	22 988 700,00	0,00	1 900 800,00	0,00	30 861 086,00

Suite du tableau à la page 116

## ANNEXE :

## SITUATION DES PAIEMENTS DES ENTREPRISES MINIERES PAR NATURE D'IMPÔTS EN 2010 A LA CDI KATANGA-DGI

N°	NIF	RaisonSociale	IBP	ICA I	IPR-IER	Précompte BIC	AMR A	AMR B	TOTAUX
87	0704687D	RUASHI MINING SPRL	0,00	28 387 449,00	1 209 023 626,00	0,00	0,00	0,00	1 237 411 075,00
88	0814809G	RUBACO SPRL	1 132 196,54	155 494,00	157 702,07	0,00	0,00	294 761,19	1 740 153,79
89	0814806D	RUBAMIN SPRL	17 000 515,00	1 043 908,08	2 878 250,43	1 635 622,49	10 373 779,89	3 230 582,62	36 162 658,50
90	0704863U	SAMREF CONGO SPRL	327 411,66	1 273 474,01	11 300 690,45	0,00	26 360 048,14	10 318 764,49	49 580 388,75
91	A1008279L	SHITTURU MINING CORPORATION	417 343,10	0,00	186 105 594,64	0,00	6 940 038,79	2 154 024,06	195 617 000,59
92	A0905363Q	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO	344 725,50	275 715,08	78 714 171,64	516 965,78	22 421 462,60	8 986 730,99	111 259 771,58
93	A0906421Q	SOCIETE DE TRANSFORMATION DE L'ALUMINIUM	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
94	A0712818R	SOCIETE D'EXPLORATION MINIERE DU HAUT KATANGA(ANMERCOSA)	5 998 616,91	15 172 827,59	258 965 586,92	1 453 808,40	1 881 936,81	586 801,50	284 059 578,13
95	A0714791L	SOCIETE MINIERE DE KOLWEZI	1 637 965,25	0,00	52 494 548,00	0,00	0,00	0,00	54 132 513,25
96	A0704865X	SOCIETE MINIERE DU KATANGA	753 077 648,81	0,00	554 719 957,87	184 376 297,13	576 542 906,22	193 395 989,47	2 262 112 799,50
97	A0907091T	SOCIETE THERMO METAL PROCESSER S P R L	408 335,00	0,00	1 093 179,00	0,00	0,00	0,00	1 501 514,00
98	A1008284R	SOCOCOT	359 155,17	0,00	0,00	0,00	390 898,68	0,00	750 053,85
99	A0900823F	SOUTH CHINA MINING SPRL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	641 218,95	641 218,95
100	A0905446F	SOUTH AFRICA DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO	408 335,00	0,00	8 414 430,00	0,00	0,00	1 479 258,00	10 302 023,00
101	A1206997U	SOUTHERN AFRICAN METAL REFINERS AFRICA SPRL	735 174,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 425,00	755 599,00
102	A0708266T	SWANMINES SPRL	417 416,00	22 636 302,00	79 115 875,00	525 656,00	9 334,00	9 373,00	102 713 956,00
103	A0905477P	TEAL METALS SPRL	2 080 560,51	18 049 361,21	0,00	0,00	9 893 999,37	3 710 363,13	33 734 284,21
104	A0905476N	TEAL MINING	5 543 324,24	1 658 825,27	71 392 973,53	150 554,95	19 593 909,83	21 678 334,18	120 017 921,99
105	A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	0,00	0,00	2 433 988 653,00	19 532 236,72	0,00	0,00	2 453 520 889,72
106	A0901953J	TIGER CONGO	389 227,00	0,00	60 204 851,89	0,00	17 080 287,95	7 355 753,00	85 030 119,84
107	A0907559C	TITAN MINING	449 718,00	0,00	651 808,00	0,00	294 362,00	294 673,94	1 690 561,94

Suite du tableau à la page 117

Suite du tableau de la page 116

**ANNEXE :**  
**SITUATION DES PAIEMENTS DES ENTREPRISES MINIERES PAR NATURE D'IMPÔTS EN 2010 A LA CDI KATANGA-DGI**

N°	NIF	Raison Sociale	IBP	ICA I	IPR-IER	Précompte BIC	AMR A	AMR B	TOTAUX
108	0805721D	VIRGINIKA MINING SPRL	2 091 444,00	26 658 201,80	20 673 189,26	0,00	2 036 848,77	768 015,23	52 227 699,04
109	A0815386J	WALNI MINERAL COMPANY	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
110	A0814808F	WEST SODIMICO MINERALS	3 717 618,79	0,00	2 847 846,55	0,00	352 806,47	145 853,18	7 064 124,99
<b>TOTAUX EN CDF</b>			<b>1 673 499 741,75</b>	<b>4 309 458 593,05</b>	<b>10 115 178 626,99</b>	<b>342 533 307,88</b>	<b>3 546 353 476,73</b>	<b>1 370 936 606,64</b>	<b>21 357 960 353,03</b>

**ANNEXE :  
SITUATION DES PAIEMENTS DES ENTREPRISES MINIERES PAR NATURE D'IMPÔTS EN 2010 A LA DGE-DGI**

N°	NIFN	Raison Sociale	IBP	ICAI	IMDN	IPR-IER	PBIC	AMR A	AMR B	TOTAUX
1	A0905301Y	AFRICAN EXPLOSIVE	302 002 640,90			367 167 236,68		33 367 286,00		702 537 163,58
2	A0901048A	AFRICAN MINERALS(BARBADOS) LTD	108 522,00	172 159 725,85		419 968 276,42				592 236 524,28
3	A0701667W	AMBASE EXPLORATION AFRICA RDC	16 129 543,80	23 463 773,15		307 769 900,16	535 710,06			347 898 927,18
4	A0700172W	ANVIL MINING CONGO SARL	2 266 136,50	25 385 455,00		572 849 312,00	1 658 336,00	135 707 569,00	4 337 051,73	742 203 860,23
5	A0714790K	ANVIL MINING SERVICES				144 310 542,20				144 310 542,20
6	A0700152Z	ASHANTI GOLDFIELDS KILO		187 386 976,17		451 004 572,96		44 972,00	44 972,00	638 481 493,13
7	A0700161J	BANRO CONGO MINING				115 547 075,62	970 358,00	10 963 191,00	5 432 814,00	132 913 438,62
8	A0713667P	BELL EQUIPEMENT		80 067 300,00		375 225 024,00				455 292 324,00
9	A0812659U	BOART LONG YEAR		1 803 979 643,78	66 767 558,96	2 318 555 423,63		22 635,13		4 189 325 261,50
10	A0704693K	BOLFAST COMPANY		960 000,00		1 562 454,00	200 000,00	23 457 885,13	56 361 971,94	82 542 311,07
11	A0905972C	BOSS MINING SPRL	8 513 892,96	350 151 356,31	423 393 594,88	4 074 154 220,05	9 152 713,73	2 035 310 868,99	715 199 100,73	7 615 875 747,65
12	A0700326N	CADASTRE MINIER				173 650 497,44		20 621 475,12		194 271 972,56
13	A0700390H	CENTRE D'EXPERTISE, D'EVALUATION ET DE CERTIFICATION	5 291 248,00			177 245 172,87				182 536 420,87
14	A0906511N	COMPAGNIE MINIERE DE SAKANJA	10 422 279,02	32 238 052,19		614 049 434,55	1 054 975,28			657 764 741,04
15	A0704877K	COMPAGNIE MINIERE DU SUD KATANGA	9 037 615,23		281 624 682,96	337 667 982,38	3 027 799,90	196 531 588,00	92 149 345,00	920 039 013,47
16	A0906508K	CONGO COBALT CORPORATION	264 819 052,58	488 933 842,77		2 446 993 322,52		617 531 667,00	221 742 429,00	4 040 020 313,87
17	A0700045H	CONGO DIAM				12 870 301,00				12 870 301,00
18	A0712822W	CONGO DONGFANG INTERNATIONAL MINING				377 368 403,35		101 716 571,00	47 072 042,00	526 157 016,35
19	A0811710N	CONGO LOYAL WILL MINING	94 799 984,06			38 552 387,84		33 794 756,42	4 128 385,60	171 275 513,92
20	A0901099F	CONGO MINERALS SPRL				4 902 817,61				4 902 817,61
21	A0905460W	FRONTIER SPRL	49 610 092 201,32	328 210 847,01		4 193 645 248,09	7 048 295,71			54 138 996 592,12

Suite du tableau à la page 119

## ANNEXE :

## SITUATION DES PAIEMENTS DES ENTREPRISES MINIERES PAR NATURE D'IMPÔTS EN 2010 A LA DGE-DGI

N°	NIFN	Raison Sociale	IBP	ICAI	IMDN	IPR-IER	PBIC	AMR A	AMR B	TOTAUX
22	A0701147F	GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES	400 022 948,00	859 042 372,00		3 157 232 068,00	346 814 563,00		464 585 535,77	5 227 697 486,77
23	A0906655U	GROUP FIVE RDC		989 400 887,97	73 330 268,18	256 712 036,42	541 576,00	197 861 554,00	72 848 394,00	1 590 694 716,56
24	A0704273D	GROUPEMENT POUR LE TRAITEMENT DU TERRIL DE LUBUMBASHI						432 664 447,00	563 942 424,77	996 606 871,77
25	A0901434U	JINDAL DRC SPRL	2 281 715,75	1 337 288,01		20 737 926,13		2 162 954,00	890 628,00	27 410 511,89
26	A1009556Z	KAMKIS MINING SPRL						22 747,00		22 747,00
27	A0805966U	KASAI SUD DIAMANT	2 265 615,10			21 459 009,51			111 880,00	23 836 504,61
28	A0906707B	KASONTO LUPOTO MINES		79 879 837,47		291 335 160,62	1 137 144,31	54 553 128,00	18 184 376,00	445 089 646,41
		KIBALI GOLDMINES				801 819 728,79				801 819 728,79
29	A0704875H	KINSEDA COPPER COMPANY SARL(ex MINIERE DE MUSOSHI & KINSEDA)	691 262,28	67 424 061,56		303 974 243,17	1 062 427,03	53 297 289,00	16 815 239,00	443 264 522,04
30	A1004150Y	KISANFU MINING SPRL			6 022 273,74	76 678 605,80				82 700 879,54
31	A0815222F	LAYNE DRILLING		200 206 153,04		111 683 488,00	484 880,00	252 878 525,00	97 580 387,00	662 833 433,04
32	A0905330E	LJALABA MINING COMPANY				1 421 600,00			45 030,00	1 466 630,00
33	A0700117L	MARGAUX	137 929,00			26 030 943,00		20 174 473,00	7 251 109,00	53 594 454,00
34	A0704688E	MINING COMPANY KATANGA SPRL		2 675 144 894,91		792 322 190,28		69 755 970,00	19 189 317,00	3 556 412 372,19
35	A0800394N	MMG KINSEVERE SPRL (Ex. AMCK MINING SPRL)		495 173 510,49	521 862 022,46	2 132 725 807,95	28 941,93	725 324 955,47	65 938 638,35	3 941 053 876,64
36	A0704867Z	MUTANDA MINING	2 367 668 389,10	956 521 835,32	294 508 506,63	1 975 142 585,16	4 246 955,24	24 094 716,60	233 428 983,00	5 855 611 971,06
37	A0811579W	NEW DHATU CORPORATION				1 135 800,00				1 135 800,00
38	A0700077S	PRIMO-GEM	948 263,00	4 243 086,00		47 097 504,00	38 056,00	9 323 584,00	15 357 475,00	77 007 968,00
39	A0814810H	ROAN PROSPECTINGS & MINING	445 125,00			415 979 444,92			22 256,00	416 446 825,92
40	A0704687D	RUASHI MINING	104 430 195,00	366 414 060,00	214 208 969,00	2 314 657 349,42	9 063 490,00	813 278 446,00	235 410 345,00	4 057 462 854,42

Suite du tableau à la page 120

## ANNEXE : SITUATION DES PAIEMENTS DES ENTREPRISES MINIERES PAR NATURE D'IMPÔTS EN 2010 A LA DGE-DGI

N°	NIFN	Raison Sociale	IBP	ICAI	IMDN	IPR-IER	PBIC	AMR A	AMR B	TOTAUX
44	A0811655D	SOCIETE D'EXPLOITATION DE KIPOYI		205 267 719,69		69 859 162,36			8 570 401,00	283 697 283,06
45	A0700483J	SOCIETE DRC COPPER AND COBALT PROJECT		12 781 727,04		902 811 331,41	6 215 060,36	1 545 235 761,00	750 221 291,65	3 217 265 171,46
46	A0700081X	SOCIETE JINDAL MINERALS AND METALS AFRICA - CONGO SPRL	521 746,25	7 062 680,60		16 590 351,20		5 678 606,00	3 731 142,20	33 584 526,24
47	A0701041Q	SOCIETE KAMOTO COOPER COMPANY	186 177 707,39	1 517 501 470,98	844 308 480,00	8 385 515 925,57	94 724 559,28	428 509,91	368 036,25	11 029 024 689,38
48	A0700163L	SOCIETE LUGUSHWA MINING S.A.R.L				12 652 371,91	1 878 170,14	18 523 587,00	10 322 648,00	43 376 777,05
49	A0811578U	SOCIETE MINIERE DE KABOLELA ET DE KIPESE				184 440,56		45 323,00	45 322,73	275 086,29
50	A0700307S	SOCIETE NAMOYA MINING S.A.R.L				11 934 161,29	2 763 822,61	15 628 023,00	8 686 025,00	39 012 031,90
51	A0700073N	SOCIETE TWANGIZA MINING S.A.R.L				88 772 307,70	31 823 689,80	33 495 622,00	18 834 186,00	172 925 805,50
52	A0811711P	SOCIETE VOLCANO	12 501 000,00			37 540 930,22	6 629 911,83	27 185 093,00	8 330 126,00	92 187 061,05
53	A0805299U	SODEXMINES SPRL				13 986 000,00		45 333 310,00	8 659 274,00	67 978 584,00
54	A0816254C	TEICH MANN DRC	943 470 256,60	409 121 918,34	24 013 293,99	141 634 258,44				1 518 239 727,37
55	A0810758D	TENKE FUNGURUME MINING	361 005 479,19	5 009 407 446,85	1 010 162 150,19	16 480 538 917,96	96 030 783,47	6 216 639 428,00	3 072 053 798,40	32 245 838 004,07
56	A1006279M	UNION SOMVILLE & MONTI				76 044,00		3 308 481,00	1 262 792,53	4 647 317,53
57	A0704862T	UNISOM CONGO				1 590 792,00		2 264 018,44	1 559 110,00	5 413 920,44
58	A09000943L	VITAL STEEL PROJECT	16 243 172,00							16 243 172,00
59	A0811183Q	WADE WALKER	1 342 125 562,50			947 751,00		7 540 196,70		1 350 613 510,20
<b>TOTAUX EN CDF</b>			<b>56 206 134 205,53</b>	<b>17 516 289 093,59</b>	<b>3 761 774 120,99</b>	<b>57 577 209 960,99</b>	<b>629 210 715,15</b>	<b>14 296 367 240,91</b>	<b>6 962 583 103,64</b>	<b>156 949 568 440,81</b>

**ANNEXE :**  
**SITUATION DES PAIEMENTS DES ENTREPRISES PETROLIERES PRODUCTRICES PAR NATURE D'IMPÔTS EN 2010 A LA DGE-DGI**

N°	NIFN	Raison Sociale	AcProv	AMR A	AMR B	IBP	IPR-IER	PBIC	TOTAUX
1	A0703905D	CHEVRON ODS LIMITED (ex ODS LIMITED)	6 723 117 859,48	168 092 005,72	48 657 207,06	1 387 665 439,52	334 510 867,98	351 888,00	8 662 395 267,75
2	A0701284E	MUANDA INTERNATIONAL OIL COMPANY	20 131 774 707,80	295 224 094,55	78 972 942,09	7 988 452 534,81	589 817 986,00	1 719 207,16	29 085 961 472,40
3	A0701287H	RECHERCHE EXPLOITATION PETROLIERE	20 261 236 409,61	245 730 929,00	68 088 221,37		995 884 988,17	8 984 337,61	21 579 924 885,76
4	A0703937N	SOCIETE LIRES	21 000 986 194,46	164 637 081,00	42 917 949,34	3 167 811 528,06			24 376 352 752,85
5	A0703938P	TEIKOKU OIL DRC	15 428 353 561,78	190 139 338,65	49 295 387,44	4 509 120 336,61			20 176 908 624,48
<b>TOTAUX</b>			<b>83 545 468 733,13</b>	<b>1 063 823 448,92</b>	<b>287 931 707,29</b>	<b>17 053 049 838,99</b>	<b>1 920 213 842,15</b>	<b>11 055 432,77</b>	<b>103 881 543 003,25</b>





RAPPORT ITIE-RDC 2010

---

Conception,Réalisation Graphique et impression:  
**GILEY'S DESIGN**

Achévé d'imprimer: Décembre 2012  
Kinshasa/République Démocratique du Congo